



Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes



## Sigles et acronymes

AD2M	Appui au développement du Menabe et du Melaky
AHA	Aménagement hydro-agricole
AMI	Appel à manifestation d'intérêt
AO	Appel d'offres
APD	Avant Projet détaillé
AROPA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques
AUE	Association des usagers de l'eau
CABIZ	Centre d'appui à l'agri-business
CAOP	Chargé d'appui aux organisations de producteurs
CAPFIDA	Cellule d'appui au programme FIDA
CCRF	Cellule de coordination de la réforme foncière
CECAM	Caisse d'épargne et de crédit agricole mutuel
CEP	Champ école paysan
CF	Certificat foncier
CIE	Comité interministériel d'évaluation
CIR	Chargé des infrastructures rurales
CLA	Chenille légionnaire d'automne
CMVA	Chargé de la mise en valeur agricole
CNM	Commission nationale des marchés
CNP	Comité national de pilotage
CoGePEC	Comité de gestion de PEC
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme ( <i>Programme d'options stratégiques pour le pays</i> )
CP	Coordonnateur de projet
CPM	Chargé de passation de marchés
CRIF	Centre de ressources et d'information foncière
CRM	Commission régionale des marchés
CROS	Comité régional d'orientation et de suivi
CSA	Centre de services agricoles
CSCC	Chargé de suivi du changement climatique
DCP	Document de conception de projet
DDP	Direction de la dette publique
DGM	Direction générale de la météorologie
DGSF	Direction générale des services fonciers
DIP	Diagnostic institutionnel participatif
DMM	Dokany Mora hoan'ny Mpamokatra (boutique d'intrants et matériel agricoles)
DRAEP	Direction régionale de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
DRF	Demande de retrait de fonds
DTI	Droits et taxes à l'importation
EAF	Exploitation agricole familiale
ECD	Etat certifié de dépenses
EIES	Etude d'impact environnemental et social
FCCIM	Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar
FDA	Fonds de développement agricole
FERHA	Fonds d'entretien des réseaux hydro-agricoles
FIDA	Fonds international de développement agricole
FITAME	Fédération des paysans du Menabe
FNF	Fonds national foncier
FOFIFA	Foibe Fikarohana ho an'ny Fampandrosoana ( <i>Centre national de recherche agricole pour le développement</i> )
GAIN	Gouvernance, Autonomie, Integration, Needs
GCV	Grenier communautaire villageois
GdM	Gouvernement de Madagascar
GF	Guichet foncier
GPI	Grand périmètre irrigué
IEM	Initiative pour l'émergence de Madagascar
ILC	International Land Coalition (Coalition internationale sur le foncier)
MAEP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MATP	Ministère de l'aménagement du territoire et des travaux publics
MECIE	Mise en compatibilité de l'investissement à l'environnement
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MGA	Ariary (monnaie malgache)
MPI	Micro-périmètre irrigué
MPV	Microprojet aux plus vulnérables
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
OM	Opérateur de marché
ONE	Office national de l'environnement
ONGT	Organisation non gouvernementale de terrain
ONN	Office national de nutrition
OP	Organisation de producteurs
ORN	Office régional de nutrition
OSC	Organisation de la société civile
PATAS	Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et des savoirs
PCD	Plan communal de développement

PEC	Périmètre d'épandage de crues
PEM	Plan émergence Madagascar
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique ( <i>Social, Environmental and Climate Assessment Procedures- SECAP</i> )
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
PI	Périmètre irrigué
PLOF	Plan local d'occupation foncière
PMDU	Plan multisectoriel d'urgence (COVID-19)
PPM	Plan de passation de marchés
PPS	Paysan producteur de semence
PREE	Programme d'engagement environnemental
PSAEP	Programme sectoriel, agriculture, élevage et pêche
PTBA	Programme de travail et budget annuels
RAF	Responsable administratif et financier
RMP	Revue à mi-parcours
ROP	Responsable des opérations
ROR	Réseau des observatoires ruraux
RPI	Ressources propres internes
RPSF	Rural Poor Stimulus Facility (Mécanisme de relance en faveur des populations pauvres)
RSE	Responsable du suivi-évaluation
SAC	Schéma d'aménagement communal
SE	Suivi-évaluation
SECAP	Social, Environmental and Climate Assessment Procedures ( <i>Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique – PESEC</i> )
SMRO	Système de mesure des résultats opérationnels ( <i>Operational results management system</i> □ - ORMS)
SRAT	Schéma régional d'aménagement du territoire
SRI	Système de riziculture intensive
TdR	Termes de référence
TMP	Taxe sur les marchés publics
UGP	Unité de gestion de projet
UNICECAM	Union interrégionale des CECAM
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique

## A. Aperçu du projet

Région:	Afrique orientale et australe	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Madagascar	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II	Classification du risque climatique (PESEC):	1
N° du projet:	2000000850	Institution chargée de l'exécution:	Ministry of Agriculture and Livestock
Type de projet:	Développement Rural	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Ibrahima Bamba		
Coordonnateur du projet:	Andrianaiainasoa RAKOTONDRATSIMA (Chef de projet)		
Zone du projet:	Régions Menabe et Melaky		

Date d'approbation:	15/09/2015	Date de réception du dernier rapport d'audit:	22/04/2020
Date de signature:	21/10/2015	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	11/08/2020
Date d'entrée en vigueur:	30/12/2015	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	5
Date d'éligibilité aux décaissements:	25/01/2016	Nombre de prolongations:	0
Date du premier décaissement:	23/09/2016	Délai d'entrée en vigueur:	3 mois
Date de la revue à mi-parcours:	24/07/2019		
Date d'achèvement prévue:	31/12/2022		
Date d'achèvement actuelle:	31/12/2022		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

## Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	ASAP Trust Fund	\$6,000,000
	IFAD	\$34,400,000
Répartition du financement national	National Government	\$7,600,000
	Beneficiaries	\$1,200,000
Répartition du cofinancement	OPEC Fund for International Development	\$7,500,000
Financement total du projet:		\$56,700,000

## Mission en cours

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Jours sur le terrain:

Composition de la mission: FIDA: M. Ibrahima Bamba, Directeur pays du FIDA, Chef de mission; Mme Rachel Senn, Chargée de Programme-pays FIDA à Madagascar; M. Jean Charles Heyd, Consultant agronome, chargé de la coordination technique de la Mission; Mme Audrey Nepveu de Villemarceau, Spécialiste en gestion de l'eau, PMI/FIDA; M. Fabien Randriambololona, Consultant spécialiste en Infrastructures rurales; M. Claude Ralijaona, Consultant agronome, spécialiste des Organisations professionnelles; Mme Tantely Randrianasolo, Spécialiste suivi-évaluation et gestion des savoirs/CAPFIDA; Mme Giulia Barbanente, Consultante spécialiste en régimes fonciers; M. Jimmy Gaudin, Analyste technique sur les régimes fonciers, PMI/FIDA/ILC; Mme Holy Andriamihaja, Spécialiste fiduciaire; M. Hery Rahaingo, Contrôleur interne de la CAPFIDA; M. Rado Rakotondralambo, Consultant spécialiste en passation de marchés.

Gouvernement: M. Lantonirina Harivelo Ramaroson, Directeur général de l'agriculture (DGA/MAEP); M. Joelisoa Rakotonandrasana, Chargé de suivi des projets (DDP/MEF); Mme Soafaniry Andriamifidy, du Service des Aides et Dettes Extérieures (DDP/MEF); Mme Fanja Raharinomena, Directrice générale de la Cellule de coordination et d'appui aux projets et aux activités régionales (CPAR/MAEP); Mme Marina Rakotoniaina, Directrice d'appui à l'agro-business (DAAB/MAEP); Mme Oliva Rafalimanana, Directrice du génie rural (DGR/MAEP); Mme Ramananjanahary Harivony Blandine, Directeur d'Appui à la Production Végétale (DAPV/MAEP); Mme Dr Christiane Rakotoarivony, Collaboratrice CPAR/MAEP; M. Fanomezana Hajanirina Rabeharisoa, Chef de Service d'appui aux aménagements hydro-agricoles (DGR/MAEP); M. Andritiana Randrianaivomanana et M. Bruno Rakotomalala, respectivement Chef de service et Chargé d'appui et de suivi des projets/programmes financés par FIDA au Service d'appui et de suivi aux projets et organismes rattachés (DPSE/MAEP); Mme Fleur Honorée Ngado, Directrice régionale (DRAEP Melaky); M. Serge Hajanirina Andriamiarinera, Directeur régional (DRAEP Menabe), M. Paul Tongamisy, Chef de service régional de l'agriculture à la DRAEP Menabe; et M. José Razafimahazo, Chef circonscription de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche Belo sur Tsiribihina.

Lieux visités:

## B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

<b>Efficacité en matière de développement</b>	<b>5</b>	<b>Gestion du projet</b>	<b>4</b>
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	5	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	5	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	4

<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>	<b>4</b>	<b>Gestion et exécution financière</b>	<b>4</b>
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	3
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	5
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	2
Qualité de la participation des bénéficiaires	4	Fonds de contrepartie	3
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

<b>Pertinence</b>	<b>5</b>
-------------------	----------

## C. Objectifs de la mission et principales conclusions

### Contexte et objectif principal de la mission

Le Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II), est un projet de mise à l'échelle de la stratégie, des approches et instruments mis en œuvre avec succès au cours de la première phase du projet AD2M-I. AD2M-II est entré en vigueur le 30 décembre 2015, sa durée d'exécution est prévue pour 7 ans, avec un achèvement au 30 décembre 2022.

L'objectif global du Projet est de contribuer à ce que les exploitations agricoles des régions Menabe et Melaky améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire. Le coût total d'AD2M-II est de 56,75 millions USD dont: 34,427 millions financés par un prêt du FIDA; 6,006 millions par un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique (ASAP) du FIDA; 7,503 millions par un prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID); 7,656 millions par le gouvernement de Madagascar (GdM) et 1,158 million par les bénéficiaires.

Eu égard à la situation sanitaire liée à la pandémie du COVID-19 et en commun accord avec le gouvernement, cette mission de supervision du Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II) du FIDA s'est déroulée à distance du 27 juillet au 11 août 2020. L'objectif de cette mission était d'apprécier l'état d'avancement et la performance par rapport à ses objectifs en se focalisant sur les aspects de durabilité qui accroîtront la durabilité environnementale et sociale des acquis et des résultats après le Projet.

Le travail de la Mission s'est fait par le biais de visioconférences, d'entretiens téléphoniques et d'échanges d'information par voie électronique avec l'Unité de gestion du projet (UGP) et les équipes des Organisations non gouvernementales de terrain (ONGT).

La Mission a débuté le 27 juillet avec une réunion avec M. Désiré Tilahy Andrianaranintsoa, Secrétaire général du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP). Après une journée de présentation de l'avancement du Projet réalisée par l'UGP le 28 juillet, la Mission a effectué, entre le 29 juillet et 4 août, 17 entretiens avec les bénéficiaires sous forme de focus-group dans les deux régions et 7 rencontres thématiques et des entretiens bilatéraux avec les responsables du Projet, auxquels ont chaque fois largement participé des responsables du Ministère de l'économie et des finances (MEF) et du MAEP. La Mission a également eu un entretien avec le Directeur général de l'Union interrégionale des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel (UNICECAM), la Directrice du Fonds de développement agricole (FDA) et le Directeur de l'appui à la gestion foncière décentralisée (DAGFD) auprès du Ministère de l'aménagement du territoire et des travaux publics (MATP). Une pré-restitution de la Mission a eu lieu le 8 août avec les responsables de l'UGP et les Directions régionales de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (DRAEP). Les constats et recommandations de la Mission ont été présentés et discutés le 11 août, avec les membres du Comité de pilotage, des partenaires du Projet et des Directions centrales concernées par le développement rural.

La Mission tient à exprimer ses remerciements aux Autorités malgaches au niveau national et régional, ainsi qu'à toutes les personnes rencontrées pour leur accueil et la haute qualité des échanges. Elle remercie particulièrement l'UGP pour l'excellente organisation des rencontres à distance dans les différents districts, qui ont permis de très riches échanges avec les bénéficiaires et autres parties prenantes du Projet. Les divers diaporama et vidéo présentés chaque fois en introduction de ces séances ont permis à la Mission d'avoir un aperçu plus concret sur le niveau actuel et la qualité des réalisations malgré la distance.

La crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19 et l'état d'urgence décrété à Madagascar le 19 mars 2020 ont eu des répercussions très importantes sur les activités d'AD2M-II. Le confinement instauré dans le pays a entraîné:

- une restriction drastique des déplacements et des rassemblements de personnes dont les effets majeurs ont été: l'impossibilité de la reprise de chantiers par les entreprises, l'impossibilité des descentes sur le terrain par les partenaires et consultants, les difficultés et retards ainsi que le renchérissement des coûts pour l'approvisionnement en matériel et semences agricoles ainsi que les produits agricoles et biens de consommation, la pénurie de main d'œuvre agricole entraînant une hausse du coût de production;
- un fonctionnement à minima de l'administration centrale, perturbant ou immobilisant notamment le processus de passation de marchés et les activités nécessitant un pilotage institutionnel, à l'instar des schémas d'aménagement (SAC et SRAT);
- La baisse de pouvoir d'achat et de consommation des grands centres urbains, avec des répercussions négatives directes sur les économies rurales, notamment une baisse du prix des produits vivriers dans les zones de production comme Menabe et Melaky, y compris le riz;
- La dégradation des mécanismes de financement formel avec la baisse des transactions financières et un retrait parfois important des dépôts par les épargnants.

Les répercussions au niveau des ménages de la zone du Projet ont été des méventes ou des ventes de détresse des produits agricoles, réduisant les revenus des ménages et leur capacité à mettre en place ou entretenir les nouvelles cultures.

Le fort ralentissement des activités économiques au niveau mondial et national a entraîné: une pénurie des intrants



agricoles notamment des engrais, la rareté des collecteurs et la baisse du prix de collecte des produits, particulièrement ceux qui sont destinés à l'exportation.

L'UGP a pris rapidement des mesures pour maintenir autant que possible son niveau d'activité et d'avancement des travaux en : ayant recours au télétravail, visioconférences pour les réunions de coordination ou de validation de certains documents, utilisant au maximum les possibilités de procédures de passation des marchés au niveau régional et la réalisation d'études en régie. Elle a augmenté les interventions d'appui aux producteurs pour la préparation de la prochaine campagne agricole et préparer une requête de financement au Mécanisme de relance en faveur des populations pauvres (RPSF/FIDA) en vue d'atténuer les effets de la pandémie.

### Principaux accords de mission et conclusions

La période sous revue a été marquée par : (i) la tenue des élections municipales en novembre 2019, marquée par un regain conjoncturel de l'insécurité et la nécessité de sensibiliser et former les nouveau élus sur la méthodologie et les appuis communaux du Projet; (ii) la pandémie du COVID-19 et ses répercussions très sévères sur la poursuite des activités du Projet; (iii) la suppression de la TVA pour les marchés publics, remplacée par la TMP dans la Loi des finances 2020; et (iv) la mise place par le gouvernement de Madagascar (GdM) du Plan multisectoriel d'urgence (PMDU) en juillet 2020 pour la relance post-COVID.

Le taux de décaissement global actuel du budget du Projet, qui est dans 5<sup>ème</sup> année de mise en œuvre, est de 29%, ce qui est relativement modeste. Le taux de décaissement par source de financement est de 31,4% pour le prêt FIDA, 38,1% pour le don ASAP, 28,1% pour le prêt OFID, 14,9% pour le GdM et 5,1% pour les bénéficiaires.

AD2M-II, avec trois années et demi de mise en œuvre effective, a touché 32 726 ménages, soit 57% sur les 57 000 ménages prévus. Néanmoins, les réalisations en termes de produits demeurent encore insuffisantes pour générer des effets et des impacts au niveau des exploitations agricoles familiales (EAF).

Les aménagements hydro-agricoles (AHA) sont en retard, en partie pour des raisons externes au Projet: 1 130 ha, soit 12% des 9 120 ha prévus sont actuellement aménagés, 45 ha de plus seront terminés d'ici la fin de l'année et les travaux sont en cours sur 3 200 ha.

L'organisation des producteurs à la base, leur formation sur les bonnes pratiques agricoles, les mesures d'appui spécifiques au plus vulnérables (MPV, nutrition) enregistrent de bons résultats. Le développement de l'agriculture contractuelle a enregistré de bonnes avancées. Cependant la structuration des organisations de producteurs à travers le renforcement de leurs fonctions économiques en valorisant les acquis du Programme Pays (AROPA et PROSPERER) doit continuer à faire l'objet d'une attention particulière. Pour des raisons externes, la sécurisation foncière et la finance rurale dans les zones d'extension du Projet n'ont guère progressé[1].

Les décalages de calendrier dans l'achèvement des AHA, aggravés avec le COVID-19[2], retardent d'autant toutes les activités de mises en valeur, avec le risque de réduire les bénéfices et la rentabilité du Projet à terme.

Les recommandations générales de la Mission sont les suivantes:

- **AHA et désenclavement.** La réalisation des grands chantiers d'aménagement doit requérir toute l'attention du Projet et des autorités du pays. Il s'agit de mettre en place un système de suivi/veille/communication[3] performant, de donner la priorité aux décisions et appuis administratifs à fournir et de faciliter au maximum la passation des marchés. Cette attention particulière doit concerner la finalisation de toutes les études environnementales et sociales prévues lorsque le contexte sanitaire le permettra
- **Priorisation des activités du Projet.** Compte tenu des difficultés de mise en œuvre supplémentaire engendrées par la pandémie du COVID-19, il est nécessaire de concentrer les efforts du Projet sur le renforcement de la mise en valeur agricole, la professionnalisation des producteurs à travers l'appui à renforcement des fonctions économiques de leurs organisations, les infrastructures post-récolte et l'accès au marché. Une restructuration des fonds devra être proposée pour répondre à ces priorités et aux besoins de restauration post-COVID.
- **Plan de désengagement du Projet.** Il est impératif que ce plan soit élaboré dans les meilleurs délais afin de: préparer correctement le retrait des zones de consolidation, intégrer les mesures de recouvrement liés à la crise sanitaire et de bien planifier toutes les mesures visant la durabilité des acquis après le retrait de Projet.
- **Extension de la durée du Projet de 24 mois.** La prolongation de 24 mois, recommandée par la RMP, est justifiée par le fait qu'il est nécessaire de créer et asseoir une base productive large et résiliente et permettre à AD2M-II de contribuer pleinement aux objectifs de sécurité alimentaire attendues dans le Plan émergence Madagascar (PEM) en termes d'AHA et d'augmentation de la production de riz et de maïs, entre autres.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Envoyer au FIDA la requête de prolongation de 2 ans du Projet.	GdM	12/2020

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Faire une demande de prolongation et de réallocation du fonds OFID qui arrive à échéance le 31 décembre 2020.	GdM	09/2020

[1] Manque de support cartographique (PLOF) pour les nouveaux guichets fonciers et changement de stratégie d'investissement pour l'IMF partenaire, qui s'est retiré du Melaky au premier semestre 2020.

[2] Les consultants recrutés pour mener les études d'impact et les audits environnementaux et sociaux des AHA n'ont pas pu se déplacer sur le terrain.

[3] Tableaux de bord précis à tenir par l'UGP et les instances de décision nationales et régionales du MAEP, MEF, Ministère de l'environnement, MATP, ...

## D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Globalement, la mise en œuvre des activités prévues a été fortement affectée par les mesures de confinement et de restriction de circulation et de réunion prises par le Gouvernement pour lutter contre la propagation de la pandémie du COVID-19. Cela a entraîné un fonctionnement limité de l'administration centrale, qui a assuré un service minimum et un net ralentissement des flux économiques et commerciaux. Le processus de passation de marchés a été fortement perturbé, ainsi seulement 7,5% du montant prévu dans le plan de passation de marchés (PPM) de 2020 a été réalisé au moment de la mission.

L'UGP a cependant revu très rapidement ses procédures de travail pour s'adapter aux contraintes sanitaires et pouvoir exécuter certains marchés et activités en privilégiant celles permettant de renforcer les activités productives des bénéficiaires.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le taux d'exécution financière du Plan de travail et budget annuels (PTBA) au 27 juillet 2020 est de 9% contre un taux d'exécution physique de 30%. L'écart entre les taux de réalisation financière et technique pour les composantes 1 et 2 s'explique par le fait que: (i) certaines activités sont engagées ou en cours, mais non payées encore; (ii) l'équipe du Projet a réalisé directement certaines activités faute de mobilisation de prestataires (études micro-périmètres, etc.).

Composante	Taux d'exécution global PTBA			
	2019		2020 (31/07/20)	
	physique	financier	physique	financier
C1. Systèmes de production performants et résilients	59%	41%	21%	6%
C2. Accès au marché et aux opportunités économiques	44%	35%	38%	22%
C3 Gestion du Projet et suivi évaluation	83%	95%	31%	31%
<b>Total</b>	<b>62%</b>	<b>46%</b>	<b>30%</b>	<b>9%</b>

Les composantes 2 et 3 présentent un taux de réalisation physique assez élevé respectivement de 38% et 30% et un taux de réalisation financière de 22% et 31%. Mais le taux de réalisation global du PTBA reste très faible (9%), car le déboursement de la composante 1, représentant 84% du PTBA total, est très faible (6%).

Composante 1. Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique

### Sous-composante 1.1. Développement d'infrastructures productives résilientes

**Planification territoriale.** Au niveau communal, 6 SAC sont élaborés et en cours de validation par la Direction de la planification territoriale du Ministère de l'aménagement du territoire et des travaux publics (MATP). La réalisation des 13 SAC restants est suspendue à cause de l'arrêt du processus de recrutement du cabinet de consultation. Les 47 PCD prévus sont élaborés ou mis à jour et validés, dont 30 en 2019.

Au niveau régional, la réalisation du Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) du Menabe au stade d'AMI est suspendue à cause de l'arrêt du processus de passation de marchés.

**Information agro-climatique.** L'acquisition des 5 stations agro-météorologiques n'a pas abouti suite au rejet par la Commission régionale des marchés (CRM). Le Projet a lancé un autre appel d'offres début mars 2020, mais la remise des offres, tombant en période de confinement a été reportée.

**AHA. Au niveau de la zone d'extension** Pour l'année 2020, le Projet a planifié de réaliser des travaux sur: (i) 4 périmètres irrigués (PI) de 5 170 ha dont 2 670 ha seront complètement terminés; et (ii) 5 périmètres d'épandage de crue (PEC) (3 070 ha) dont 670 ha prévus d'être achevés avant la fin de l'année 2020.

La plupart des chantiers arrêtés au mois de décembre 2019 avec le début de la saison de pluie n'a pas pu reprendre suite à l'état d'urgence sanitaire. L'état d'avancement en date est de: (i) 3 chantiers (1 130 ha) achevés, soit 12% des 9 120 ha prévus au total; (ii) 5 chantiers (4 920 ha) démarrés mais non achevés (avancement de 10 à 85% selon les PI); et (iii) 5 chantiers non démarrés dont les marchés sont signés ou les APD réalisées. Sur le fonds ASAP, le Projet a exécuté en régie l'APD de 4 MPI durant la restriction liée à la crise sanitaire, pour 200 ha, dont l'aménagement de 45 ha à achever cette année.

Les délais contractuels sont complètement épuisés pour les travaux sur Beboka lot 2 réalisé par l'entreprise ECSON et Bemokotra par C&ALDO alors que les taux d'avancement sont respectivement de 20% et 10%.

Dans la zone de consolidation, les travaux confortatifs sont achevés sur les 2 PI de 530 ha et à 50% sur le PI Tsaraotana (750 ha). Une partie des travaux (12) sera probablement achevée avant l'année 2021 et le reste (8) sera terminé pour l'année 2022. L'extension de 2 ans de la durée du Projet sera nécessaire pour bien achever les infrastructures et disposer au moins d'une année de mise en valeur des PI.

Des efforts restent à faire pour l'autonomisation des structures de gestion des AHA en particulier pour les OP nouvellement créées. Afin de permettre un désengagement progressif du Projet et d'assurer la durabilité des investissements et en application de la Loi n° 2014-042 du 09 janvier 2015 régissant la remise en état, l'entretien, la gestion, la préservation et la police des réseaux hydro-agricoles, la Mission recommande d'établir une convention pluriannuelle engageant chaque acteur-clé pour la gestion, l'entretien, et la mise en valeur des PI.

Pour les GPI de Demoka et de Vondrove la Mission recommande de préparer les dossiers pour l'inscription de ces deux PI comme périmètre partenaire<sup>[4]</sup> auprès de la DRAEP pour pouvoir bénéficier d'un budget pour l'entretien.

Tous les fonds OFID ne seront pas consommés sur le PI de Beboka. Le reliquat disponible devra être reprogrammé sur le financement pour d'autres AHA et le désenclavement dans la zone du Projet, voire des infrastructures post-récolte comme les hangars de stockage ou pour unités de transformation.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Résilier les contrats des entreprises ECSON (Beboka lot 2) et de C&ALDO (Bemokotra) et lancer immédiatement un autre appel d'offres.	CIR	09/2020
Poursuivre le processus d'acquisition des stations agro-météorologiques, en prorogeant la date de remise des offres.	CPM	09/2020
Etablir des conventions pluriannuelles avec les parties prenantes pour l'entretien et la mise en valeur des périmètres irrigués.	CIR, CAOP	12/2020
Préparer les dossiers pour l'inscription des PI de Demoka et Vondrove en périmètres partenaires auprès des DRAEP.	CIR	12/2020

## Sous-composante 1.2. Organisation et formation des producteurs

**Appui aux OP.** Dans la zone de consolidation, le Projet a renforcé 29 OP (25 AUE, 2 unions d'AUE et 2 CoGePEC) afin d'améliorer leur niveau d'autonomisation opérationnelle. Les appuis sont focalisés sur le diagnostic de l'état des périmètres après le passage de la saison de pluie et l'accompagnement technique sur les travaux d'entretien.

Dans la zone d'extension, le Projet a appuyé la constitution de 25 OP (14 AUE, 1 Union d'AUE, 9 CoGePEC et 1 Union de CoGePEC). Les appuis sont concentrés sur l'organisation interne, la gouvernance, l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du Plan de travail annuel (PTA), etc.

Le Projet a organisé 26 séances de formation, à l'endroit de 227 participants, et organisé 19 visites d'échanges auxquelles 128 personnes ont pris part.

**Education nutritionnelle.** Le volet éducation nutritionnelle d'AD2M-II est mis en œuvre par les Offices régionaux de la nutrition (ORN) du Menabe et du Melaky. L'objectif de ce volet d'améliorer la nutrition de 10 000 ménages dont 5 000 femmes, répartis sur 100 fokontany, est aujourd'hui atteint et dépassé. A la fin juillet 2020, 11 619 ménages (116%) dont 7 042 femmes (141%) répartis sur 311 fokontany (311 %) ont bénéficié des activités nutritionnelles.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Mesurer l'indicateur "Femmes de 15 à 49 ans déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)" dans l'enquête d'effets réalisée par les ORN.	RSE, ORN	08/2020

### Sous-composante 1.3. Appui aux services agricoles efficaces

**Sécurisation foncière au niveau local.** L'autonomie financière des guichets fonciers (GF) par une recette fiscale locale fondée sur une imposition foncière reste à développer. Le retard accusé dans les opérations des GF est dû en partie à l'attente de l'élaboration des Plans locaux d'occupation foncière (PLOF) dû aux mesures sanitaires. Les diagnostics socio-fonciers n'ont pas été réalisés, un appel d'offre a été lancé mais le processus reste suspendu pour cause de COVID19. Pour 2020, le nombre de demandes de certificats fonciers (CF) (372) excède largement le nombre de certificats émis (52). Certains ajustements devront être pris pour atteindre les objectifs d'émission pour cette année (1 800). Un net ralentissement des demandes et des émissions de CF est observé entre 2019 et 2020. Le taux de CF délivrés aux femmes (21%) et aux jeunes (5%) reste modéré. La sécurisation des droits secondaires bénéficie plus largement aux femmes (50%). L'impact des CF sur le marché du foncier et sur l'adoption par les bénéficiaires de mesures d'adaptation au changement climatique devrait être analysé lors des enquêtes d'effet et d'impact du Projet.

**Sécurisation foncière au niveau national.** Le nouveau Fonds national foncier (FNF) a été instauré en janvier 2020 afin de mobiliser des fonds et d'assurer le suivi de leur utilisation. La redynamisation d'un comité consultatif multipartite est envisagée. Deux ébauches de lois sont en cours d'élaboration: la Loi-cadre sur les zones à statut spécifique et la Loi relative aux documents détériorés et aux terrains coloniaux. Ces dernières permettront de mieux cadrer la gestion juridique des terrains par les services déconcentrés de l'Etat.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Mettre en place un plan de redressement pour les GF en souffrance.	SRF Menabe, CAOP	10/2020
Mettre en œuvre les diagnostics socio-fonciers et les PLOF manquants afin de débloquent l'émission de CF. Informer les intervenants sur les questions transversales.	CPM, ROP, CAOP	Dès que possible
Informar le dialogue politique sur les acquis d'AD2M en matière de sécurisation foncière.	CP, ROP, CAOP	09/2020

**Conseil agricole et appui à la gestion des ressources naturelles.** Le champ école paysan (CEP) constitue l'instrument principal d'appui-conseil aux producteurs utilisé par le Projet. A date, le Projet a encadré la mise en place de 1 129 CEP soit 132% sur les 850 CEP prévu dans le DCP. Le nombre de bénéficiaires atteint la même proportion (130%) avec 19 047 participants. La superficie de répliation des acquis accuse un taux de réalisation relativement moindre, 5 528 sur 6 550 ha soit 84%. Cela s'explique par la rarefaction des bœufs de trait suite à l'insécurité (vol de zébus).

**Agroécologie et reboisement.** La diffusion de techniques d'agriculture de conservation initiée en 2018 a touché 530 bénéficiaires dont 150 femmes. Les témoignages reçus démontrent la conviction des bénéficiaires de l'impact du couvert végétal sur la fertilité de leurs sols (structure, humidité) qui leur permet d'utiliser les premières pluies – insuffisantes pour pratiquer une culture traditionnelle. Par ailleurs, 257 animateurs en foyers améliorés ont été formés.

**Prophylaxie animale.** Le couloir de vaccination prévu en 2019 a été réalisé, portant le total à 5 sur un objectif de 28, soit un taux de réalisation de 18%. Le déstockage du cheptel bovin et la réticence des éleveurs suite à l'insécurité expliquent ces chiffres.

**Lutte contre les ennemis de culture.** Le Projet a contribué à protéger 4 887 ha dans le cadre de la lutte antimurine. Par ailleurs, le Chargé de la mise en valeur agricole et un agronome des ONGT ont été formés sur la lutte intégrée contre la

chenille légionnaire d'automne (CLA) ainsi que 35 agents de terrain.

**Accès de proximité aux intrants et petits matériels agricoles.** L'appui au développement de 7 paysans producteurs de semence (PPS) prévu a été effectif avec une production cumulée de 123 tonnes de semences, représentant 49% de l'objectif de 250 tonnes à la fin du Projet.

Le Projet a construit au total 3 hangars pour la fabrication de matériels agricoles et apicoles dont la production s'élève respectivement à 8 939 et 11 940 unités. Par ailleurs, 7 boutiques d'intrants ont été installés et 26 détenteurs de boutique formés.

**Microprojets aux plus vulnérables (MPV).** Le Projet a appuyé la mise en œuvre de 337 MPV pour 2 336 bénéficiaires, dont 26 au premier semestre 2020. Ces réalisations représentent 53% de l'objectif de nombre de MPV et 50% de l'objectif en termes de nombre de bénéficiaires. Le nombre de femmes bénéficiaires est de 1 552 personnes et celui des jeunes de 407. Tenant compte du fait que la crise sanitaire se ressent avec plus d'acuité chez les populations vulnérables, il y a lieu d'amplifier le programme des MPV.

Composante 2. Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques

Sous composante 2.1. Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits

**Infrastructures de désenclavement.** Les activités réalisées sont l'achèvement de la piste Tsaraotana-Ambatomisay (4,3 km) et le traitement de points critiques sur la longueur totale de 35 km. Les travaux confortatifs du pont Manambolo sont à 20% et ceux du pont Anjahamahasoa en phase de DAO. La Mission invite le Projet en collaboration de la Direction régionale des aménagements du territoire et des travaux publics (DRATTP) à appuyer les communes bénéficiaires des pistes à entreprendre la démarche de l'inscription de ces pistes pour être éligible au Fonds routier auprès de l'Agence routière nouvellement mise en place.

La construction du pont sur la rivière Manomba, sur la RNT19 au Nord de Maintirano s'avère beaucoup trop onéreuse après vérification des niveaux des crues. Pour ne pas pénaliser la région de Melaky, la Mission propose qu'on affecte une partie de ce budget à la réalisation des pistes dans le pôle de production de Maintirano[5].

**Infrastructures de stockage et de valorisation des produits.** Suite à la difficulté de réaliser un appel d'offre ouvert à l'échelle nationale pour la construction de 3 magasins de stockage de 100 t, le Projet a soumis une demande d'ANO pour passer à une méthode de consultation de prix par unité fonctionnelle. Sur les 24 infrastructures prévues, aucune n'a encore été réalisée.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Appuyer les communes pour inscrire les pistes sur le Fonds routier.	CIR	12/2020
Démarrer le processus d'identification et de construction des infrastructures de stockage et de commercialisation prévues pour 2021.	ROP	09/2020

#### Sous composante 2.2. Appui au partenariat OP/OM et accès aux services financiers

**Appui aux organisations professionnelles.** A date, AD2M-II a appuyé: 14 organisations de base, 3 associations, 5 embryons de coopérative et 6 entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) regroupant 400 producteurs dont 122 femmes. 2 formations sur la commercialisation (36 participants) et une visite d'échange (18 participants) ont été réalisées.

La Mission émet quelques réserves sur l'opportunité de créer des EURL en tant que forme juridique transitoire pour faciliter les accords commerciaux, car elle est peu alignée avec l'esprit d'association propre à une OP.

La Mission invite le Projet à continuer à renforcer: (i) la structuration des EAF en OP en ayant recours aux outils DIP et GAIN; et (ii) la dynamique de prospection de partenariats avec les OM en relation avec la FCCIM. La Mission invite aussi le FDA et AD2M-II à redémarrer leur collaboration en y incluant toutes les actions relatives au renforcement de la structuration des EAF du Menabe et du Melaky.

**Partenariat OP/OM.** Quelques grands opérateurs privés (SAHANALA, SSM, LFL) travaillent en partenariat avec AD2M. SAHANALA intervient selon un dispositif d'agriculture contractuelle intégrée qui comprend la fourniture de plusieurs services agricoles aux EAF (préfinancement du labour et des intrants, appui-conseil agricole) et un prix d'achat du maïs compétitif. (335 t déjà achetées en 2020). LFL a une démarche à faible intégration et achète le maïs par l'intermédiaire de paysans sous-collecteurs sans fourniture de services (474 t achetées en 2019).

SSM a mis en place une démarche qualité auprès de groupes d'apiculteurs promus par le Projet. Pour 2020, malgré le confinement, SSM a déjà acheté 174 l de miel avec l'appui des agents du Projet. La société BEMACO propose dans le Menabe des prestations de travail du sol mécanisé (40 ha réalisés).

Les résultats obtenus de partenariat OP/OM sont prometteurs et d'autres produits (niébé Black Eyes, pois de Cap, haricot rouge marbré) sont en cours de contractualisation.

**Accès aux services financiers.** La RMP avait recommandé de réorienter les activités sur l'éducation financière et la finance digitale. La CECAM a marqué son intérêt pour travailler sur l'éducation financière. Elle est en train de développer la finance digitale mais pose comme préalable la centralisation du système d'information financière et le développement d'un réseau d'agents tiers. La Mission recommande qu'une réflexion concertée soit menée par l'ensemble des projets financés par le FIDA sur l'opportunité d'appuyer CECAM sur la levée de ces contraintes pour permettre à CECAM de mettre en place la finance digitale [6] dans les zones des projets.

CECAM, en partenariat avec AD2M et FORMAPROD a développé des caisses dans le Melaky, mais s'est retiré du Melaky depuis le premier semestre 2020, et doit clarifier sa position. En concertation avec la Direction de tutelle des activités de finance rurale au MAEP et la Coordination nationale de la finance inclusive, il y a lieu d'examiner et définir les dispositions à prendre au sujet des apports matériels et financiers (fonds de crédit) consentis par le GdM.

**Appui aux CSA et FDA.** Le Projet a appuyé 10 Centres de services agricoles (CSA) sur les 7 prévus initialement et abondé le FDA des deux régions (220 millions MGA). La mise à jour de la convention avec FDA en cours, devra prendre en compte l'amélioration de l'efficacité du FDA et les immenses besoins de structuration des producteurs.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Réaliser le diagnostic institutionnel participatif des OP mises en place en utilisant l'outil DIP/GAIN.	ONGT/CAOP	12/2020
Redémarrer la collaboration avec le FDA en y incluant les activités relatives à l'organisation des producteurs.	ROP	Continu
Explorer le développement d'un partenariat avec le CECAM sur l'éducation financière	CP/RSE	10/2020
Mener une réflexion avec les autres projets financés par le FIDA sur l'opportunité et les appuis éventuels à apporter pour développer la finance digitale en zone rurale.	CAPFIDA, RSE	10/2020

[4] Les PI partenaires sont des PI dont la totalité ou une partie relèvent de la gestion de l'Etat.

[5] L'idée de la construction de ce pont avait été retenue lors de la Mission de RMP, à la demande de la région Melaky qui avait accepté de verser le budget des pistes rurales sur le budget de construction du pont.

[6] Le développement de la finance digitale a été recommandé par l'Evaluation du programme-pays du FIDA de 2020,

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
Mesurer l'indicateur "Femmes de 15 à 49 ans déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)" dans l'enquête d'effets réalisée par les ORN.	RSE, ORN	08/2020
Faire une demande de prolongation et de réallocation du fonds OFID qui arrive à échéance le 31 décembre 2020.	GdM	09/2020
Résilier les contrats des entreprises ECSON (Beboka lot 2) et de C&ALDO (Bemokotra) et lancer immédiatement un autre appel d'offres.	CIR	09/2020
Poursuivre le processus d'acquisition des stations agro-météorologiques, en prorogeant la date de remise des offres.	CPM	09/2020
Informier le dialogue politique sur les acquis d'AD2M en matière de sécurisation foncière.	CP, ROP, CAOP	09/2020
Démarrer le processus d'identification et de construction des infrastructures de stockage et de commercialisation prévues pour 2021.	ROP	09/2020
Mettre en place un plan de redressement pour les GF en souffrance.	SRF Menabe, CAOP	10/2020
Explorer le développement d'un partenariat avec le CECAM sur l'éducation financière	CP/RSE	10/2020
Mener une réflexion avec les autres projets financés par le FIDA sur l'opportunité et les appuis éventuels à apporter pour développer la finance digitale en zone rurale.	CAPFIDA, RSE	10/2020
Envoyer au FIDA la requête de prolongation de 2 ans du Projet.	GdM	12/2020
Etablir des conventions pluriannuelles avec les parties prenantes pour l'entretien et la mise en valeur des périmètres irrigués.	CIR, CAOP	12/2020
Préparer les dossiers pour l'inscription des PI de Demoka et Vondrove en périmètres partenaires auprès des DRAEP.	CIR	12/2020
Appuyer les communes pour inscrire les pistes sur le Fonds routier.	CIR	12/2020
Réaliser le diagnostic institutionnel participatif des OP mises en place en utilisant l'outil DIP/GAIN.	ONGT/CAOP	12/2020
Mettre en œuvre les diagnostics socio-fonciers et les PLOF manquants afin de débloquent l'émission de CF. Informer les intervenants sur les questions transversales.	CPM, ROP, CAOP	
Redémarrer la collaboration avec le FDA en y incluant les activités relatives à l'organisation des producteurs.	ROP	



## E. Exécution du projet

### a. Efficacité en matière de développement

#### Efficacité en matière de développement

Efficacité	Note: 4	Notation précédente: 4
------------	---------	------------------------

##### Justification de la note

La théorie de changement du Projet et les interventions et approches choisies pour entraîner le changement souhaitées demeurent valides. Le Projet est sur la bonne voie en termes de bénéficiaires, en touchant 32 726 ménages sur les 57 000 ménages prévus (57%). Toutefois, l'atteinte des effets et des impacts du Projet est fortement handicapée par les retards dans l'achèvement des AHA, et partant, la mise en place de toutes les activités de la composante 2. L'appui à la mise en valeur de tous les périmètres aménagés, la structuration et la professionnalisation des OP, l'appui à la commercialisation justifient la demande de prolongation de 2 ans qui sont indispensables pour asseoir solidement et durablement les acquis auprès des EAF. L'efficacité est jugée moyennement satisfaisante.

##### Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

L'atteinte des objectifs repose en grande partie sur la réalisation préliminaire des activités de la composante 1 relative à la promotion de systèmes de production performants, qui représente 71% du budget total (dont 38% sur les AHA). La bonne mise en exploitation et gestion des AHA représente donc une base indispensable pour promouvoir les changements espérés.

En juillet 2020, après trois années et demi de mise en œuvre effective, le Projet est sur la bonne voie en termes de bénéficiaires, en touchant 32 726 ménages sur les 57 000 ménages prévus (57%). Néanmoins, au niveau des composantes, les réalisations en termes de produits demeurent insuffisantes pour générer des effets et des impacts au niveau des EAF, surtout au niveau de la composante 1. Sur les 9 120 ha prévue, 12% (1 130 ha) sont actuellement aménagés, ce taux devrait atteindre 29% (2 645 ha) en 2021 et 59% (5 380 ha) en 2022, année prévue initialement pour l'achèvement du Projet. L'appui à la production, l'appui à la commercialisation et surtout la mise en valeur des périmètres aménagés vont être réalisés assez tardivement.

Toutefois, le Projet a largement dépassé ses objectifs (plus de 100%) en termes de formation des EAF sur les pratiques et technologies de production à travers les CEP; et d'éducation nutritionnelle (plus de 100%). Pour la structuration des producteurs, 53% des objectifs ont été atteints (soit 14 388 producteurs membres d'une OP sur un objectif de 27 000).

Pour la composante 2 qui est fortement dépendante de la composante 1, les réalisations en termes de produits demeurent encore insuffisantes pour les indicateurs clés mais commencent à se concrétiser. 14 OP (sur 48 prévues) ont conclu des accords avec les organismes publics ou privés. Sur les 20 km de pistes prévues, 8,7 km ont été réalisées (soit 44%). Aucune infrastructure de stockage n'a encore été mise en place, à cause de la suspension des activités de microfinance, en particulier les greniers communautaires villageois (GCV) et en attendant que les partenariats commerciaux, nécessitant ce genre d'infrastructure, se précisent. L'extension des activités de microfinance est compromise, le seul IMF partenaire intéressé est revenu sur ses décisions initiales d'investissement, à cause de la faible densité de population et l'insécurité rurale qui remettent en question la rentabilité des interventions dans la région du Melaky.

Pour l'année 2020, la mise en œuvre des activités a été fortement ralentie et compromise par la pandémie du COVID-19 et restera fortement dépendante de la capacité de retour à la normale de l'activité administrative et économique. Le calendrier de réalisation des travaux d'aménagement va être lourdement impacté en 2020, car la crise liée au COVID-19 se superpose avec la période d'arrêt annuelle des travaux, imposé par la saison des pluies, et le redémarrage des grands chantiers a été très difficile, voire impossible pour les entreprises de niveau international.

L'équipe du Projet a montré son engagement et ses capacités à entreprendre de grands chantiers dans un contexte très difficile, mais les difficultés externes au Projet rencontrées depuis le début de la phase-II rendent indispensables la prolongation de deux ans afin d'assurer la durabilité des acquis.

La prolongation de 24 mois est justifiée par le fait qu'il est nécessaire de créer et asseoir une base productive large et résiliente, indispensable pour induire la transformation du monde rural souhaitée et permettre à AD2M-II de contribuer pleinement aux objectifs de sécurité alimentaire attendues dans le PEM en termes d'AHA et d'augmentation de la production rizicole et des revenus des ménages.

#### Axe de développement

Ciblage et portée	Note: 5	Notation précédente: 5
-------------------	---------	------------------------

##### Justification de la note



Comme défini dans le DCP, AD2M-II a adopté un ciblage géographique par commune d'intervention et en concentrant ses actions sur 7 pôles de développement, dont 3 nouveaux pôles dans les zones d'extension. Dans les zones hors pôle, le Projet met en œuvre des activités de MPV en vue d'intensifier les appuis spécifiques aux producteurs les plus vulnérables. Un autociblage est effectué afin de répondre aux besoins des 3 types d'EAF cibles (EAF1, EAF2 et EAF 3), avec vérification par le Projet du respect des critères de sélection des EAF3, les plus vulnérables. La performance en matière de ciblage est jugée satisfaisante.

### Principaux problèmes

**Ciblage géographique.** Le Projet intervient dans les 47 communes réparties dans les 7 districts, des 2 régions Menabe et Melaky, comme défini dans le DCP. 28 communes (soit 76%) sont localisées dans les zones d'extension du Projet. A l'intérieur de ces communes, AD2M-II intervient dans 7 pôles de développement, dont 3 nouveaux pôles dans les zones d'extension. Ces pôles ont été choisis compte tenu de leur forte potentialité agro-économique, faiblement exploitée et de la forte concentration de producteurs pauvres. Le Projet développe une concentration et une synergie d'activités à l'intérieur de ces pôles (AHA, CEP, appuis aux OP/AUE, nutrition, etc.) afin d'obtenir plus d'impact au niveau des bénéficiaires et créer un dynamisme économique et social. Dans les zones hors pôle de développement, le Projet met en œuvre des activités de MPV.

**Autociblage des ménages bénéficiaires.** Les activités développées et les appuis fournis par le Projet sont mis en œuvre de façon à répondre aux besoins et aux capacités des 3 types d'EAF cibles: (i) EAF3, les plus vulnérables, en situation de déficit alimentaire chronique; (ii) EAF2, ayant une autosuffisance alimentaire avec un surplus pour la vente; et (iii) EAF1 tournées vers le marché. Une situation de référence de chaque EAF est établie (type 1, 2 et 3) avant tout appui. L'objectif du Projet est de faire évoluer les EAF vulnérables vers un niveau supérieur, avant l'achèvement du Projet. Une évaluation de l'évolution de classe des EAF est prévue avant la fin du Projet.

En juillet 2020, le Projet a touché au total 32 726 ménages bénéficiaires sur un objectif de 57 000 (soit 57% de l'objectif total du Projet). En 2020, 5 725 nouveaux EAF ont été recensés (sur un objectif de 14 300, soit 40%).

Si les EAF 1 sont surtout appuyés à travers les CEP, la commercialisation et la sécurisation foncière, les EAF 2 bénéficient surtout des CEP et les EAF 3 sont bénéficiaires des activités de plantations d'arbres, d'éducation nutritionnelle et de MPV (cultures maraîchères, aviculture, élevage de petits ruminants, pêche). Les bénéficiaires d'AHA nouveaux appartiennent au départ aux 3 catégories. Notons toutefois qu'avec sa stratégie de concentration des activités, les EAF, quelque soit leur type, peuvent bénéficier de plusieurs activités en même temps (AHA, CEP, nutrition, foyers améliorés, etc.).

**Ciblage des EAF3.** Le Projet adopte une stratégie d'autociblage pilotée par les comités villageois pour identifier les EAF 3 bénéficiaires. Les comités villageois se réunissent et définissent des critères d'identification des plus vulnérables. Ils établissent une liste d'EAF 3 qui sera vérifiée et validée par les socio-organismes de l'ONGT avant leur éligibilité puis par l'UGP.

### Égalité des sexes et participation des femmes

Note: 4

Notation précédente: 4

### Justification de la note

AD2M-II met en œuvre la stratégie genre et ciblage définie dans le DCP. Bien que le Projet ne dispose pas de stratégie spécifique et de plan d'action défini pour l'inclusion sociale des femmes et des jeunes, il s'est fixé comme objectif de cibler 30% de femmes bénéficiaires et 25% de jeunes. Parmi les 32 726 personnes bénéficiaires des services du Projet, 10 296, soit 31% sont des femmes et 25% des jeunes. Afin de renforcer l'autonomisation économique des femmes, elles sont appuyées sur les activités productives, entre autres à travers les MPV. Dans les dialogues sociaux encore en cours, le Projet s'est fixé de réserver 20 ha des superficies des AHA pour les jeunes. La prise en compte du genre et qualité de la participation des femmes et des jeunes est jugée moyennement satisfaisante.

### Principaux problèmes

Le système de suivi évaluation tient compte de suivi des bénéficiaires par type d'EAF, par genre (femmes et jeunes) et par type d'activités.

**Accès aux conseils agricoles et à l'éducation nutritionnelle.** Les femmes et les jeunes ont accès aux conseils techniques à travers les CEP. Sur les 16 282 participants aux CEP, 31% sont des femmes et 28% des jeunes. Les activités relatives à l'amélioration nutritionnelle (démonstrations culinaires, hygiène alimentaire, activités de potager et petit-élevage) au sein des ménages sont réservées principalement aux femmes. Sur les 12 092 bénéficiaires formés sur l'éducation nutritionnelle par les Offices régionaux de la nutrition (ORN), 7 822 (soit 65%) sont des femmes. Afin d'améliorer leur accès aux produits, 1 297 femmes ont été appuyées dans la mise en place de jardins potagers. La promotion de foyers améliorés réduit de trois quart la consommation de bois de chauffe tout en assurant la propreté de la cuisine et en diminuant l'inhalation de fumées toxiques par les femmes. 260 sur 305 animateurs en foyers améliorés

formés sont des femmes. Grâce à la disponibilité des matériaux utilisés et la facilité pour sa fabrication, 2 351 foyers fabriquent eux mêmes leurs propres foyers améliorés, dont 1 726 femmes et 910 jeunes. 1 213 femmes ont bénéficié également de l'éducation environnementale, soit 28% des participants.

**Accès aux activités productives et génératrices de revenus.** Afin de renforcer l'autonomisation économique des femmes, elles sont appuyées sur les activités productives L'aviculture et le maraîchage sont les activités privilégiées par les femmes car à cycle court et permettent une disponibilité rapide de fonds. 66% des bénéficiaires de MPV sont des femmes (1 552) et 21% de jeunes (497).

**Accès à la terre.** Concernant la sécurisation foncière, 22% des personnes bénéficiaires de certificat foncier sont de femmes. Bien que les dialogues sociaux soient en cours, pour chaque nouveau périmètre aménagé, le Projet s'est fixé comme objectif de réserver 20 ha des superficies irriguées aménagées aux jeunes.

**Adhésion aux OP/associations et prise de responsabilité.** Sur les 4 321 membres des 38 OP appuyées, 826 (soit 19%) sont des femmes. Et sur les 227 membres des OP bénéficiaires de renforcement de capacités, 9% sont des femmes. De même, les femmes participent aux visites échanges (10 femmes sur 128). Par ailleurs, 34 femmes siègent actuellement au niveau des instances de décision des OP (présidente, vice-présidente, conseillère, commissaire aux comptes, trésorière, secrétaire) et participent aux prises de décision.

La Mission recommande d'élaborer une stratégie d'inclusion sociale suivi d'un plan d'action opérationnel afin d'intégrer les personnes les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées dans les activités du Projet. Par ailleurs, l'approche GALS (Gender Action Learning System ou Systèmes d'apprentissage par l'action sur le genre), expérimentée par FORMAPROD a produit des effets tangibles en termes de changement et de transformation de comportement rapide au sein des personnes et de son ménage. En tant qu'accélérateur de développement, l'approche contribue fortement à l'intégration et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, à l'amélioration de l'équilibre de genre et aux relations inter-générationnelles, à l'amélioration du leadership et de la prise de décision et l'amélioration de la résilience aux changements climatiques. La Mission recommande d'intégrer l'approche GALS dans la stratégie genre et d'adopter les expériences réussies de FORMAPROD dans ce domaine. Le Projet pourra mobiliser les centaines de champions GALS formés par le programme FORMAPROD dans la région de Menabe.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Elaborer une stratégie d'inclusion sociale suivi d'un plan d'action opérationnel afin d'intégrer les personnes les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.	CAOP	10/2020
Intégrer l'approche GALS dans la stratégie genre.	CAOP	10/2020

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie d'inclusion sociale suivi d'un plan d'action opérationnel afin d'intégrer les personnes les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.	CAOP	10/2020
Intégrer l'approche GALS dans la stratégie genre.	CAOP	10/2020

**Productivité agricole**

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

#### Justification de la note

Les rendements des principales cultures appuyées par le Projet sont égaux ou légèrement supérieurs à ceux obtenus l'année précédente. Ils sont significativement supérieurs aux résultats des pratiques traditionnelles et aux prévisions du DCP. Ces augmentations sont la conséquence de l'appui du Projet en matière d'AHA, d'accès aux conseils techniques, de disponibilité de matériels et intrants. Le Projet a contribué, en outre, à la diversification de la production agricole dans sa zone d'intervention. La contribution à la productivité agricole est jugée satisfaisante.

#### Principaux problèmes

Les AHA et l'organisation des producteurs dans la gestion, la maintenance et l'entretien, ont amélioré l'accès et la maîtrise de l'eau. Dans les sites à mauvaise maîtrise d'eau, un choix judicieux de culture et de pratique ont donné de bons résultats. La construction de hangars et le soutien aux artisans locaux a permis la disponibilité de proximité de matériels agricoles et apicoles pour les producteurs. Par ailleurs l'introduction du labour mécanisé, grâce au partenariat

avec des privés a pallié la raréfaction des bœufs de trait.

Les acquis techniques dans les CEP et l'accompagnement des techniciens agricoles ont permis l'adoption de pratiques culturales plus productives.

La culture d'intersaison, légumineuses ou cultures maraîchères entre deux cultures de riz, a augmenté la productivité des terres. Le Projet a, par ailleurs, favorisé la diversification par la promotion de la culture de haricot rouge marbré, du niébé Black Eyes et de la banane Batavia dans sa zone d'intervention.

Le niveau de rendement des cultures est similaire à celui de l'année 2019 avec cependant une augmentation du rendement de 7% pour le riz de saison et de 25% pour le riz sur périmètre avec mauvaise maîtrise de l'eau. En apiculture, la production de miel est passée de 4 à 10 litres par ruche et par cycle.

Culture	Sans projet (kg/ha)	Prévu DCP	Projet 2019 (kg/ha)	Projet 2020 (kg/ha)	Gain 2020
Riz saison	2 000	2 500	3 500	3 750	250
Riz contre saison	2 000	3 500	4 250	4 250	0
Riz MME	800	1 500	2 000	2 500	500
Haricot irrigué	-	800	1000	1 000	0
Haricot baiboho	700	1 000	1 200	1 200	0
Oignon irrigué	-	12 000	15 000	15 000	0
Oignon baiboho	-	11 000	20 000	20 000	0
Pois du Cap	800	1 800	1 200	1 200	0

#### Nutrition

Note: 5

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

Classé projet sensible aux enjeux nutritionnels, AD2M-II planifie annuellement des activités, un budget et des résultats attendus bien précis dans le domaine de l'éducation nutritionnelle. L'activité est mise en œuvre à travers un partenariat avec les deux Offices régionaux de la nutrition (ORN). Les femmes bénéficiaires témoignent des effets positifs de l'éducation nutritionnelle sur les membres du ménage: gain de poids, développement de l'appétit et de la robustesse, réduction des maladies. Les activités sont jugées satisfaisantes.

#### Principaux problèmes

Les 2 régions d'intervention du Projet (Menabe et Melaky) sont globalement excédentaires mais enregistrent un taux élevé de malnutrition. Suivant l'enquête MICS 2018, dans la région de Menabe, 24% des enfants de moins de cinq ans souffre d'insuffisance pondérale et 34% de retard de croissance.

Le volet éducation nutritionnelle d'AD2M-II est mis en œuvre depuis 2017 par les deux ORN du Menabe et du Melaky, qui sont des structures pérennes dotées d'infrastructures et de ressources humaines de proximité (agent communautaire de nutrition). Les 2 ORN disposent de base de données sur le suivi des bénéficiaires des activités nutritionnelles et alimentent le système de SE du Projet sur le domaine.

L'objectif de ce volet est de soutenir 10 000 ménages dont 5 000 femmes, répartis sur 100 fokontany, pour améliorer leur nutrition. Afin d'obtenir plus d'impact et développer la synergie d'intervention, les activités relatives à la nutrition ont été développées dans les zones de concentration des activités d'AD2M. Dans ces zones, le Projet améliore l'accès aux produits vivriers des ménages, à travers l'augmentation de la production, qui est complémentaire aux actions d'éducation

nutritionnelle.

A la fin juillet 2020, 11 619 ménages (116%) dont 7 042 femmes (141%) répartis sur 311 fokontany (311 %) ont bénéficié des activités nutritionnelles.

La signature de la quatrième convention (2020) avec les ORN a été effective en juin 2020. Cette convention a pour objectifs de poursuivre et renforcer les efforts initiés depuis 2017 sur l'amélioration de l'état nutritionnel des ménages bénéficiaires du Projet. Les activités à renforcer dans le cadre de cette convention concernent essentiellement (i) la redynamisation des clubs de nutrition, qui constitue des relais communautaires; (ii) le renforcement de la sensibilisation à travers les médias; (iii) les démonstrations culinaires; (iv) les pratiques d'hygiène alimentaire, corporelle et domestique; (v) la promotion du lavage de mains; (vi) la sensibilisation dans la lutte contre la défécation à l'air libre; (vi) l'extension de la mise en place des jardins potagers familiaux; (vii) la multiplication et la vulgarisation de la variété de patate douce à chair orange riche en vitamine A.

A travers le partenariat avec les ORN, il est prévu la réalisation d'une enquête d'effets sur l'éducation nutritionnelle tous les 6 mois. En plus de la mesure du score de consommation alimentaire (SCA) (objectif d'augmentation de 5%), la Mission recommande de rajouter l'indicateur "Pourcentage de femmes de 15 à 49 ans déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)", indicateur d'effet avec une cible de 70%, contenu dans le cadre logique du Projet et recommandé par le FIDA pour évaluer la diversité alimentaire. Le Projet partagera avec les ORN le guide du FIDA sur la mesure de cet indicateur, un peu différent du score de consommation alimentaire.

Les témoignages des femmes bénéficiaires sur les effets de l'éducation nutritionnelle sont positifs. Les enfants et les membres des ménages ont gagné du poids et sont plus forts et résistants. Les femmes augmentent le budget alloué à l'alimentation du ménage, les repas préparés sont plus attractifs, plus nutritifs et plus appétissants avec la diversification.

#### **Adaptation aux changements climatiques**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Les activités du Projet visent à la fois à atténuer les effets du changement climatique et à renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des producteurs aux chocs climatiques par la promotion de variétés résilientes, l'agriculture de conservation, la promotion du SRI et le développement du petit-élevage pour améliorer le revenu et la sécurité alimentaire. La remise des offres pour les 5 stations agro-météorologiques a été reportée étant donné le confinement. L'adaptation au changement climatique reste moyennement satisfaisante.

#### **Principaux problèmes**

Après 3 ans, l'irrégularité des pluies a continué en 2020, avec une crue insuffisante dans le Melaky pour permettre une culture de décrue partout. Les actions combinées du Projet contribuent à la fois à augmenter la capture de carbone, en particulier par l'agriculture de conservation, mais également à préserver le carbone déjà fixé, avec les foyers améliorés par exemple qui diminuent le besoin en bois de chauffe des ménages qui l'adoptent par 3 ou par 4.

### **b. Durabilité et transposition à plus grande échelle**

#### **Institutions et participation à l'élaboration des politiques**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Le Projet est parfaitement intégré dans les politiques nationales d'organisation de structuration et d'appui au développement du secteur rural. Avec les investissements en cours dans les AHA, l'appui-conseil agricole et l'accès aux intrants et aux marchés, AD2M-II contribue de manière très significative à l'atteinte des objectifs du PEM, particulièrement pour le "contrat objectif" d'autosuffisance alimentaire. La participation au dialogue politique est jugée satisfaisante.

#### **Principaux problèmes**

Le Projet apporte, dans les régions du Menabe et du Melaky, mais également sur le plan national, une contribution majeure au Programme sectoriel agriculture élevage et pêche (PSAEP), à la stratégie nationale de développement rizicole, la Stratégie de services aux agriculteurs (SSA), la planification territoriale et communale, le Programme national foncier.

AD2M-II contribue d'une manière significative aux trois axes agricoles du PPEM par le biais:

- du programme d'aménagement hydro-agricole visant 9 320 ha de l'objectif national de 100 000 ha de nouvelles superficies aménagées et de 220 000 ha réhabilités;

- de l'augmentation de la productivité rizicole à travers la diffusion de la technique SRI/SRA, l'extension des superficies cultivées avec des variétés plus performantes, la mise en place d'un système d'approvisionnement de semence via les PPS, et la mise en œuvre d'une stratégie de vulgarisation de masse à travers les CEP;
- le développement de la filière maïs par le biais de partenariats d'agrégation;
- le développement d'une filière apicole professionnelle dans le Menabe (en cours) et le Melaky (prévu).

AD2M-II a apporté depuis sa première phase une contribution majeure dans la mise en œuvre de la politique foncière malgache, caractérisée par la gestion foncière décentralisée au niveau des communes dont les compétences comprennent l'émission de CF. Spécifiquement, AD2M-II appuie l'installation des GF et des CRIF au niveau des communes ainsi que le renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la politique de sécurisation foncière. Suite à la déperdition du cheptel bovin, les certificats fonciers sont désormais acceptés comme garantie de crédit par certaines IMF dont CECAM, OTIV et TIAVO.

AD2M-II apporte aussi un appui dans le renforcement des moyens d'action des instruments de la politique agricole de Gouvernement Malgache, particulièrement dans la planification territoriale locale et les démembrements régionaux du FDA, de la Chambre d'agriculture.

Le Projet contribue au renforcement des institutions locales à travers l'élaboration, la mise à jour et la validation des PCD et SAC, qui sont à la fois un outil de planification, de coordination, de levée de partenariat et de plaidoyer pour mobiliser des financements pour les communes.

Le Projet soutient également depuis son démarrage le développement et la mise en place de la finance rurale inclusive.

AD2M, en appuyant le renforcement des capacités de planification et gestion des organisations de producteurs et la mise en relation des opérateurs économiques (fournisseurs d'intrants et de matériel agricole, acheteurs et transformateurs de produits agricoles) a créé dans ses zones d'intervention le socle nécessaire pour la mise en place des nouveaux instruments stratégiques développés récemment par le MAEP, à savoir la promotion de: (i) l'agriculture contractuelle et l'agrégation agricole; (ii) centres d'agri-business (CABIZ) sur financement RPI 2020; et (iii) la mise en place de boutiques d'intrants labélisées (DMM).

#### Établissement de partenariats

Note: 4

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

Le Projet continue de renforcer un partenariat diversifié, et en particulier avec des opérateurs économiques privés, afin d'assurer la professionnalité de ses interventions sur le plan technique et créer les conditions favorables à la pérennisation des investissements réalisés. La Mission a noté l'engagement des partenaires comme les ORN et les ONGT dans le processus de transfert des savoirs aux communautés locales et aux bénéficiaires afin d'assurer la pérennisation des acquis du Projet. Le partenariat avec les opérateurs privés a été particulièrement soutenu au cours des derniers mois et a favorisé la structuration des producteurs et la formalisation des OP afin de répondre aux exigences du marché. La mise en œuvre de partenariats est jugée moyennement satisfaisante.

#### Principaux problèmes

**Partenariat avec SAHANALA.** Pour la filière maïs dans la région du Melaky, le partenariat avec SAHANALA qui est en phase d'extension seulement après une année de négociation est un modèle de partenariat gagnant-gagnant à capitaliser et à mettre à l'échelle. La force de ce partenariat repose sur la confiance mutuelle, la définition claire des rôles et l'engagement de chaque partie prenante (SAHANALA, producteur, AD2M-II et ONGT) pour atteindre l'objectif commun. Les bénéfices du partenariat pour les producteurs sont multiples: adhésion des producteurs au concept d'agrégation, préfinancement du labour et des intrants, rendement amélioré, structuration des producteurs. A titre indicatif, du semis sur 1 000 ha, 580 paysans contractés directement par l'opérateur, 335 tonnes de maïs collectée jusqu'à présent, la campagne restant en cours, et 3 associations formalisées et 2 autres en cours, sont les résultats quantitatifs obtenus du partenariat des producteurs de Maintirano avec SAHANALA durant la campagne 2019-2020. Le rendement obtenu est autour de 1,3 t/ha.

Il est à noter que SAHANALA confirme son ambition d'étendre jusqu'à 10 000 ha dans 5 ans, et initie à partir de cette année d'extension sur des communes voisines. Les producteurs et les OP sont confiants de disposer actuellement des capacités à entretenir ce partenariat même après le départ du Projet.

**FDA.** Le partenariat avec FDA n'a pas été optimal en 2019-2020. Il y a eu un seul virement de fonds en 2017, depuis la signature de la convention. L'audit interne d'AD2M-II a recommandé l'amendement de la convention actuelle avant le deuxième déblocage de fonds afin de permettre le virement des fonds auprès d'une banque commerciale ouverte pour la gestion des abondements de la part du Projet, comme prévu dans les procédures du FDA pour assurer une gestion efficace des fonds. L'amendement de la convention n'a pas encore été réalisé. La Mission recommande de réviser la convention sur la base des recommandations de l'audit interne d'AD2M-II, pour à terme pouvoir verser les fonds dans un compte établi au sein d'une banque commerciale et améliorer ainsi l'efficacité de l'accès des bénéficiaires au financement FDA.

**Projet ALFIS.** L'objectif du projet ALFIS, cofinancé par le FIDA, est d'améliorer les moyens de subsistances des populations rurales à travers la promotion de pratiques apicoles innovantes dont la certification biologique. Pour la mise en œuvre de la deuxième phase du projet, Menabe est parmi les régions ciblées par le MAEP. 50 apiculteurs membres des OP appuyés par AD2M-II ainsi que 4 techniciens ont bénéficié de formation sur l'apiculture et la certification biologique organisée par ICIPE et la DRAEP. La Mission recommande de renforcer le partenariat entre les deux projets sous la coordination du DRAEP.

#### Capital humain et social et autonomisation

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### Justification de la note

Des initiatives ont été prises depuis la RMP du mois d'août 2019 en vue de la mise en œuvre des recommandations et la promotion des organisations à caractère économique. Toutefois, les activités ont été fortement perturbées par les restrictions de déplacement et de réunion, liées à la lutte contre le COVID-19. Aussi, peu d'évolution a été observée en matière de développement du capital humain/social et d'autonomisation. L'appui au développement du capital humain et social est jugé moyennement satisfaisant.

#### Principaux problèmes

Le Projet a continué le renforcement de capacités des AUE/UAUE dans la zone de consolidation et l'appui au fonctionnement des OP nouvellement créées dans la zone d'extension. Dans les zones de consolidation, les OP ont bénéficié d'un programme de renforcement et d'appui continu en vue de leur autonomisation. Des efforts restent à faire dans la zone d'extension pour arriver à des structures de gestion autonomes capable de se prendre en main.

Le Projet dispose désormais des documents pour l'élaboration de la stratégie de promotion des OP à caractère économique (DIP, GAIN, Stratégie nationale de développement des coopératives). Le consultant-formateur est déjà contractualisé mais sa descente sur le terrain n'est pas effective à cause de la crise sanitaire COVID-19. Par ailleurs le processus de recrutement du Chargé de commercialisation au niveau de l'UGP s'est montré infructueux, et l'établissement de protocole d'accord avec la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar (FCCIM) et de son dispositif d'appui à la commercialisation est en cours.

Le Projet a appuyé la structuration de 8 OP à caractère commercial. Il s'agit de 5 associations productrices de maïs de base prévues de créer une fédération et de 3 coopératives en devenir pour la production/vente de miel.

Malgré ces organisations, les ventes se font pour le moment majoritairement par contrat individuel avec l'acheteur. Les OP ne prévoient pas encore de service aux membres ni dans la production, ni en matière de commercialisation. Ce qui fait que les producteurs ont peu d'influence sur le marché.

Les dynamiques de groupes dans les CEP et le MPV offrent peu de perspective d'organisation professionnelle pour améliorer le capital social et l'autonomie financière. Ainsi, 101 participants aux CEP sur les 19 000 ont adhéré à des OP et le lien avec les OPR existantes, telle que FITAME et FVTM, est faible. Le renforcement de capacités des ONGT, en organisation paysanne et en commercialisation, fait partie du mandat du consultant-formateur et dépend de la possibilité de descente sur le terrain de ce dernier avant d'être exécuté.

#### Qualité de la participation des bénéficiaires

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Les bénéficiaires contribuent de manière effective au coût du Projet et participent activement à la gestion des AHA, à l'amélioration de la productivité, à l'inclusion sociale des vulnérables. Des initiatives sont observées dans les activités à caractère économique. Des événements externes ont influencé négativement leur implication. La qualité de la participation des bénéficiaires est jugée moyennement satisfaisante.

#### Principaux problèmes

**Les événements externes.** Le contexte électoral lors de la période d'élaboration du PTBA 2020 n'a pas permis la réalisation de consultation permettant la prise en compte des initiatives locales. Toutefois, les OP au niveau régional et national participent à la validation du PTBA, en tant que membres des Comités régionaux d'orientation et de suivi (CROS) et du Comité national de pilotage (CNP). Par ailleurs, la crise sanitaire COVID-19 et les mesures de limitation de déplacement a eu des effets très contraignants sur le déroulement des activités du Projet en général et de la contribution des bénéficiaires en particulier.

**Contribution des bénéficiaires au coût du Projet** Elle est estimée à 1,2 million USD, soit 2% du coût total du Projet, en nature et/ou en numéraires aux travaux d'AHA, aux travaux d'intensification et de diversification agricole et aux investissements dans les MPV. Au premier semestre 2020, l'apport bénéficiaire prévu dans le DCP est réalisé à 5%. Ce taux s'explique par l'état d'avancement des travaux d'infrastructures (perturbé par la crise du COVID-19), d'une part, et de



la complexité de la comptabilisation, d'autre part.

**AHA.** Les bénéficiaires s'impliquent activement à la gestion, la maintenance et l'entretien des infrastructures. Les AUE grâce aux formations dispensées participent au diagnostic des périmètres, s'organisent pour la réalisation des travaux qui leur incombent et la gestion de l'irrigation.

**Intensification et diversification de la production.** Les bénéficiaires ont grandement participé au processus d'élaboration des programmes d'intensification et de diversification des cultures, à travers le CEP. Ce dernier étant un lieu d'échange et d'apprentissage par l'observation, les bénéficiaires sont impliqués aux diagnostics de la situation, à l'identification et à la priorisation des thèmes, objet du CEP. Ceci a facilité l'adoption des pratiques améliorées et l'augmentation de la productivité.

**Inclusion sociale.** Le Projet, à travers l'appui aux MPV, contribue à l'intégration progressive des vulnérables dans l'environnement économique et social. La communauté est fortement impliquée dans le processus de ciblage, allant de l'élaboration des critères à la validation des listes de bénéficiaires, dans le cadre du diagnostic participatif. La nature des MPV est laissée au choix des bénéficiaires parmi les types proposés par le Projet. Les femmes représentent 66% des bénéficiaires des MPV.

Il est à signaler la forte et très bonne participation des bénéficiaires, lors de la présente Mission, malgré les restrictions liées à la crise du COVID-19.

#### **Adaptabilité des prestataires de services**

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### **Justification de la note**

D'une manière générale, les prestataires de services ont été impactés par les mesures de distanciation physique face à la pandémie. Les entreprises de BTP n'ont pas pu reprendre les travaux faute de pouvoir se rendre dans les zones, très peu ont continué les chantiers avec un minimum de personnel. Les ONGT par contre ont adapté leurs approches afin de rester présentes auprès des producteurs en respectant les mesures de distanciation. La réactivité des prestataires de services est jugée moyennement satisfaisante.

#### **Principaux problèmes**

**Entreprise de travaux.** La mission de RMP a constaté une lenteur, probablement due à une faiblesse dans la gestion du chantier, dans la mise en œuvre des travaux pour une entreprise de petite ou moyenne taille (ECSON, entreprise locale, titulaire du lot 2 - Beboka) et a recommandé un coaching de la part du Bureau de contrôle. Néanmoins, les délais contractuels sont complètement épuisés pour les travaux sur Beboka lot 2 réalisés par l'Entreprise ECSON et Bemokotra par C&ALDO alors que les taux d'avancement sont successivement de 20% et 10%. La Mission recommande de résilier le contrat de ces 2 entreprises et lancer immédiatement un autre appel d'offres.

**ONGT.** Les interventions des ONGT ont été impactées par les mesures restrictives face aux COVID-19: limitation des nombres de participants aux réunions et formation, réduction des déplacements, difficultés à acheminer les intrants et matériels agricoles, etc. Cependant, les ONGT ont adapté leurs approches afin de continuer les appuis aux bénéficiaires qui ont été également impactés par les mesures restrictives: approche individuelle au lieu de rencontre collective pour les sensibilisations et les suivis, adaptation de calendrier d'intervention, etc. La Mission souligne le grand engagement et la très bonne réactivité des ONGT aussi bien pendant les périodes de grande insécurité dans les zones d'intervention que pendant la période restrictive d'état d'urgence.

#### **Gestion de l'environnement et des ressources naturelles**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Depuis son démarrage, le Projet met en œuvre un volet d'appui à la gestion des ressources naturelles à travers la promotion de l'agro-écologie: agriculture de conservation, arboriculture, système de riziculture intensive (SRI) – établi à Madagascar, renforcée par des actions de plantation d'arbres, d'éducation environnementale, de protection des sources d'eau, de promotion de techniques agricoles respectueuses de l'environnement (fertilisation naturelle, utilisation de bio-pesticides, etc.). L'environnement et la gestion des ressources naturelles font également partie des priorités des PCD. La gestion de l'environnement et des ressources naturelles est jugée moyennement satisfaisante.

#### **Stratégie de retrait**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La RMP, réalisée en juillet 2019, a recommandé au Projet de procéder à l'élaboration détaillée de la stratégie de désengagement d'AD2M-II en différenciant les interventions entre les zones de consolidation et d'extension et en mettant

l'accent sur le transfert des savoirs, des investissements physiques et des responsabilités aux acteurs locaux et aux institutions compétentes selon le concept PATAS (Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et des savoirs) recommandé dans le COSOP. La stratégie de désengagement du Projet n'est pas encore élaborée, néanmoins l'approche de désengagement et de durabilité des acquis fait partie des approches des ONGT et des partenaires-clés du Projet. La mise en œuvre de la stratégie de désengagement est jugée moyennement satisfaisante.

### Principaux problèmes

L'approche de désengagement et de durabilité des acquis fait partie des approches des ONGT et les partenaires-clés comme les ORN. En effet, la création des "clubs de nutrition" et le renforcement des capacités des ACN au niveau des villages touchés permettront d'assurer un mécanisme de conseils, d'échanges et d'apprentissage collectif pérenne au niveau des ménages concernant l'éducation nutritionnelle. Par ailleurs, les interventions des ONGT sur terrain vont déjà dans le sens du désengagement et l'autonomisation des bénéficiaires comme le renforcement des paysans-relais et paysans producteurs de semences, la mise en place de boutiques d'intrants, le renforcement des AUE, la structuration des OP et le développement de partenariat avec les OM.

L'élaboration d'un Plan de désengagement du Programme comme outil de gestion des mesures de pérennisation des acquis du Projet est absolument nécessaire pour identifier et définir, avec les parties prenantes concernées, les activités à mener et les appuis restant à fournir pour renforcer les acquis et les facteurs de viabilité des actions d'AD2M-II avant son achèvement.

Pour des raisons d'opérationnalité, le Plan de désengagement devrait être présenté sous forme de plan d'actions portant notamment sur les aspects suivants: (i) le renforcement de l'autonomisation des organisations de bénéficiaires; (ii) la capitalisation des résultats et de "succès" du Projet; (iii) le transfert des outils de gestion et de suivi-évaluation aux partenaires clés; (iv) le renforcement des relations entre producteurs et entités publiques ou privées qui resteront après l'achèvement du Projet. Un accent particulier sera mis sur la différenciation des interventions entre les zones de consolidation et d'extension, le retrait des zones de consolidation devrait être démarré maintenant.

Les chapitres importants de ces plans d'actions concerneront:

- l'identification et la mise en œuvre des mesures de renforcement nécessaires pour augmenter les capacités de gestion et d'autonomisation économiques et financières des OP (les mesures doivent être ciblées de manière spécifique par entité pour lever efficacement les faiblesses ou les lacunes existantes à leur niveau);
- l'identification des activités en retard ou à risques (infrastructures notamment), nécessitant un échéancier et des actions de suivi rapproché et rigoureux pour pouvoir être achevé correctement avant la date d'achèvement du Projet;
- l'identification et la réalisation d'éventuels travaux correctifs nécessaires avant la remise définitive des infrastructures et équipements;
- l'identification des partenaires institutionnels et des mesures d'accompagnement des OP à mettre en œuvre en lien avec les nouveaux mécanismes d'appui du secteur agricole dans le cadre du PEM et du PSAEP;
- l'identification des activités de remise officielle des infrastructures et actifs du Programme qui doivent rappeler les engagements de chaque partie prenante;
- l'identification des lacunes documentaires d'AD2M-II et des actions à mener pour compléter de manière exhaustive les informations sur les activités, effets et impacts du Projet. Les enquêtes sur les effets d'AD2M, l'étude d'impact finale, le recueil exhaustif des données pour l'évaluation économique et financière ex-post et la préparation du rapport d'achèvement font partie des actions à inscrire dans le plan d'actions de désengagement.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Elaborer de manière détaillée la stratégie de désengagement sous forme de plan d'actions en différenciant les interventions entre les zones de consolidation et d'extension.	RSE	09/2020

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer de manière détaillée la stratégie de désengagement sous forme de plan d'actions en différenciant les interventions entre les zones de consolidation et d'extension.	RSE	09/2020

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note



L'approche pôle de production permet de mettre en place la trame des investissements matériels et immatériels dans des zones à forte potentialité agricole. C'est également un outil qui permet de planifier et structurer avec les populations les activités d'appui à mener et de rechercher des bonnes synergies entre les volets d'activités et le ciblage des différents types d'EAF. L'approche CEP simplifié, la production paysanne de semences, l'introduction de cultures d'intersaison et de pratiques d'agriculture de conservation, l'octroi de microprojets pour les plus vulnérables permettent d'améliorer en même temps la productivité agricole et la résilience au changement climatique des systèmes de production et des ménages pauvres. Le potentiel de réplication est jugé satisfaisant.

### Principaux problèmes

**L'approche "CEP simplifié"** est une adaptation de la méthodologie CEP au contexte des petites exploitations agricoles familiales de Madagascar et en particulier celles des pôles de développement du projet AD2M. Elle répond au besoin des producteurs en matière: (i) d'approfondissement de leurs savoirs face aux contraintes environnementales et climatiques plus fortes; et (ii) d'accès à de nouvelles espèces et variétés ainsi qu'à du matériel plus performant qui ne serait pas possible individuellement. Cette adaptation a été entreprise compte tenu des ressources limitées du Projet et de la grande dispersion des producteurs.

**La promotion de paysans semenciers** permet: (i) d'améliorer l'offre de proximité des semences les plus recherchées; (ii) de garantir une bonne qualité du matériel végétal; et (iii) de créer des réseaux de multiplication et de diffusion de semences gérables par les producteurs.

**Diversification et agriculture de conservation.** La pratique de la riziculture de saison suivie d'une campagne de haricot ou d'une autre légumineuse est possible grâce à l'utilisation de variétés de riz à cycle plus court et moins sensibles au stress hydrique. Des techniques d'agriculture de conservation en pratiquant une culture de niébé ou de tsiasisa (*Vigna umbellata*) en contre-saison ont suscité beaucoup d'intérêt chez les producteurs. Cette pratique fournit une couverture du sol en contre-saison qui: (i) améliore la structure, le maintien de l'humidité résiduelle et la fertilité du sol; (ii) facilite la reprise du sol après la contre-saison; (iii) permet de faire des semis plus précoces (grâce à l'humidité résiduelle plus élevée des sols; et (iv) produit des graines, consommables ou utilisables comme semence.

**Le système de cultures d'intersaison** développé par AD2M-II permet: (i) une augmentation de l'intensité culturale en réalisant une culture supplémentaire dans l'année; (ii) une utilisation plus efficiente de l'eau disponible entre les deux campagnes rizicoles; (iii) la diversification des cultures, bénéfique sur le plan agronomique et économique mais également en termes de résilience aux chocs climatiques; (iv) l'augmentation des productions et des revenus tirés sur les parcelles irriguées, et l'amortissement plus rapide des travaux d'AHA; (v) l'accès temporaire à des terres pour des ménages qui n'en disposent pas grâce à des locations d'intersaison (suivi éventuellement d'une contre-saison selon la disponibilité de l'eau); et (vi) une réduction des coûts de production par rapport à la culture en décrue nécessitant un gros travail de défriche et de préparation de sol au moment du retrait des eaux.

**L'approche pôle de production**, qui permet à terme de développer des partenariats OP/OM forts (exemple SAHANALA et SSM) est un modèle à approfondir et proposer pour des zones agricoles à fort potentiel, mais qui pour des raisons de densité de population ou de difficultés d'accessibilité, voient leur développement et leur contribution à la sécurité alimentaire et l'économie du pays bridés.

## c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet	Note: 4	Notation précédente: 4
---------------------------------	---------	------------------------

### Justification de la note

AD2M-II a rapidement adapté ses méthodes de travail face aux mesures restrictives de confinement pour limiter la propagation de la pandémie. Pour faire avancer certaines activités, de nouveaux modes opératoires ont été adoptés comme le télétravail et les réunions virtuelles, la réalisation d'activités en régie quand la mobilisation de prestataires n'est pas possible. Les ONGT ont également adopté de nouvelles approches afin d'assurer la continuité des activités et de renforcer l'accompagnement des bénéficiaires. Concernant le personnel: le recrutement du Coordonnateur et du Responsable administratif et financier (RAF) démissionnaires, mais qui assurent encore leurs fonctions, est en bonne voie. La qualité de la gestion du Projet est jugée moyennement satisfaisante.

### Principaux problèmes

**Organigramme et personnel.** Conformément à la recommandation de la RMP, le Manuel des procédures a été mis à jour pour refléter le changement dans l'organigramme et les fonctions des agents. L'ensemble des postes vacants a été complété, à l'exception du Chargé de la commercialisation dont l'appel d'offres a été infructueux (voir appendice 6.6) Le Manuel de passation des marchés est également mis à jour pour refléter le changement de certains seuils dans la Lettre à l'emprunteur. Le recrutement d'un deuxième assistant de SE est en phase finale.

L'organisation du Projet va être marquée par des changements au niveau de postes-clés suite à la démission du Coordonnateur en février 2020 et de la RAF qui n'a pas souhaité renouveler son contrat. Les recrutements pour ces deux

postes sont en cours: le recrutement du RAF est prévu d'être finalisé à la fin du mois d'août, le recrutement du nouveau coordonnateur est piloté par le MAEP et devrait également être conclu dans les prochaines semaines et l'arrivée d'un nouveau RAF et d'un nouveau coordonnateur est attendue dans les prochaines semaines. Afin de renforcer la cohésion de l'équipe, la Mission recommande de planifier un programme de team building dans le PTBA révisé.

**Gestion des partenaires d'exécution (ONGT).** La RMP a réitéré la recommandation de la mission de supervision de 2018 de procéder à un avenant des conventions avec les ONGT. La Mission réitère l'importance de la signature d'avenants, afin notamment de répondre à deux recommandations de la RMP: (i) renforcer l'effectif et les capacités du personnel des ONGT pour tenir compte des retards accumulés dans la composante 2 et de l'accent à mettre sur la mise en place et l'accompagnement des OP à caractère commercial et l'agriculture contractuelle; et (ii) préciser le caractère forfaitaire des charges incluses dans les contrats comme charges fixes que les ONGT facturent au Projet dans le cadre de leurs prestations.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Planifier un programme de team building dans le PTBA révisé.	CP	09/2020
Préparer l'amendement des conventions des ONG.	CP, ROP	09/2020

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Planifier un programme de team building dans le PTBA révisé.	CP	09/2020
Préparer l'amendement des conventions des ONG.	CP, ROP	09/2020

**Gestion des savoirs**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Les expériences d'AD2M-II ont été valorisées et partagées dans les documents de capitalisation produits par la CAPFIDA sur sept thèmes. Le Projet a produit et diffusé 4 reportages vidéo sur: (i) les infrastructures mises en place, (ii) la filière miel en partenariat avec SSM, (iii) le partenariat producteurs/privé sur la mécanisation agricole. Par ailleurs le Projet dispose d'un important fonds de photos et vidéos de qualité, ainsi que de nombreuses données caractérisant les systèmes technico-économiques promus, qui devraient être davantage valorisés. La gestion des connaissances est jugée moyennement satisfaisante.

#### Principaux problèmes

**Capitalisations des expériences.** Les expériences du projet AD2M-II ont été valorisées et partagées dans les documents de capitalisation produits par la CAPFIDA sur sept thèmes dont: (i) intensification rizicole (SRI, SRA, etc.); (ii) approche pôle de développement/bassins filières; (iii) agroécologie/adaptation et résilience aux changements climatiques; (iv) sécurisation foncière; (iv) mécanismes dédiés aux vulnérables; (vi) appui et engagement du FIDA dans l'amélioration des politiques agricoles; (vii) organisation sociale autour de la gestion de l'eau dans un périmètre irrigué. De même, le site web du Projet a été remodelé et mis à jour afin de partager des informations sur ses réalisations au public. Néanmoins, la Mission réitère l'importance de l'élaboration et la mise en œuvre de plan de capitalisation étant donné que le Projet détient une masse d'expériences qui méritent d'être partagées au sein du Projet et plus largement, aux autres projets et acteurs du développement. Le processus de recrutement du consultant individuel doit être accéléré. Les thèmes de capitalisation importants, sont, entre autres, les expériences et résultats de l'agriculture de conservation, le partenariat avec les ORN, le partenariat avec les OM, dont SAHANALA, qui a fait l'objet d'une première analytique préparée par l'UGP (voir appendice 6.3).

**Echanges.** Les interactions et les échanges d'expériences entre les bénéficiaires ont été effectuées à travers les CEP, visites échanges (filier miel, foncier, AUE, etc.), la participation aux foires régionales et nationales. Les visites-échanges entre bénéficiaires sur les domaines techniques success stories, ou témoignages, etc. sont des accélérateurs de changement et doivent être renforcés davantage. Le Projet pourrait s'inspirer de l'évènement d'échanges "Diabe" organisé pour les jeunes bénéficiaires du FORMAPROD. Au cours de cet évènement, des jeunes témoignent des changements reçus suite à la participation aux activités du Projet et passent d'un district à un autre.

**Communication.** AD2M-II continue ses activités de communication basées sur la visibilité et les réalisations du Projet. En 2020, le Projet a produit et diffusé 4 reportages vidéo portant sur les thèmes suivants: (i) 2 vidéos sur les infrastructures mises en place, (ii) miel en partenariat avec SSM, (iii) partenariat producteurs/privé sur la motorisation agricole. Le Projet a initié la mise en œuvre de la communication pour le développement (C4D), recommandée au cours

de la RMP. Le guide sur les bonnes pratiques en C4D ainsi que le document relatant le diagnostic du système de communication du projet AD2M-II produit par CERCOM/FLSH (durant son mandat auprès de la CAPFIDA) ont été partagés et discutés au sein de l'équipe du Projet. AD2M-II est en cours de rédaction de TdR relatifs à l'appui du CERCOM/FLSH dans l'élaboration de la stratégie de communication pour le développement, le renforcement de capacité de ses agents ainsi que leur accompagnement dans la mise en œuvre des activités de C4D, en s'inspirant des TdR de FORMAPROD dans le même domaine. La Mission recommande de procéder à la mise en œuvre de cette convention étant donné le rôle important de la C4D dans le renforcement de synergies et l'implication des différents acteurs et partenaires du Projet dans la mise en œuvre des activités. La C4D permet de renforcer l'adhésion des bénéficiaires, l'efficacité des appuis, l'atteinte des objectifs et la durabilité des acquis. Le deuxième assistant en SE, en cours de recrutement pourra s'occuper du suivi des activités de communication.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Diligenter le recrutement du consultant individuel chargé de l'élaboration du plan de capitalisation.	CPM, RSE	09/2020
Finaliser la rédaction des TdR de CERCOM/FLSH pour l'élaboration de la stratégie de C4D et l'accompagnement du Projet dans sa mise en œuvre.	RSE	09/2020

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Diligenter le recrutement du consultant individuel chargé de l'élaboration du plan de capitalisation.		09/2020
Finaliser la rédaction des TdR de CERCOM/FLSH pour l'élaboration de la stratégie de C4D et l'accompagnement du Projet dans sa mise en œuvre.		09/2020

Utilisation optimale des ressources

Note: 4

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

La mise à jour de l'analyse économique et financière d'AD2M-II effectué durant la RMP de 2019 a confirmé que les investissements du Projet sont dans l'ensemble rentables avec un taux de rentabilité interne économique de 11,4, ce qui est supérieur au coût d'opportunité du capital à Madagascar qui avait été estimé de 10%. La valeur actuelle nette est largement positive avec 3,97 millions USD. Toutefois l'analyse économique relève que certains grands périmètres ont une rentabilité limitée principalement à cause d'un coût d'aménagement qui est élevé, plus de 3 000 USD/ha. Par ailleurs, à cause des retards constatés par rapport aux prévisions initiales, l'efficacité du Projet est jugée moyennement satisfaisante.

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 3

Notation précédente: 3

#### Justification de la note

En juillet 2020, le projet AD2M-II présente un taux de réalisations financières de 9% pour un taux de réalisations techniques de 30% par rapport au PTBA 2020. L'écart entre les taux de réalisations financière et technique du PTBA s'explique en partie par la mise en œuvre directe de certaines activités par l'équipe du Projet faute de mobilisation de prestataires et le non attachement de certains travaux réalisés. La mise en œuvre des activités prévues a été fortement affectée par l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie du COVID-19, impactant fortement la cohérence entre le PTBA et son exécution, qui de ce fait est jugée moyennement insatisfaisante.

#### Évaluation du PTBA

Le tableau suivant montre le détail des réalisations physiques et financières du PTBA 2020 au 27 juillet 2020.

Composantes et sous-composantes	PTBA 2019				PTBA 2020 au (31/07/20)			
	Taux d'exécution physique	Réalisation financière (1000 USD)			Taux d'exécution physique	Réalisation financière (1000 USD)		
		Prévision	Réalisation	% réalisation		Prévision	Réalisation	% réalisation
<b>Composante 1. Systèmes de production performants et résilients</b>	59%	7 935,7	3 244,3	41%	21%	8 320,6	497,4	6%
1.1. Développement d'infrastructures productives résilientes	30%	6 026,1	2 146,6	36%	3%	6 374,0	60,0	1%
1.2. Organisation et formation des producteurs	78%	514,3	429,9	84%	28%	692,0	197,2	28%
1.3. Appui aux services agricoles efficaces	70%	1 395,3	667,9	48%	33%	1 254,6	240,2	19%
<b>Composante 2. Accès au marché et aux opportunités économiques</b>	44%	554,6	192,4	35%	38%	651,9	142,7	22%
2.1. Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits	20%	492,8	145,6	30%	40%	449,8	141,4	31%
2.2. Appui au partenariat OP/OM et accès aux services financiers	68%	61,8	46,8	76%	36%	202,1	1,3	1%
<b>Composante 3. Gestion du Projet et suivi évaluation</b>	83%	878,6	834,6	95%	30%	908,7	283,4	31%
3.1. Coordination et gestion	73%	670,0	690,9	103%	36%	724,2	267,1	37%
3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs	93%	208,6	143,7	69%	25%	184,4	16,3	9%
<b>Total</b>	<b>62%</b>	<b>9 368,9</b>	<b>4 271,3</b>	<b>46%</b>	<b>30%</b>	<b>9 881,1</b>	<b>923,5</b>	<b>9%</b>

**Réalisations financières.** Le faible taux de décaissement du PTBA 2020 est lié fortement au faible taux de décaissement de la composante 1 (6%), qui représente 84% du montant total du PTBA. En effet, sur un PTBA de 9 881 000 USD, 8 321 000 USD sont prévus pour la mise en œuvre de la composante 1. La sous-composante 1.1, représentant 65% du PTBA, présente le plus faible taux de réalisation financière (1%). Notons toutefois que les taux de réalisations financières des composantes 2 et 3, de l'ordre respectivement de 22% et 31%, sont assez élevés.

Les effets négatifs de la pandémie du COVID-19, cités en introduction, ont fortement ralenti et perturbé le processus de passation de marchés pour les différentes acquisitions: biens, travaux et services. En juillet 2020, seulement 7,5% du montant prévu dans le PPM a pu être réalisé.

**Réalisations physiques.** L'écart entre les taux de réalisations financière et technique s'explique en partie par le fait que certaines activités sont déjà engagées et en cours, mais conditionnées par certains résultats avant le paiement. Les travaux réalisés en matière d'AHA ne sont pas encore attachés donc non encore comptabilisés dans la réalisation financière. D'autre part, l'équipe du Projet a réalisé directement certaines activités faute de mobilisation de prestataires (études micro périmètres, etc.). Parmi les 3 composantes, la composante 2 est la plus avancée avec un taux de réalisations techniques de 38%. Ensuite vient la composante 3 avec un taux de 30%. En effet, la restriction des déplacements a fortement handicapé, voire rendu impossible, la reprise des chantiers par les entreprises de travaux, ainsi que les descentes sur terrain des consultants et des partenaires. De même, l'acquisition des intrants agricoles (provenant de la Chine) a connu des pénuries.

Afin d'avancer dans cette situation économique et administrative dégradée, le Projet a revu et adapté certaines procédures de travail afin de pouvoir réaliser les activités comme par exemple le basculement des marchés du niveau national au niveau régional, la réalisation en régie des études de MPI, l'utilisation des NTIC pour les réunions et séances de validation de document, la formation par petits groupes, etc.

**Révision du PTBA 2020.** Compte tenu des faibles réalisations actuelles et le contexte imprévisible lié au COVID-19, la Mission adhère à la proposition du Projet de réviser à la baisse son PTBA. Le PTBA révisé doit être réaliste et faisable et tenir compte des différentes contraintes de passation de marchés et de mise en œuvre sur le terrain.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Réviser à la baisse le PTBA 2020.	CP, RAF	08/2020

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réviser à la baisse le PTBA 2020.	CP, RAF	08/2020

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

L'équipe de SE a été renforcée par un assistant suite aux démissions des titulaires en 2019. Le manuel de SE mis à jour a été validé en mars 2020. Le SISE (Système intégré de suivi-évaluation) qui assure la gestion de base de données est fonctionnel. Les données sur Excel sont en cours d'importation dans ce nouveau logiciel. Le contrôle de la qualité des données a été renforcé depuis 2019, en établissant une checklist pour le contrôle à chaque niveau. Le rapport sur la situation de référence est disponible. La performance du système SE est jugée moyennement satisfaisant.

### Évaluation du système de suivi-évaluation

**Dispositif de SE.** L'équipe de SE a été renforcée par un assistant suite aux démissions des deux précédents en 2019. La contractualisation du 2<sup>ème</sup> assistant est en cours. La Mission recommande que le 1<sup>er</sup> assistant se focalise sur la gestion de la base de données. Le deuxième pourra se consacrer sur la gestion de savoirs et la communication (surtout avec la mise en œuvre de la communication pour le développement). Conformément à la recommandation de la RMP, le Projet a réalisé des efforts pour renforcer le contrôle de la qualité des données. Une checklist de contrôle qualité a été élaborée pour chaque activité, intégrée dans le manuel de SE et mise en œuvre depuis le dernier trimestre 2019. Les responsables techniques et l'équipe de SE du Projet et l'équipe des ONGT participent activement à ce contrôle de qualité des données. Le manuel de SE mis à jour, a été validé en mars 2020. Réalisé d'une manière participative, il a été partagé à tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du système de SE. Le système de SE actuel joue pleinement son rôle principal: "*générer des informations utiles et fiables, à temps, afin de répondre aux besoins des gestionnaires dans le suivi, le pilotage et l'évaluation du Projet*". Le suivi des activités et des résultats de premier niveau est réalisé périodiquement. Le nouveau manuel mis à jour vise à renforcer davantage le système de SE déjà en place.

**Gestion de la base de données.** En attendant l'opérationnalisation effective du SISE qui assure la gestion de base de données, la cellule de SE utilise une base de données gérée sur Excel. L'importation des données gérées sur Excel est en cours (réalisé à 75%) dans le SISE. Toutefois, afin d'alimenter la base de données dans le logiciel, la Mission recommande d'accélérer l'achat des tablettes et la formation des agents de terrain sur son utilisation.

**CL/SMRO.** Le cadre logique du Projet a été mis à jour au cours de la RMP afin de tenir compte des orientations stratégiques de la RMP, de l'intégration des indicateurs de base du SMRO du FIDA et de la note pratique du FIDA sur la nutrition. Les outils nécessaires pour la collecte des données complémentaires ont été intégrés dans le manuel de SE.

**Evaluation des effets/impacts.** Le rapport sur la situation de référence du Projet est disponible. Afin de mesurer les changements au niveau des EAF, un dispositif de suivi en panel a été mis en place, en collaboration avec le Réseau des observatoires ruraux (ROR). La Mission réitère l'importance d'exploiter les données du ROR pour enrichir le rapportage en SE. En plus du score de consommation alimentaire (objectif d'augmentation de 5%), la Mission recommande la mesure de l'indicateur "Pourcentage de femmes de 15 à 49 ans déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)", indicateur d'effet contenu dans le cadre logique du Projet avec une cible de 70% et recommandé par le FIDA pour évaluer la diversité alimentaire.

**Base de données au niveau des bénéficiaires.** La maîtrise des informations par les OP (membres, superficies, productions, commercialisation, partenaires, appuis reçus, etc.) contribue à leur autonomisation et leur professionnalisation. La Mission recommande d'appuyer les OP à la mise en place d'une base de données simple à leur niveau (dans des cahiers). Les OP pourront utiliser ces informations pour négocier avec des OM ou des collecteurs en présentant leurs potentialités et leurs capacités.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Réaliser l'achat des tablettes pour opérationnaliser le système informatisé de gestion de base de données.	CPM	09/2020

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser l'achat des tablettes pour opérationnaliser le système informatisé de gestion de base de données.	CPM	09/2020

Exigences des Procédures  
d'évaluation sociale,  
environnementale et climatique  
(PESEC)

Note: 4

Notation précédente: 3

### Justification de la note

La recommandation de la RMP de mettre les travaux réalisés en conformité environnementale a été suivie avec diligence par le Projet. Les fiches de tri pour les 11 périmètres concernés ont été déposées à l'ONE les 30 octobre et 14 novembre 2019, et les catégorisations connues en décembre 2019 et janvier 2020. 2 études ont pu être réalisées par le Projet



pendant la saison des pluies, portant le total à 4 (taux de réalisation: 36%), dont 3 GPI. La pandémie du COVID-19 n'a pas permis ensuite les déplacements nécessaires pour mener les études nécessaires (EIES, PREE, audit). Par ailleurs, 1 Agrément environnemental a été obtenu (PI d'Ambararata) et 2 Permis environnementaux sont en cours d'obtention (GPI Beboka et Marifilaly). La prise en compte des PESEC[7] est jugée moyennement satisfaisante.

## Évaluation des PESEC

Sur la base des informations partagées, la Mission a élaboré un tableau de bord qui permet de suivre le respect des procédures environnementales et qui devrait faciliter le travail de l'équipe Projet ainsi que des missions suivantes.

Deux des PEC prévus ne seront plus aménagés, réduisant à 9 au lieu 11 les périmètres à aménager. Le constat avec les futurs bénéficiaires de l'aggravation des aléas pluviométriques les a finalement amenés à renoncer à leur demande initialement motivée.

Les dossiers instruits depuis 2018 sur les périmètres de Beboka et Marifilaly arrivent à leur terme, l'ONE communiquant fin juillet procéder à une dernière consultation du Comité interministériel d'évaluation (CIE) sur les cahiers de charges environnementales.

Cependant, les autres dossiers ont été suspendus du fait de l'impossibilité aux consultants recrutés de se déplacer sur le terrain pour mener les études requises (EIES, PREE, audit), dans le respect des normes sanitaires actuellement en vigueur (Interdiction de sortie de la région de la capitale où les consultants résident).

L'analyse de risque climatique, recommandée avec la proposition n° 10 de la mission de RMP de reclasser AD2M-II en catégorie environnementale A, n'a pas été réalisée, le Projet étant finalement maintenu dans la catégorie B de la procédure ESAP à l'issue de la validation du rapport de RMP par le FIDA. Cependant, le Projet met en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique et à la résilience, en particulier par: la recherche et la promotion d'espèces et de variétés résilientes, la promotion de techniques d'agriculture de conservation, le développement du petit élevage pour améliorer le revenu et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

Du point de vue social, le Projet engage un dialogue réellement participatif avec les AUE à travers différents contrats selon les étapes de développement de l'infrastructure (conception, travaux, gestion). Les outils de ce dialogue mériteraient d'être mieux capitalisés car ils sont plus avancés que ce que l'on rencontre dans d'autres pays. La Mission suggère d'étoffer le document de capitalisation élaboré par la CAPFIDA sur les AUE.

En ce qui concerne l'analyse de risques climatiques, le Projet a demandé à avoir une discussion plus approfondie sur les termes de référence standard qui lui ont été communiqués. La Mission établira le lien avec les personnes ressources au siège du FIDA.

[7] Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP en anglais).

## d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable	Note: 3	Notation précédente: 3
---------------------------------	---------	------------------------

### Justification de la note

Au 27 juillet 2020, les décaissements tous financements confondus s'élèvent à 16 131 300 USD contre 12 745 000 USD à la RMP, soit une variation de 3 386 300 USD qui est jugée relativement faible. A la 5ème année de sa mise en œuvre, le taux de décaissement cumulé au 27 juillet 2020 du Projet, tous financements confondus est de 29% et se répartit comme suit: 31,4% (21,4% à la RMP) sur le prêt FIDA ; 38,1% (27,6% à la RMP) sur le don ASAP et 28,1% (28,1% au à la RMP) sur le prêt OFID, 14,9% pour le Gouvernement (22,6% à la RMP) et 5,1% pour les Bénéficiaires (0,5% à la RMP).

### Principaux problèmes

**Décaissements par composante.** Les décaissements cumulés effectifs au 27 juillet 2020 tous financements confondus par composante est de 16 234 250 USD sur une allocation de 56 745 940 USD soit 29% et se répartit comme suit : 31% pour la composante 1 ; 10% pour la composante 2 et 32% pour la composante 3. A la RMP, les décaissements étaient de 12 957 100 USD.

**Décaissements par catégories pour le Prêt FIDA.** Les décaissements avec dépôt initial s'élèvent à 10 688 596,06 USD sur une allocation de 33 925 150 USD (taux DTS/USD de 1,3847), soit 31,51%. Les décaissements effectifs par catégorie de dépenses se présentent comme suit : (i) 28,75% pour la catégorie I " Consultants "; (ii) 30,23% pour la catégorie II " Travaux Génie civil "; (iii) 23,57% pour la catégorie III " Equipement, Matériels "; (iv) 21,29% pour la catégorie IV " Formation " (v) 21,02% pour la catégorie V " Salaires et indemnités " ; et (vi) 24,51% pour la catégorie VI " Cout de Fonctionnement ". Une DRF 485 562 USD est en préparation au niveau du projet et ramènerait le décaissement à 32,94% .

Au vu du statut de fonds émis par le FIDA, la mission note une avance de 1 000 000 USD (714 842,27 DTS) non encore justifiée, en plus des avances reçues sur le compte spécial du projet. Suivant le protocole d'accord signé par le Projet avec la FAO en 2016 dans le cadre de l'appui à la campagne antiacridienne, le fonds a été entièrement transférée par paiement direct à la FAO. Cette activité a été clôturée et les rapports ont été transmis au FIDA. Le reliquat de cette activité FAO a été versé par la FAO sur le compte du projet au 30/12/2019.

Il convient pour le FIDA de l'enlever dans les avances à justifier et de l'intégrer dans les réalisations sur les catégories existantes de l'accord ou dans une catégorie spécifique (mais à condition d'amender l'accord) étant donné que le projet n'a plus à les justifier.

**Décaissements par catégories pour l'ASAP.** Au 31 juillet 2020, les décaissements avec dépôt initial s'élèvent à 2 214 180,31 USD sur le budget de 5 800 620 USD (taux dts/USD 1,3811), soit 38,17%. La répartition par catégorie de dépenses se présente comme suit : (i) 10,9% pour la catégorie I " Consultants "; (ii) 51,83% pour la catégorie II " Travaux Génie civil "; (iii) 6,39% pour la catégorie III " Equipement, Matériels "; (iv) 29,4% pour la catégorie IV " Formation " (v) 18,03% pour la catégorie V " Salaires et indemnités ". Le taux passerait à 42,37% avec la DRF en cours de préparation de 243 263,56 USD.

**Décaissements par catégories pour l'OFID.** Au 31 juillet 2020, le décaissement effectué sur le fonds s'élèvent à 2 108 549,4 USD sur une allocation de 7 500 000 USD, soit 28,11%. Les réalisations se répartissent comme suit : (i) 16,52% pour la catégorie I « Irrigation infrastructure development and management », 0,13% pour la catégorie II « Irrigation scheme economic valorization » et (iii) 20,44% pour la catégorie III « Project management unit support ». Une DRF de 766 437 USD a été transmise à l'OFID depuis le 19/03/2020 et n'est pas encore exécutée. Le taux serait de 38,33% si cette DRF est décaissée.

**Décaissements pour le Gouvernement.** Le fonds de contrepartie est constitué par les Ressources propres internes (RPI) et la prise en charge des fiscalités indirectes (droit et taxes). Après révision du mode d'évaluation de la TVA, le montant total des décaissements du Gouvernement au 27/07/20 est inférieur à celui calculé lors de la RMP: à la RMP, les réalisations se basaient sur les engagements: spécifiquement la TVA comptabilisée au Projet et envoyées pour régularisation, tandis que la situation pour la mission actuelle comprend uniquement la TVA payée aux fournisseurs, les Droits et taxes à l'importation (DTI) utilisés dans le cadre des importations et les RPI reçues.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>FAO USD 1M</b>  Procéder à la régularisation de l'avance de 1 000 000 USD et la mettre dans la catégorie appropriée.	FIDA	09/2020

## Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 5

Notation précédente: 5

### Justification de la note

Dans l'ensemble, la qualité de la gestion financière est jugée satisfaisante. L'organisation est marquée par la démission du Coordonnateur et le départ prochain du RAF dont le recrutement de leurs remplaçants est en cours. La comptabilité est tenue sur le logiciel Tompro et à jour. Les taux d'exécution des PTBA 2019 et 2020 sont jugés faibles. Des préfinancements se pratiquent entre le FIDA et ASAP/RPI. Le contenu du rapport financier répond aux exigences du FIDA, l'envoi au FIDA est trimestriel. La majorité des recommandations des différentes missions sont mises en œuvre.

### Principaux problèmes

**Organisation et personnel.** Le Coordonnateur du Projet est démissionnaire depuis février 2020. Au passage de la mission, le processus de recrutement d'un nouveau Coordonnateur est à l'étape de la préparation de l'entretien final par le comité de recrutement au niveau du MAEP.

Le contrat du RAF expirera à fin août 2020. A date, le processus de recrutement d'un nouveau RAF est à la phase de finalisation des tests techniques et passera à l'entretien des candidats retenus.

La mission note l'engagement du CP pour assurer la continuité de la gestion du projet en attendant son remplaçant. Pour assurer la continuité de la gestion du projet, la mission recommande au projet de (i) négocier avec le RAF un contrat pour assurer la mission d'audit externe et la passation de service avec son remplaçant, (ii) mettre en place une stratégie de renforcement de capacité du nouveau RAF

**Budget.** Le PTBA 2019 tout financements confondus s'élève à 9 368 900 USD et est exécuté à hauteur de 48%. La non atteinte des objectifs est due au non aboutissement des procédures de passation des marchés sur les travaux d'aménagements hydroagricoles, au retard généré par l'obligation de mener des études environnementales avant le

lancement des travaux et finalement à l'insuffisance de pluviométrie de l'année impactant le secteur agricole.

Le PTBA 2020 a été transmis au FIDA le 19/01/2020 et a reçu la non-objection le 24/01/2020. Pour un total de 9 977 000 USD, le budget est exécuté à hauteur de 9%. Ce faible taux s'explique par les conséquences liées à la pandémie notamment la perturbation du processus de passation de marchés engendrées par le confinement, la restriction voire impossibilité des descentes sur les sites, l'impossibilité de reprise de chantiers par les entreprises. En conséquence, le projet pourrait redimensionner les activités pouvant être mises en œuvre pour cette année en révisant le PTBA.

**Revue des ECD.** La revue porte sur les DRFs 21 et 23 du FIDA, 6 et 7 pour ASAP. Les échantillons de pièces vérifiées comportent les justifications nécessaires. Des frais de gestion bancaires du compte ASAP de 12 000 USD ont été rejetés par le FIDA comme la catégorie fonctionnement n'est pas prévue par l'Accord. La mission affirme que ces frais peuvent être imputés sur une catégorie en respectant la disponibilité du budget y afférent. Le projet pourra ainsi les resoumettre en DRF et utiliser les non-alloués quand une réallocation est nécessaire.

**Rapport et suivi.** Trois rapports trimestriels ont été transmis depuis la RMP. Le rapport financier du 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 est attendu au plus tard le 15 /08/2020. Les fonds sont acceptables.

**Flux financiers.** La mission a noté l'existence de financements croisés, d'une part entre le fonds ASAP et le compte d'opération du FIDA, d'autre part entre les RPI et le compte FIDA en effectuant des virements provenant des comptes ASAP ou RPI vers le compte FIDA. Cette pratique est courante au projet pour pallier à l'insuffisance de trésorerie du compte FIDA.. Pour la période sous revue, le préfinancement a été causé par la venue des factures de travaux assez importants alors que le seuil pour préparer une DRF n'était pas atteint. Lors de notre passage, la balance des comptes de préfinancements affiche un solde non remboursé de 520 000 000 MGA.

Le financement croisé entre fonds n'est pas prévu et qu'il est recommandé de ne plus poursuivre cette pratique.

**Audit interne.** Suivant la convention de collaboration entre la CAPFIDA et la Direction d'Audit Interne du MAEP, une équipe composée du CI à la CAPFIDA et des membres de la cellule d'audit du MAEP a effectué une mission au projet en novembre 2019. Le rapport y afférent est disponible et comporte le résultat de revue d'un échantillonnage des justifications. La mission recommande à la CAPFIDA de programmer une intervention avant la fin de l'année.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Recruter un prestataire pour appui à l'équipe comptable dans l'attente de recrutement de l'AC	CP, RFC	10/2018
<b>Remboursement des 520 000 000 MGA ASAP</b> Eviter la pratique de préfinancements et utiliser les procédures de décaissements prévues. Rembourser les 520 000 000 MGA.	RAF	08/2020
<b>ASAP frais bancaire</b> Modifier la catégorie des frais bancaires rejetés par le FIDA et soumettre à nouveau la DRF ASAP.	RAF	08/2020
<b>Prolonger le contrat du RAF</b> Etablir un nouveau contrat pour l'ancienne RAF permettant de couvrir la période de mission d'audit 2019 et la passation avec le nouveau RAF.	CP, CPM	08/2020
<b>Audit interne</b> Programmer une intervention de l'audit interne au moins une fois par an.	CAPFIDA, MAEP	11/2020

Qualité et ponctualité des audits

Note: 2

Notation précédente: 2

#### Justification de la note

La déontologie de l'auteur a remise en question.

#### Principaux problèmes



Le rapport d'audit a été soumis à temps. Toutefois, l'opinion de l'auditeur ne correspond pas aux conclusions de l'audit. L'auditeur a soumis une opinion sans réserve. Lors que dans les passations de marché, il a été relevé 3 cas de favoritisme. L'auditeur a également souligné plus de 21 000 USD de reçus de carburant manquants datés de décembre 2017. L'examen de la documentation a montré qu'il s'agissait d'un cas potentiel de fraude, qui aurait dû être clairement indiqué dans le rapport d'audit.

Lors d'une réunion en septembre 2019, l'auditeur a confirmé qu'il pourrait s'agir d'un cas potentiel de fraude. Mais il a choisi de ne pas le révéler en raison du profil élevé de la personne impliquée. Ce comportement n'est pas conforme aux normes du FIDA en ce qui concerne les auditeurs. Il est donc préférable d'engager un autre auditeur pour l'exercice 2019.

## Fonds de contrepartie

Note: 3

Notation précédente: 4

### Justification de la note

La contribution du Gouvernement est constituée par les versements en numéraire des RPI sur le Trésor public, la TVA et les DTI constatés à travers les acquisitions des biens et services dans le cadre du Projet. La contribution cumulée du Gouvernement est de 1 065 000 USD, soit 14,9% de l'allocation (22,6% à la RMP). Pour l'année 2020, aucune ligne budgétaire n'est prévue pour les TVA, DTI, RPI. Le niveau de mobilisation de la contrepartie mais est jugé moyennement insatisfaisant.

### Principaux problèmes

**TMP.** Suivant le circulaire n°001 MEF/SG/DGI/DLFC du 4 mars 2020, la Taxe sur les marchés publics est un impôt personnel, perçu sur le revenu du titulaire du marché public dans le cadre de ses activités de marchés publics. Elle est ainsi à la charge du titulaire de marché en tant que redevable réel. Les factures présentées par les prestataires n'afficheront plus ni TVA, ni TMP. Ce circulaire demande aux projets de retenir la TMP à la source et de la verser dans les comptes de l'Etat. Cela implique que la contribution étatique dans l'accord de financement risque de ne pas être respectée.

Les TVA pour l'année 2019 ont été rejetées, les régularisations ont été resoumises en 2020 mais aucune ligne budgétaire n'est prévue cette année.

**DTI.** Un véhicule du projet déjà en circulation depuis 2 ans n'est pas encore dédouané et ainsi non immatriculé faute d'inscription des lignes budgétaires sur le DTI malgré le réaménagement en 2019. Les acquisitions de 18 motos prévues sur OFID risque de ne pas être dédouanées faute de disponibilité des lignes budgétaires des DTI.

**RPI.** Les RPI 2019 ont été reçues en totalité pour un montant de 585 000 000 MGA (FIDA) en septembre et 150 000 000 MGA (OFID) en décembre 2019. Aucune ligne budgétaire RPI n'est prévue dans la Loi des finances rectificatives 2020. Le RPI 2020 (750 000 000 MGA pour AD2M-II et 1 000 000 000 MGA pour Beboka) ne sera donc pas disponible alors que le PTBA 2020 prévoit le financement sur le RPI pour l'appui aux services agricoles, des travaux d'AHA, ainsi que 20% des frais de fonctionnement..

La mission recommande de : i) approfondir la mise en application de la TMP dans les projets afin de respecter les termes de l'Accord de financement ; (ii) augmenter le montant des RPI afin de combler les gaps de TVA pour les prochaines années afin d'augmenter le fonds de contrepartie.

Pour les marchés signés cette année, Le projet paye aux prestataires les 92% de leurs factures et retient la quote-part de 8% correspondant à la TMP.

**Contribution des bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires initialement prévue à la conception était de 1,15 millions USD (2% du coût total du projet). La contribution des bénéficiaires doit prendre la forme de contribution en nature et financière aux investissements et travaux. Courant la mise en œuvre, la contribution est majoritairement constituée d'apport en nature. Elle est calculée par un comité composé de représentants des bénéficiaires et de l'ONGT qui signent un PV comportant la valeur de toutes contribution. Le PV est transmis au projet pour comptabilisation. Au 27 juillet 2020, la contribution cumulée s'élève à 55 000 USD sur un budget de 1081 600 USD, soit 5,1% qui est jugée faible. Ces contributions concernent les activités CEP et microprojets. La contribution sur les infrastructures serait attendue selon l'avancement des différents travaux.

La CAPFIDA est en train de mettre en place un mécanisme pour apprécier et valoriser les contributions nationales pour tous les projets du FIDA. Un expert-comptable est recruté par la CAPFIDA pour assurer la conformité avec les normes comptables en vigueur et faire sortir un référentiel qui servira de base pour la mise à jour des manuels de procédures des projets.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
<b>Contributions nationales</b> Finaliser le processus de valorisation des contributions nationales.	CAPFIDA/RAF	08/2020
<b>TMP</b> Approfondir la mise en application de la TMP dans les projets afin de respecter les termes de l'Accord de financement.	CAPFIDA	08/2020

**Conformité avec les clauses des prêts**

**Note: 4**

**Notation précédente: 5**

#### Justification de la note

Dans l'ensemble, les dispositions de l'accord de financement sont mises en application à l'exception de la contribution du Gouvernement qui est faible (voir appendice 3). L'application de la nouvelle taxe TMP aurait un impact sur l'engagement du Gouvernement. Le respect des dispositions des Accords de financement est jugé moyennement satisfaisant.

#### Principaux problèmes

Au vu de la baisse des ressources gouvernementales allouées en 2020 au projet AD2M-II, la Mission attire l'attention du Gouvernement sur l'importance de respecter les engagements stipulés dans l'Accord de financement et de veiller au versement des ressources RPI et mettre en place les mécanismes adéquats pour le paiement de la TMP.

<b>Recommandation</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Echéance</b>
Veiller au respect des engagements financiers stipulés dans l'Accord de financement.	GdM	Continu

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
<b>Veiller au respect des engagements financiers stipulés dans l'Accord de financement.</b>	GdM	

#### Évaluation de la passation des marchés

**Passation des marchés**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Toutes les recommandations de la revue à mi-parcours (RMP) ont été suivies. Toutefois, un retard de la mise en œuvre des activités a été observé à cause des mesures de restriction liées au COVID-19. Ces mesures ont également affecté la réalisation de l'étude d'impact environnemental, qui conditionne l'exécution de certains contrats de travaux. La passation de marchés est jugée moyennement satisfaisante.

#### Évaluation de la passation des marchés

**Impact du COVID-19.** Les mesures de restriction et de sécurité liées au COVID-19 mis en place depuis mi-mars 2020 ont entraîné: (i) la non disponibilité des structures, des responsables, et des instruments de passation de marchés au niveau central pour cause de confinement: PRMP, CAO, CNM/CRM, CF, Système intégré de gestion des marchés publics (SIGMP); (ii) des déplacements inter et intra régionaux impossibles ou strictement réglementés; et (iii) des difficultés d'approvisionnement des prestataires pour certains biens et matériaux (voir appendice 6.1).

**Mise en œuvre du plan de passation des marchés (PPM).** L'exécution du PPM 2019 est jugée assez faible, avec une réalisation de 58% en montant et 15% en nombre. Ce résultat est dû en partie aux conditions techniques liées à l'étude d'impact environnemental et à des appels d'offres de travaux infructueux. Pour le PPM 2020, les marchés par appel d'offres ouverts sont pratiquement impossibles depuis mars 2020 à cause des mesures de restriction liée à la pandémie, ce qui a aussi amené à un résultat très faible: 7% en montant et 38% en nombre au 30 juin 2020. La Mission note avec satisfaction les efforts du Projet pour s'adapter à la situation en utilisant au niveau régional des méthodes plus allégées, qui ont permis d'acquérir des biens, des équipements et des intrants essentiels aux activités planifiées.

**Gestion pratique.** La gestion pratique du processus est jugée satisfaisante. Quelques faiblesses opérationnelles ont été

cependant constatées, dont le délai de traitement qui est parfois assez important surtout pour les marchés passés au niveau central (exercice 2019). Tous les contrats par entente directe ont été mis en œuvre après avis de non-objection (ANO) du FIDA. Cependant, il est recommandé d'établir systématiquement une note justificative des prix appliqués (prix/honoraires de prestations similaires, prix sur le marché, sous-détails de prix, ...). La Mission apprécie la numérisation des archives de passation de marchés des exercices 2019 et 2020 qui sont achevées à 100%.

**Planification pour le second semestre.** Face aux contraintes dues aux mesures de restriction liées au COVID-19, le Projet est invité à: (i) redimensionner les activités du PTBA/PPM pour le second semestre; (ii) traiter le maximum du processus de passation des marchés au niveau régional tout en respectant les règles en vigueur; et (iii) enrichir le registre des prestataires régionaux, en vue d'élargir la base de la concurrence. L'objectif est d'assurer la signature des contrats au plus tard vers mi-octobre 2020 pour les activités figurant sur le PTBA/PPM 2020.

Recommandation	Responsabilité	Echéance
Optimiser les méthodes de passation de marchés pour assurer le traitement de la majorité du processus au niveau régional.	CP, CPM, PRMP	Immédiat et continu
Enrichir la base de données des prestataires au niveau des deux régions d'intervention du Projet.	CPM	10/2020
Appliquer les mesures exceptionnelles de passation de marchés liées au COVID-19, conçues par le FIDA.	CP, CPM	Immédiat et continu
Etablir une note justificative des prix pour tout marché par entente directe.	CPM	Immédiat et continu

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Enrichir la base de données des prestataires au niveau des deux régions d'intervention du Projet.	CPM	10/2020
Optimiser les méthodes de passation de marchés pour assurer le traitement de la majorité du processus au niveau régional	CP, CPM, PRMP	
Appliquer les mesures exceptionnelles de passation de marchés liées au COVID-19, conçues par le FIDA.	CP, CPM	
Etablir une note justificative des prix pour tout marché par entente directe.	CPM	

#### e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

**Probabilité d'atteindre l'objectif de développement**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

##### Justification de la note

La probabilité d'atteindre les objectifs de développement d'AD2M sont bonnes. Dans sa cinquième année de mise en œuvre, le Projet AD2M II a offert des services à 32 726 ménages, soit 57% du nombre de ménages ruraux bénéficiaires prévus. Néanmoins, les réalisations en termes de produits attendus demeurent encore insuffisantes pour générer des effets et des impacts au niveau des exploitations agricoles familiales (EAF) des régions de Menabe et du Melaky. Les retards accumulés dès le démarrage d'AD2M II n'ont pas encore pu être totalement rattrapés, et par conséquent continuent d'avoir une incidence négative sur la performance d'ensemble du projet.

**Évaluation de la performance globale de l'exécution**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

## F. Pertinence

**Pertinence**

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

### Justification de la note

Les objectifs du Projet sont cohérents avec la Politique générale de l'Etat (PGE) pour le secteur agricole. Ils répondent directement aux 4 priorités qui concernent le développement du secteur irrigué et de la riziculture irriguée, et l'accompagnement de proximité et des services d'appui aux producteurs. Ils s'inscrivent entièrement dans les 5 objectifs stratégiques du PSAEP 2015-2025. Les objectifs du Projet sont alignés sur le cadre stratégique 2016-2025 du FIDA en contribuant à ses 3 objectifs spécifiques. Par ailleurs, les axes d'intervention du Projet sont bien adaptés pour développer les potentialités agricoles des deux régions et inscrire les EAF dans une trajectoire de développement durable. La pertinence du Projet est jugée satisfaisante.

### Principaux problèmes

La pertinence du Projet et l'obtention d'effets et d'impact significatifs reposent sur le bon enchaînement de ses deux principaux axes d'intervention: (i) la promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique (qui représente la porte d'entrée du Projet); et (ii) l'accès des EAF à des marchés et des opportunités économiques. Pour obtenir des impacts visibles et durables en matière d'amélioration significative et durable des revenus et la sécurité alimentaire des EAF, il est nécessaire de centrer davantage les interventions de la composante 2 sur un appui solide de structuration des OP dans le cadre de la promotion d'une agriculture contractuelle liée à des filières spécifiques. Des contrats cadres avec des OM professionnels peuvent jouer un rôle intégrateur important au niveau des EAF et les inciter à créer des organisations à caractère commercial autour d'intérêts communs.

L'utilisation d'un dispositif d'intervention de proximité (socio-organisateur, technicien agricole, technicien en génie rural) permet de bien accompagner les producteurs des terres aménagées et les amener à intégrer les principes: (i) d'une agriculture résiliente et respectueuse de l'environnement; (ii) de mutualisation de certaines activités (en dehors de la production directe) qui faciliteront l'accès de leurs produits à des marchés plus sécurisés et rémunérateurs; et (iii) de réinvestir une partie de leurs bénéfices dans l'amélioration de leur outil de production et l'acquisition de facteurs de production.

L'objectif important en termes d'extension des superficies hydro-agricoles et la promotion de la filière maïs répondent directement aux objectifs du PGE/PEM.

## G. Modification du projet

Responsabilité	Type de modification	Description
Activités de désenclavement	Autre	En vue de désenclaver les zones à forte potentialité au nord de Maintirano, il est envisagé la reconstruction d'un pont sur la rivière Manomba pour désenclaver 9 communes du district de Maintirano. Ce pont, d'une longueur de 70 mètres et d'un coût prévisionnel de 1,6 million d'USD permettra d'améliorer l'évacuation des produits agricoles des 9 communes et des PI représentant 4 160 ha (en construction), en rallongeant la période de circulation sur la RNT19 et permettant surtout le passage de camions de moyen tonnage vers le port d'embarquement maritime des produits de Maintirano. Le lancement du Projet d'aménagement de corridors et de facilitation (PACFC) ouvre des perspectives de partenariat pour l'aménagement des pistes de désenclavement des périmètres hydro-agricoles réalisés dans le district de Manja. Le volume budgétaire alloué à ce volet ne changera pas, mais le type et le volume des différents ouvrages désenclavement est revu.

Responsabilité	Type de modification	Description
Accès aux services financiers	Autre	Compte tenu du désintérêt de la CECAM pour les zones d'extension du Projet, les activités de finance rurale porteront sur: (i) le renforcer de l'accès à de l'éducation financière dans les pôles ciblés; (ii) l'appui à la diffusion des services de transactions financières digitales à travers notamment les couples OP et OM; (iii) le soutien de la mise à l'échelle des opportunités de préfinancement des intrants et autres services agricoles par les OM dans le cadre de l'agriculture contractuelle; (iv) la réalisation d'une étude de faisabilité de la finance numérique dans la zone du Projet; (v) la poursuite de la recherche d'IMF partenaire intéressée à intervenir dans les zones ciblées, conformément à la stratégie du document du Projet.
Mise en œuvre des partenariats commerciaux OP/OM	Autre	Une convention de partenariat sera mise en place avec le réseau de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar (FCCIM) et avec les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) dans les deux régions. Dans un premier temps on fera appel à l'assistance technique du Dispositif d'animation commerciale (DAC) de la FCCIM pour faciliter la mise en œuvre et le suivi des contrats commerciaux entre les OP et les OM, identifiés et initiés par le Projet. Après un diagnostic institutionnel de ces CCI, on pourra soit recruter un agent commercial, recourir à l'expertise d'un agent de la CCI ou à un consultant à temps partiel, pour identifier des opportunités de marché et accompagner en collaboration avec les agents des ONGT la contractualisation des relations entre OM et OM.
Structuration des OP à caractère commercial	Autre	Il est nécessaire d'accélérer les investissements dans la structuration et le renforcement des fonctions économiques des OP. Pour ce faire il y a lieu, entre autres, de mettre en place l'utilisation des outils DIP et GAIN utilisée avec succès par AROPA, de soutenir les OP à potentiel dans la préparation de projet professionnel (pluriannuel) et d'appuyer les OP mûres dans leur démarche de formalisation en coopérative (volontaire donc sur la base de la demande des OP).
Retrait progressif de la zone de consolidation	Zone du projet	Il a été convenu que le Projet va diminuer en 2020 puis arrêter fin 2021 les activités d'accompagnement et d'appui à la production (composante 1) dans la zone de consolidation. Par contre, vu le retard enregistré, les activités commerciales et d'appui à la valorisation des produits agricoles (composante 2) y seront maintenues.
Reconsidération des filières appuyées par le Projet	Autre	L'analyse détaillée du potentiel des zones d'intervention et des nouvelles opportunités de marché confirment le bon potentiel de développement les filières miel et maïs. Les filières principales qui seront appuyées par le Projet sont: (i) riz; (ii) grains secs (haricots, pois du Cap, niébé Black Eyes); (iii) arachide; (iv) maïs; et (v) (miel. Les filières secondaires qui seront appuyées par le Projet sont: (i) oignon; (ii) piment; et (iii) élevage porcin.

Responsabilité	Type de modification	Description
Cadre Logique	Cadre logique	<b>Description:</b> Le cadre logique a été modifié pour tenir compte des modifications et ajustements des activités du Projet et réviser le libellé de certains indicateurs qui s'est révélé peu pertinent, notamment pour la composante 2. Il s'agit entre autres de revoir les indicateurs relatifs aux activités: (i) de désenclavement suite à la décision de reconstruire le pont sur la rivière Manomba pour désenclaver économiquement 9 CR à Maintirano; (ii) d'appui au renforcement de OP à caractère commercial et de contractualisation agricole; (iii) de magasins de stockage et de finance rurale, qui ne peuvent plus être exécutés comme prévu dans le DCP; (iv) les objectifs en termes d'amélioration de la nutrition des ménages. L'indicateur relatif au nombre d'organisation de commercialisation créé (48) peu pertinent devrait être abandonné au profit d'un indicateur mesurant les quantités de produits vendues dans le cadre de contrat OP/OM.
Extension de la date d'achèvement	Autre	<p>La difficulté d'accès aux fonds a entraîné un retard d'un an du démarrage effectif des activités du Projet. Le faible nombre d'entreprises qualifiées pour les grands travaux d'aménagement et intéressées pour travailler dans des zones très reculées, nécessitant la relance du processus d'appel d'offres a également retardé le démarrage de certains travaux d'aménagement.</p> <p>Le grand enclavement d'une grande partie de la zone du Projet et la faible densité de population engendrent des contraintes importantes et des délais supplémentaires pour l'atteinte de résultats escomptés. L'amélioration récente de la situation sécuritaire et les nouvelles opportunités de marchés pour les produits cultivables dans la région sont des atouts pour maximiser l'impact du Projet. Enfin le faible avancement des activités de valorisation agricole de la composante 2 est une raison supplémentaire pour proroger de deux ans la date d'achèvement d'AD2M-II afin que les investissements en cours puissent donner toute leur mesure à l'achèvement du Projet.</p>

## H. Enseignements tirés

### Finance rurale

AD2M comptait sur CECAM, son partenaire en microfinance lors de la première phase pour étendre le réseau de caisses d'épargne et de crédit dans la zone d'extension selon l'approche adoptée avec succès au cours de la première phase. Mais en raison de problèmes de sécurité dans les zones ciblées, de la faiblesse de l'économie et des longues distances, CECAM a cessé d'étendre son réseau caisses traditionnel. Au lieu de cela, CECAM envisage une expansion via des services financiers numériques et des agents bancaires, ce qui devrait améliorer la viabilité financière du réseau.

Les technologies et les institutions de finance rurale se transforment rapidement et AD2M comme les autres les projets du FIDA doivent pouvoir réagir et s'adapter en conséquence, afin que le soutien du FIDA reste pertinent pour le développement du secteur.

### Production paysanne de semences

Faute de filières semencières développées au niveau national et d'établissements semenciers dans la zone d'intervention du Projet, AD2M a développé à partir de 2012, le concept de paysans semenciers, appelés paysans producteurs de semences (PPS), dans les régions du Menabe en s'appuyant sur l'expérience des Groupements de paysans semenciers (GPS) développés à partir des années 1980 sur les Hauts Plateaux.

Au cours de la 1<sup>ère</sup> phase, AD2M a sélectionné 15 producteurs chevronnés, souvent des ex-promoteurs de CEP et ayant parfois déjà une expérience de production de semences et les a formés sur l'ensemble des techniques de production de semences (riz, haricot, arachide). Au cours de la 2<sup>ème</sup> phase, le Projet a procédé à la sélection et à la formation de 7 nouveaux PPS dans la zone d'extension, ainsi qu'au recyclage de 6 anciens PPS dans la zone de consolidation. Au total

78,2 t de semences dont 31 tonnes de haricot, 29 tonnes de riz, 15 t de pois du Cap et 3,2 t d'arachide. La multiplication du maïs est en train d'être initiée. Le suivi et le contrôle des cultures sont réalisés par l'équipe du SOC (Service officiel de contrôle des semences et matériel végétal) de la DRAEP.

## La sécurisation foncière décentralisée

Les activités d'AD2M en matière de sécurisation foncière s'inscrivent dans la démarche du Programme national foncier dont l'objectif principal est de répondre au besoin de sécurisation foncière, dans de délais brefs et à des coûts ajustés aux capacités financières des exploitations agricoles familiales. AD2M a fourni en première phase une contribution importante à l'opérationnalisation de la sécurisation foncière décentralisée dans la région du Menabe et continue, en 2<sup>ème</sup> phase, à appuyer son développement dans le Menabe et le Melaky.

Il était important au niveau du Projet que la sécurisation foncière ne soit pas considérée comme une fin en soi et que les interventions dans ce domaine ne soient pas séparées des autres activités du Projet. L'orientation devrait également tenir compte des populations les plus pauvres ayant peu ou pas accès à la terre ou se trouvant en situation de forte insécurité foncière.

La sécurisation foncière décentralisée s'appuie sur la mise en place de guichets fonciers (GF) communaux selon les modalités et besoins identifiés lors du diagnostic foncier préalable. Le rôle attribué aux guichets fonciers est de formaliser, afin de les sécuriser, les appropriations, les transactions foncières (héritage, vente, cessions, etc.) et, à la demande, les contrats de droits secondaires (faire-valoir indirect, etc.).

Après plusieurs années d'appui, les services des GF commencent à être largement connus, appréciés et de plus en plus sollicités par les exploitants agricoles. De même les mairies commencent à mesurer l'importance des services et l'intérêt des GF pour la population et apportent plus d'attention à assurer leur bon fonctionnement. Aujourd'hui, 62% des GF installés en première phase ont atteint leur autonomie de fonctionnement.

## Dispositif d'appui conseil

Les approches classiques de vulgarisation agricole suivant un schéma linéaire de haut vers le bas - des chercheurs vers les vulgarisateurs, et de ceux-ci vers les paysans - se sont révélées au cours des années peu efficaces et pas en mesure de répondre aux préoccupations essentielles et réelles des producteurs. Elles négligent le savoir-faire des producteurs et ne prennent pas en compte ni les capacités et ressources disponibles sur l'exploitation qui pourraient être optimisées, ni les énormes contraintes financières qui existent en général sur les petites exploitations familiales.

L'instrument "champ école simplifié" introduit au cours de la première phase a donné de très bons résultats en matière de taux d'adoption de nouvelles techniques agricoles mieux adaptées au contexte agro-écologique et climatique qui tend à être favorable que par le passé. Les techniques proposées répondent aux problématiques rencontrées par les exploitants et leur permettent aussi d'accéder et d'expérimenter du matériel végétal et agricole qui n'est pas disponible dans leur zone. Les CEP permettent également de promouvoir une solidarité entre les producteurs qui se découvrent des attentes et intérêts communs, qui débouchent souvent sur la constitution d'OP de base.

## Approche par pôle de production et filière

Une approche pôle de production a été choisie pour éviter la dispersion géographique et thématique du Projet. En même temps, cette approche permet de structurer et de concentrer plus facilement les appuis sur des zones homogènes et à fort potentiel agricole, regroupant naturellement une bonne densité de population autour d'activités productives similaires. Le pôle de production a également l'avantage de pouvoir développer des dynamiques économiques autour d'un nombre réduit de filières et présentant un véritable potentiel de développement au niveau de la production et des services connexes nécessaires à l'intensification agricole: production de semences et plants, boutiques d'intrants, services de prophylaxie animale, services financiers, sécurisation foncière, appui spécifique au plus vulnérable.

L'approche filière au niveau de chaque pôle vise à accompagner les dynamiques existantes autour de deux productions végétales ciblées (le riz et une seconde selon les zones: haricots, arachide, maïs, produits maraîchers) et éventuellement une filière non végétale (pêche, petit élevage ou miel) par pôle de production

## I. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		

Mesurer l'indicateur "Femmes de 15 à 49 ans déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)" dans l'enquête d'effets réalisée par les ORN.	RSE, ORN	08/2020
Faire une demande de prolongation et de réallocation du fonds OFID qui arrive à échéance le 31 décembre 2020.	GdM	09/2020
Résilier les contrats des entreprises ECSON (Beboka lot 2) et de C&ALDO (Bemokotra) et lancer immédiatement un autre appel d'offres.	CIR	09/2020
Poursuivre le processus d'acquisition des stations agro-météorologiques, en prorogeant la date de remise des offres.	CPM	09/2020
Informier le dialogue politique sur les acquis d'AD2M en matière de sécurisation foncière.	CP, ROP, CAOP	09/2020
Démarrer le processus d'identification et de construction des infrastructures de stockage et de commercialisation prévues pour 2021.	ROP	09/2020
Mettre en place un plan de redressement pour les GF en souffrance.	SRF Menabe, CAOP	10/2020
Explorer le développement d'un partenariat avec le CECAM sur l'éducation financière	CP/RSE	10/2020
Mener une réflexion avec les autres projets financés par le FIDA sur l'opportunité et les appuis éventuels à apporter pour développer la finance digitale en zone rurale.	CAPFIDA, RSE	10/2020
Envoyer au FIDA la requête de prolongation de 2 ans du Projet.	GdM	12/2020
Etablir des conventions pluriannuelles avec les parties prenantes pour l'entretien et la mise en valeur des périmètres irrigués.	CIR, CAOP	12/2020
Préparer les dossiers pour l'inscription des PI de Demoka et Vondrove en périmètres partenaires auprès des DRAEP.	CIR	12/2020
Appuyer les communes pour inscrire les pistes sur le Fonds routier.	CIR	12/2020
Réaliser le diagnostic institutionnel participatif des OP mises en place en utilisant l'outil DIP/GAIN.	ONGT/CAOP	12/2020
Mettre en œuvre les diagnostics socio-fonciers et les PLOF manquants afin de débloquer l'émission de CF. Informer les intervenants sur les questions transversales.	CPM, ROP, CAOP	
Redémarrer la collaboration avec le FDA en y incluant les activités relatives à l'organisation des producteurs.	ROP	
Efficacité en matière de développement		



<b>Elaborer une stratégie d'inclusion sociale suivi d'un plan d'action opérationnel afin d'intégrer les personnes les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.</b>	CAOP	10/2020
<b>Intégrer l'approche GALS dans la stratégie genre.</b>	CAOP	10/2020
<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>		
<b>Elaborer de manière détaillée la stratégie de désengagement sous forme de plan d'actions en différenciant les interventions entre les zones de consolidation et d'extension.</b>	RSE	09/2020
<b>Gestion du projet</b>		
<b>Réviser à la baisse le PTBA 2020.</b>	CP, RAF	08/2020
<b>Planifier un programme de team building dans le PTBA révisé.</b>	CP	09/2020
<b>Préparer l'amendement des conventions des ONG.</b>	CP, ROP	09/2020
<b>Diligenter le recrutement du consultant individuel chargé de l'élaboration du plan de capitalisation.</b>		09/2020
<b>Finaliser la rédaction des TdR de CERCOM/FLSH pour l'élaboration de la stratégie de C4D et l'accompagnement du Projet dans sa mise en œuvre.</b>		09/2020
<b>Réaliser l'achat des tablettes pour opérationnaliser le système informatisé de gestion de base de données.</b>	CPM	09/2020
<b>Gestion et exécution financière</b>		
<b>Recruter un prestataire pour appui à l'équipe comptable dans l'attente de recrutement de l'AC</b>	CP, RFC	10/2018
<b>Remboursement des 520 000 000 MGA ASAP</b> Eviter la pratique de préfinancements et utiliser les procédures de décaissements prévues. Rembourser les 520 000 000 MGA.	RAF	08/2020
<b>Contributions nationales</b> Finaliser le processus de valorisation des contributions nationales.	CAPFIDA/RAF	08/2020
<b>ASAP frais bancaire</b> Modifier la catégorie des frais bancaires rejetés par le FIDA et soumettre à nouveau la DRF ASAP.	RAF	08/2020
<b>Prolonger le contrat du RAF</b> Etablir un nouveau contrat pour l'ancienne RAF permettant de couvrir la période de mission d'audit 2019 et la passation avec le nouveau RAF.	CP, CPM	08/2020

<b>TMP</b>  Approfondir la mise en application de la TMP dans les projets afin de respecter les termes de l'Accord de financement.	CAPFIDA	08/2020
<b>FAO USD 1M</b>  Procéder à la régularisation de l'avance de 1 000 000 USD et la mettre dans la catégorie appropriée.	FIDA	09/2020
<b>Enrichir la base de données des prestataires au niveau des deux régions d'intervention du Projet.</b>	CPM	10/2020
<b>Audit interne</b>  Programmer une intervention de l'audit interne au moins une fois par an.	CAPFIDA, MAEP	11/2020
<b>Veiller au respect des engagements financiers stipulés dans l'Accord de financement.</b>	GdM	
<b>Optimiser les méthodes de passation de marchés pour assurer le traitement de la majorité du processus au niveau régional</b>	CP, CPM, PRMP	
<b>Appliquer les mesures exceptionnelles de passation de marchés liées au COVID-19, conçues par le FIDA.</b>	CP, CPM	
<b>Etablir une note justificative des prix pour tout marché par entente directe.</b>	CPM	



Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

#### **Cadre logique du projet**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes



## Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II

### Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée Total Project Outreach	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages							Rapports annuels d'activités			
	Membres des ménages			342 000	34 350	196 356	57.4				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							Rapports annuels d'activités			
	Ménages	0		57 000	5 725	32 726	57.4				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							Rapports annuels d'activités			
	Femmes			17 100	1 820	10 296	60.2				
	Hommes			39 900	3 905	22 430	56.2				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			57 000	5 725	32 726	57.4				
Objectif du projet											
Objectif de développement Les exploitations agricoles améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire dans les régions du Menabe et Melaky.	Augmentation l'indice d'accumulation des biens des ménages bénéficiaires directs du projet							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités			Stabilité sociopolitique dans le pays; Les conditions macroéconomiques s'améliorent;
	Augmentation l'indice d'accumulation des biens des ménages	0		25							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Augmentation du revenu des bénéficiaires directs							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités			
	Augmentation du revenu	0		40							
	Réduction de 4 à 2 mois de la période de soudure des bénéficiaires directs							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités			
	Réduction de la période de soudure en mois	4		2							
<b>Effet direct</b> 1.0 Des systèmes de production des EAF performants et résilients au changement climatique sont adoptés à large échelle.	Membres des ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets du changement climatique							Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;			R. Catastrophe naturelle; R. Insécurité rurale;
	Femmes				6 273						
	Hommes				12 347						
	Membres des ménages			158 540	18 620						
	3.2.2 Ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique							Rapport d'activités; Rapport de revue à MP			
	Membres des ménages				37 050	122 634					
	Hommes				25 194	78 388					
	Femmes				11 856	44 246					
	Jeunes				10 003	33 729					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes autres que les jeunes				27 047	88 903					
	Ménages dirigés par une femme				2 669	6 734					
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef				3 506	13 705					
	Ménages			35 000	6 175	20 437	58.4				
	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production							Rapport d'activités;Rapport de revue à MP			
	Membres des ménages				29 244						
	Hommes				19 009	69 771					
	Femmes				10 235	28 239					
	Jeunes				11 690	33 675					
	Personnes autres que les jeunes				17 554	64 335					
	Ménages dirigés par une femme				1 775	4 736					
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef				3 099	11 602					
	Ménages			15 000	4 874	16 338	108.9				
	3.2.1 Tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (CO2) évitées ou de carbone fixé							Mesure de l'emission de gaz a effet de serre			
	Tonnes			290 000							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	1.2.8 Femmes déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)							Enquête périodique auprès des bénéficiaires sur le Score de Consommation Alimentaire	Semestrielle	UGP/ONN	
	Femmes (%)	35		70		50	71.4				
<b>Produit</b> 1.1 Des infrastructures productives résilientes sont mises en place	Groupes locaux participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique							Rapport annuel d'activités			Adhésion des communes et régions
	Groupes	0		25	0						
	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							Rapport annuel d'activités			
	Superficie en hectares			9 120	0	1 130	12.4				
	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat							Rapport annuel d'activités			
	Superficie de terre			24 000	3 975						
	3.1.3 Personnes ayant accès à des technologies de fixation du carbone et de réduction des émissions de gaz à effet de serre							Rapport annuel d'activités			
	Femmes			5 100	6 239	14 005	274.6				
	Hommes			11 900	12 057	26 904	226.1				
	Jeunes			8 500	4 980	9 462	111.3				
	Personnes autres que les jeunes			8 500	13 316	31 447	370				
	Personnes ayant accès aux technologies			17 000	18 296	40 909	240.6				
	3.1.2 Personnes ayant reçu des services d'information climatique							Etudes & enquetes aupres			
	Femmes				1 502	5 748					



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Hommes				2 463	14 452					
	Jeunes				1 927	6 794					
	Personnes autres que les jeunes				2 038	13 406					
	Personnes bénéficiant de services d'information climatique			15 520	3 965	20 200	130.2				
<b>Produit</b> 1.2 Les producteurs sont organisés pour la gestion des infrastructures	2.1.4 Producteurs ruraux soutenus qui sont membres d'une organisation de producteurs ruraux										
	Nombre total de personnes				5 217	14 388					
	Hommes			18 900	3 403	11 340	60				
	Femmes			8 100	1 814	3 048	37.6				
	Jeunes			13 500	2 061	3 850	28.5				
	Personnes autres que les jeunes				3 156	10 538					
	Femmes occupent des postes de direction				154	193					
<b>Produit</b> 1.3 Des services d'appui à la production de qualité sont disponibles	Tonnes de semences de qualité produites							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP			Mobilisation des opérateurs privés
	Tonnes de semences de qualité produites			250	3.9	125.9	50.4				

Chaîne logique	Indicateurs						Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	
	1.1.1 Nombre de personnes dont les droits de propriété ou d'usage de ressources naturelles ont été enregistrés dans les cadastres nationaux et/ou systèmes de gestion des informations géographiques									
	Nombre total de personnes				14	2 563				
	Femmes			2 000	6	561	28.1			
	Hommes			6 000	8	2 002	33.4			
	Jeunes			4 000	0	733	18.3			
	Personnes autres que les jeunes				14	1 780				
	3.1.1 Groupes soutenus dans la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat									
	Groupes soutenus			895	247	911	101.8			
	Taille des groupes				4 581	17 781				
	Hommes				2 891	12 672				
	Femmes				1 690	5 109				
	Jeunes				1 913	5 666				
	Personnes autres que les jeunes				2 668	12 115				
	Femmes occupent des postes de direction					369				
	1.1.8 Ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition									

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre de personnes qui participent			10 000	0	11 619	116.2				
	Hommes			5 000	0	4 577	91.5				
	Ménages			10 000	0	11 619	116.2				
	Femmes			5 000	0	7 042	140.8				
	Jeunes			5 000	0	5 827	116.5				
	Personnes autres que les jeunes			5 000	0	5 792	115.8				
	Ménages dirigés par une femme			5 000	0	7 042	140.8				
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef			5 000	0	4 577	91.5				
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production										
	Nombre total de personnes formées par le projet				3 202	3 202					
	Nombre total de présences aux sessions de formation				4 934	21 292					
	Hommes formés à la production végétale			10 500	2 891	12 417	118.3				
	Femmes formées à la production végétale			4 500	1 690	6 049	134.4				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Jeunes formés à la production végétale			7 500	1 913	6 372	85				
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale				2 668	12 094					
	Hommes formés à la production animale				304	1 778					
	Femmes formées à la production animale				39	794					
	Jeunes formés à la production animale				148	874					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale				195	1 698					
	Hommes formés à la production halieutique				7	232					
	Femmes formées à la production halieutique				3	22					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Jeunes formés à la production halieutique				6	110					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production halieutique				4	258					
	Personnes formées à la production végétale			15 000	4 581	18 466	123.1				
	Personnes formées à la production animale				343	2 572					
	Personnes formées à la production halieutique				10	254					
	Hommes formés au moins une fois par le projet				3 202	3 202					
	Femmes formées au moins une fois par le projet					0					
						952					
					1 732	15 052					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Effet direct</b> 2.0 L'accès des producteurs aux marchés rémunérateurs dans le cadre de filières priorisées est amélioré.	Augmentation d'au moins 25 % de la valorisation de la main d'oeuvre							Etudes & enquêtes sur la commercialisation effectué par un bureau d'études			H. Mobilisation des opérateurs privés; H. Le désenclavement est réalisé; R. Insécurité rurale;
	Augmentation de la valorisation de la main d'oeuvre familiale			20							
	2.2.3 Organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des organismes publics ou privés										
	Nombre d'organisations de producteurs			48	9	14	29.2				
	Pourcentage d'organisations de producteurs										
	Femmes occupent des postes de direction										
	Nombre d'organisations de producteurs - culture				4	8					
	Nombre d'organisations de producteurs - élevage				5	6					
<b>Produit</b> 2.1 Des infrastructures de désenclavement et de stockage sont en place	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées										Les communes sont impliquées
	Longueur des routes (km)			34	4.2	8.7	25.6				
	2.1.6 Nombre de menages desservis par les infrastructures de des enclavement - number										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> 2.2 Le partenariat OP/OM est promu	2.1.4 Supported rural producers that are members of a rural producers							Rapport annuels d'activités de l'UGP			Le dialogue OP/OM est établi
	Tonnes/an de produits commercialisés via le partenariat OP/OM			700	300	776	110.9				
<b>Produit</b> 2.3 Des services financiers de proximité sont opérationnels et accessibles	1.1.5 Personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales										Adhésion des IMF
	Nombre total d'accès aux services financiers					3 888					
	Femmes-accès services financiers en zones rurales-épargne			1 840		700	38				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-épargne			2 760		2 103	76.2				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-crédit			2 760		814	29.5				
	Femmes - accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			1 840		271	14.7				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes ayant accès-services financiers dans les zones rurales-épargne					2 803					
	Personnes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit					1 085					





Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

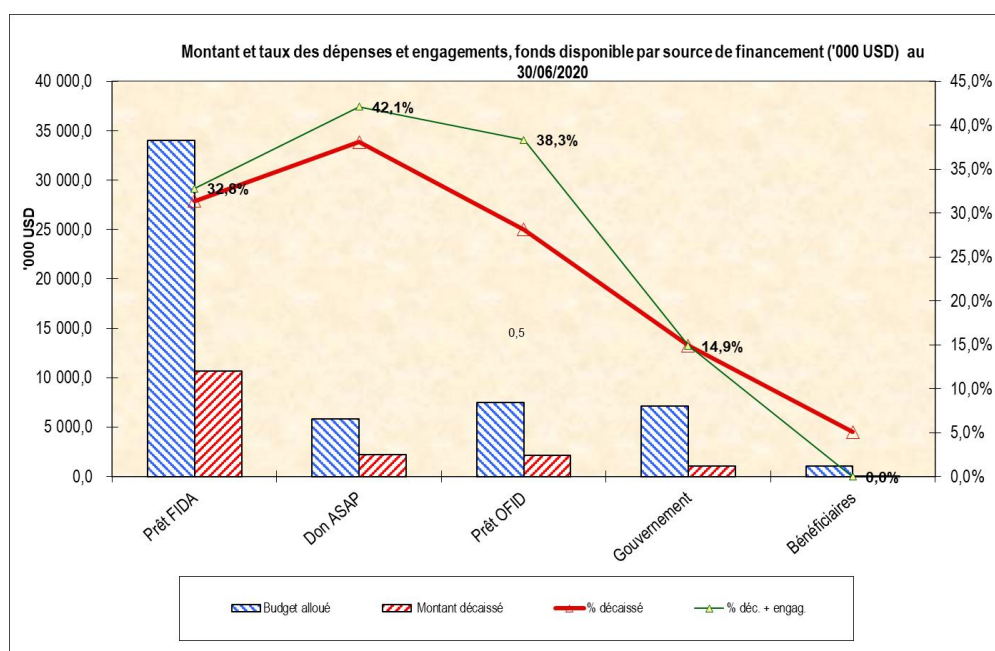
Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 1. Aspects financiers : performance financière

Tableau 2A: Performance financière par bailleur de fonds (27/07/20) (en milliers d'USD)

Source de financement	Budget initial	Budget alloué	Montant décaissé	% décaissé	Engagement, DRF en cours	Total déc. + engag.	% déc. + engag.	Solde disponible
Prêt FIDA	34 427	34 041,1	10 688,6	31,4%	485,6	11 174,2	32,8%	22 867
Don ASAP	6 006	5 810,5	2 214,2	38,1%	233,0	2 447,2	42,1%	3 363
Prêt OFID	7 503	7 500,0	2 108,5	28,1%	766,4	2 875,0	38,3%	4 625
Gouvernement	7 656	7 150,7	1 065,0	14,9%		1 065,0	14,9%	6 086
Bénéficiaires	1 158	1 081,6	55,0	5,1%		55,0		1 027
<b>Total</b>	<b>56 750</b>	<b>55 583,9</b>	<b>16 131,3</b>	<b>29,0%</b>	<b>1 485,0</b>	<b>17 616,3</b>	<b>31,7%</b>	<b>37 968</b>



**Tableau 2B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante au (27/07/20) (USD 000's)**

					Prêt FIDA		DON ASAP		Prêt OFID		GVT	
		Allocation	Réalisation Total	%	Allocation	Réalisation	Allocation	Réalisation	Allocation	Réalisation	Allocation	Réalisation
1	COMPOSANTE 1 : PROMOTION DE SYSTÈMES DE PRODUCTION PERFORMAN	40 289,04	32 634,42	81%	20 230,15	7 696,32	5 802,84	1 654,58	6 975,02	1 880,47	7 281,03	1 344,15
11	Sous composante 1.1 : Développement des infrastructures prod	21 624,22	21 151,64	98%	7 590,23	3 295,80	2 342,77	1 075,87	6 154,76	1 832,04	5 536,46	913,93
12	Sous composante 1.2 : Organisation et Formation des producte	3 771,65	2 309,68	61%	3 020,37	1 405,52	23,26	7,50	211,06	41,85	516,96	103,54
13	Sous composante 1.3 : Appui aux services agricoles efficient	14 893,17	9 173,10	62%	9 619,55	2 995,00	3 436,81	571,22	609,20	6,58	1 227,61	326,68
2	COMPOSANTE 2 : APPUI A L'ACCES AU MARCHÉ ET AUX OPPORTUNITES	7 302,20	1 977,03	27%	6 064,22	641,94	0,00	0,00	253,00	0,00	984,99	97,11
21	Sous-composante 2.1 : Infrastructures de désenclavement, sto	5 557,05	1 622,34	29%	4 544,73	514,38			205,00		807,32	95,64
22	Sous-composante 2.2 : Appui au partenariat OP/OM et accès au	1 745,15	354,69	20%	1 519,48	127,56			48,00		177,66	1,46
3	COMPOSANTE 3 : COORDINATION DU PROJET ET SUIVI-EVALUATION	9 154,70	3 942,04	43%	8 132,34	1 767,09	203,27	53,16	271,70	146,65	547,39	952,79
31	Sous-composante 3.1 : Coordination et gestion du projet	7 794,33	3 603,67	46%	6 849,96	1 549,41	203,27	43,12	231,70	132,75	509,40	934,02
32	Sous-composante 3.2 : Suivi-évaluation et Gestion des savoir	1 360,37	338,36	25%	1 282,38	217,68	0,00	10,04	40,00	13,90	37,98	18,76
	Total	56 745,94	38 553,48	68%	34 426,71	10 105,35	6 006,11	1 707,74	7 499,72	2 027,12	8 813,40	2 394,05

**Tableau 2C1: Décaissements du Prêt du FIDA (en USD, au 27/07/2020)**

	Catégories	Allocation initiale	Décaissements Cumulés au 30 juin 2020	Montant disponible	Taux de décaissement au 30 juin 2020	DRF en cours (dépenses Janvier à Mai 2020)	Total décaissements avec DRF en cours	Montant disponible après DRF en cours	Taux de décaissement prév. avec DRF en cours
	<i>Avance au compte désigné</i>	0	1 500 000,00	-1 500 000,00			1 500 000,00	-1 500 000,00	
	<i>Avance FAO</i>	0	1 000 000,00	-1 000 000,00			1 000 000,00	-1 000 000,00	
I	<b>Consultants</b>	8 806 692	2 531 800,23	6 274 891,77	<b>28,75%</b>	196 035,28	2 727 835,51	6 078 856,49	<b>30,97%</b>
II	<b>Travaux Génie Civil</b>	10 025 228	3 031 076,19	6 994 151,81	<b>30,23%</b>	97 269,03	3 128 345,22	6 896 882,78	<b>31,20%</b>
III	<b>Equipements et Matériel</b>	4 597 204	1 083 490,63	3 513 713,37	<b>23,57%</b>	28 892,71	1 112 383,34	3 484 820,66	<b>24,20%</b>
IV	<b>Formation</b>	2 298 602	489 279,80	1 809 322,20	<b>21,29%</b>	4 577,06	493 856,86	1 804 745,14	<b>21,49%</b>
V	<b>Salaires &amp; Indemnités</b>	3 572 526	750 905,23	2 821 620,77	<b>21,02%</b>	107 920,61	858 825,84	2 713 700,16	<b>24,04%</b>
VI	<b>Coûts de Fonctionnement</b>	1 232 383	302 043,98	930 339,02	<b>24,51%</b>	50 867,40	352 911,38	879 471,62	<b>28,64%</b>
	<b>Non alloué</b>	3 392 515	-	3 392 515,00		-	0,00	3 392 515,00	<b>0,00%</b>
	<b>TOTAUX</b>	<b>33 925 150</b>	<b>10 688 596,06</b>	<b>23 236 553,94</b>	<b>31,51%</b>	<b>485 562,09</b>	<b>11 174 158,15</b>	<b>22 750 991,85</b>	<b>32,94%</b>

**Tableau 2C2: Décaissements du Don ASAP (en USD, au 27/07/2020)**

	Catégories	Allocation initiale	Décaissements Cumulés au 30 juin 2020	Montant disponible	Taux de décaissement au 30 juin 2020	DRF en cours (dépenses Oct à Dec 2019)	Total décaissements avec DRF en cours	Montant disponible après DRF en cours	Taux de décaissement prév. avec DRF en cours
	<i>Avance au compte désigné</i>	0	800 000,00	-800 000,00			800 000,00	-800 000,00	
I	Consultants	649 117	70 756,47	578 360,53	10,90%	11 518	82 274,46	566 842,54	12,67%
II	Travaux Génie Civil	1 533 021	794 592,26	738 428,74	51,83%	185 039	979 631,30	553 389,70	63,90%
III	Equipements et Matériel	1 477 777	94 396,12	1 383 380,88	6,39%	12 049	106 444,80	1 371 332,20	7,20%
IV	Formation	1 477 777	434 510,91	1 043 266,09	29,40%	23 100	457 610,87	1 020 166,13	30,97%
V	Salaires & Indemnités	110 488	19 924,55	90 563,45	18,03%	359	20 283,66	90 204,34	18,36%
VI	Coûts de Fonctionnement	0	0,00	0,00	-	11 199	11 198,78	-11 198,78	-
	Non alloué	552 440	-	552 440,00		-	0,00	552 440,00	0,00%
	<b>TOTAUX</b>	<b>5 800 620</b>	<b>2 214 180,31</b>	<b>3 586 439,69</b>	<b>38,17%</b>	<b>243 263,56</b>	<b>2 457 443,87</b>	<b>3 343 176,13</b>	<b>42,37%</b>

**Tableau 2C3: Décaissements du Prêt OFID (en USD, au 27/07/2020)**

	Catégories	Allocation initiale	Décaissements Cumulés au 30 juin 2020	Montant disponible	Taux de décaissement au 30 juin 2020	DRF 2 en cours (dépenses Nov-Dec 2019 (USD))	Total décaissements avec DRF en cours	Taux de décaissement prév. avec DRF en cours
	AVANCE INITIALE	0	1 000 000,00	-1 000 000,00			1 000 000,00	
I	IRRIGATION INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT AND MANAGEMENT	6 370 000	1 052 268,53	5 317 731,47	16,52%	733 104	1 785 372,38	28,03%
II	IRRIGATION SCHEME ECONOMIC VALORIZATION	860 000	1 094,93	858 905,07	0,13%	2 801	3 895,51	0,45%
III	PROJECT MANAGEMENT UNIT SUPPORT	270 000	55 185,94	214 814,06	20,44%	30 532	85 718,43	31,75%
	TOTAUX	7 500 000	2 108 549,40	5 391 450,60	28,11%	766 437	2 874 986,32	38,33%

Tableau 3C1: Réalisation budgétaire 2019 (en 000 USD, au 27/07/2020)

COMPOSANTE, SOUS COMPOSANTE ET VOLET	TOTAL		%	Prêt FIDA		Don ASAP		Prêt OFID		Total Gouvernement	
	BUDGET	REALISATION		BUDGET	REALISATION	BUDGET	REALISATION	BUDGET	REALISATION	BUDGET	REALISATION
<b>COMP 1 - PROMOTION DE SYSTEMES DE PRODUCTION PERFORMANTS ET RESILIENTS AU CC</b>											
1.1 - Développement des infrastructures productives résilientes	6 026,14	2 146,55	35,6%	2 951,14	1 210,97	857,53	204,85	1 249,82	461,44	967,65	269,30
1.2 - Organisation et formation des producteurs	514,26	429,88	83,6%	426,44	374,82	7,89	7,26	39,38	18,73	40,55	29,07
1.3 - Appui aux services agricoles efficients	1 395,31	667,85	47,9%	926,59	456,99	339,74	134,30	8,14	1,05	120,83	75,51
<b>TOTAL COMPOSANTE 1</b>	<b>7 935,72</b>	<b>3 244,29</b>	<b>40,9%</b>	<b>4 304,17</b>	<b>2 042,78</b>	<b>1 205,17</b>	<b>346,41</b>	<b>1 297,35</b>	<b>481,22</b>	<b>1 129,03</b>	<b>373,88</b>
<b>COMP 2 - APPUI A L'ACCESS AUX MARCHES ET AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES</b>	-	-	-								
2.1 - Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits	492,80	145,56	29,5%	412,77	122,50	-		-		80,03	23,07
2.2 - Appui aux partenariat OP/OM et accès aux services financiers	61,77	46,83	75,8%	61,77	45,87	-		-			0,96
<b>TOTAL COMPOSANTE 2</b>	<b>554,57</b>	<b>192,39</b>	<b>34,7%</b>	<b>474,54</b>	<b>168,37</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>80,03</b>	<b>24,03</b>
<b>COMP 3 - COORDINATION DU PROJET ET SUIVI-EVALUATION</b>	-	-	-								
3.1 - Coordination et gestion du projet	670,03	690,86	103,1%	529,41	429,08	18,07	5,91	25,20	32,45	97,34	223,42
3.2 - Suivi-évaluation et Gestion des savoirs	208,59	143,72	68,9%	172,70	115,55			22,01	13,90	13,88	14,27
<b>TOTAL COMPOSANTE 3</b>	<b>878,62</b>	<b>834,58</b>	<b>95,0%</b>	<b>702,12</b>	<b>544,63</b>	<b>18,07</b>	<b>5,91</b>	<b>47,21</b>	<b>46,35</b>	<b>111,22</b>	<b>237,69</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9 368,90</b>	<b>4 271,26</b>	<b>45,6%</b>	<b>5 480,82</b>	<b>2 755,77</b>	<b>1 223,25</b>	<b>352,32</b>	<b>1 344,56</b>	<b>527,57</b>	<b>1 320,28</b>	<b>635,60</b>

50%

29%

39%

48%

**Taux de change utilisés :**

Taux de change utilisés : 1 USD = 3610 MGA

Réalisation Gouvernement: 1USD = 3 610 MGA taux Budget de l'année



Tableau 3C2: Réalisation budgétaire 2020 (en 000 USD, au 27/07/2020)

COMPOSANTE, SOUS COMPOSANTE ET VOLET	TOTAL		%	Prêt FIDA		Don ASAP		Prêt OFID		Total Gouvernement	
	BUDGET	REALISATION		BUDGET	REALISATION	BUDGET	REALISATION	BUDGET	REALISATION	BUDGET	REALISATION
<b>COMP 1 - PROMOTION DE SYSTEMES DE PRODUCTION PERFORMANTS ET RESILIENTS AU CC</b>											
1.1 - Développement des infrastructures productives résilientes	6 374,01	60,00	0,9%	2 506,52	34,49	168,66 <sup>1</sup>	18,89	1 443,19	0,01	255,65 <sup>1</sup>	6,60
1.2 - Organisation et formation des producteurs	691,99	197,18	28,5%	589,87	176,86	9,50	0,23	49,26	5,29	43,36	14,80
1.3 - Appui aux services agricoles efficients	1 254,58	240,23	19,1%	895,96	196,59	282,01	23,56	3,80	2,60	72,81	17,48
<b>TOTAL COMPOSANTE 1</b>	<b>8 320,58</b>	<b>497,41</b>	<b>6,0%</b>	<b>3 992,35</b>	<b>407,95</b>	<b>460,17<sup>1</sup></b>	<b>42,69</b>	<b>1 496,24</b>	<b>7,91</b>	<b>371,82<sup>1</sup></b>	<b>38,87</b>
<b>COMP 2 - APPUI A L'ACCESS AUX MARCHES ET AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES</b>	-	-	-								
2.1 - Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits	449,79	141,41	31,4%	377,62	118,20					72,18	23,22
2.2 - Appui aux partenariat OP/OM et accès aux services financiers	202,11	1,30	0,6%	201,47	1,27					0,63	0,03
<b>TOTAL COMPOSANTE 2</b>	<b>651,90</b>	<b>142,71</b>	<b>21,9%</b>	<b>579,09</b>	<b>119,46</b>	-		-	-	<b>72,81</b>	<b>23,24</b>
<b>COMP 3 - COORDINATION DU PROJET ET SUIVI-EVALUATION</b>	-	-	-								
3.1 - Coordination et gestion du projet	724,22	267,07	36,9%	519,13	235,00	19,05	2,06	32,66	10,70	153,39	19,31
3.2 - Suivi-évaluation et Gestion des savoirs	184,44	16,29	8,8%	178,10	13,13			6,34	-		3,16
<b>TOTAL COMPOSANTE 3</b>	<b>908,66</b>	<b>283,36</b>	<b>31,2%</b>	<b>697,23</b>	<b>248,13</b>	<b>19,05</b>	<b>2,06</b>	<b>39,00</b>	<b>10,70</b>	<b>153,39</b>	<b>22,47</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9 881,14</b>	<b>923,49</b>	<b>9,3%</b>	<b>5 268,67</b>	<b>775,54</b>	<b>1 479,22</b>	<b>44,74</b>	<b>1 535,24</b>	<b>18,61</b>	<b>598,02<sup>1</sup></b>	<b>84,59</b>

15%

3%

**Taux de change utilisés :**

Taux de change utilisés : 1 USD = 3630 MGA

Réalisation Gouvernement: 1USD = 3 630 MGA taux Budget de l'année



Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 2: Avancement des activités du PTBA**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 2. Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 30 juin 2020

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation2020	% Réal	Quantité	% réal.
COMPOSANTE 1. PROMOTION DE SYSTEMES DE PRODUCTION PERFORMANTS ET RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE										
Sous-composante 1.1. Développement des infrastructures productives résilientes										
Volet Planification territoriale										
Acteurs en planification formés (Structure locale de concertation)	nbre		219	0	1021		45		1285	
Dont femmes	nbre		36	0	99		2		137	
PCD mis à jour	nbre	47	0	0	47				47	100%
SAC élaborés	nbre	19	0	0	0	17	0	0%	0	0%
SRAT élaboré	nbre	2	1	0		1	0	0%	1	50%
PRD&PRDR mis à jour	nbre	1	1	0					1	100%
Appui aux services météorologiques									0	
Stations météorologiques installées	nbre	5	0	0	0	5	0	0%	0	0%
Volet Aménagements hydro-agricoles									0	
Etudes									0	
EIE réalisées (mise en conformité environnementale)	nbre			2		11		0%	2	
Superficie PI à réhabiliter faisant l'objet d'études	ha		4460						4460	
Micro périmètres identifiés	nbre					9	9		9	
Superficie de MPI faisant l'objet d'études APD	ha					200	200	100%	200	
Travaux									0	
Périmètres hydro-agricoles à aménager/réhabiliter	nbre	12		7		14	0	0%	7	58%
Superficie de périmètres démarrés et en cours aménagement/réhabilitation	ha	9120		6060		8240	5830	0%	6960	76%
PI/PEC dont les travaux sont achevés	nbre	12		2		6	0	0%	2	17%
Superficie de PI/PEC aménagés/réhabilités	ha	9120		380		3340	0	0%	380	4%
Superficie additionnelle	ha	6470		330		3240	0	0%	330	5%
Réhabilitation PI									0	
PI à réhabiliter	nbre	4	1	3		5	0	0%	4	100%
Superficie PI à réhabiliter	ha	2250	750	1890					2640	117%
Avancement des travaux pour les PI à réhabiliter										
Avancement travaux Vondrove (910 ha)	%	100%			80%	100	80%	0%	80%	80%

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 2. Etat d'avancement matériel du PTBA

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation2020	% Réal	Quantité	% réal.
<i>Avancement des travaux Ambararata (230 ha)</i>	%	100%		100%					100%	100%
<i>Avancement des travaux Demoka RD (750 ha)</i>	%	100%	7%	85%	100%				100%	100%
Superficie de PI réhabilités	ha	2250		230	750				980	44%
Superficie additionnelle	ha	1430		180					180	13%
<b><u>Nouvel aménagement</u></b>									0%	
PI en cours d'aménagement	nbre	4	2	2	5	4	0	0%	9	225%
Superficie PI à aménager	ha	4100	3200	3200		5170	0	0%		0%
<i><u>Avancement des travaux pour les PI à aménager</u></i>										
<i>Avancement travaux Beboka lot 1</i>	%	100%	0%	40%	50%	100	50%	0%	50%	50%
<i>Avancement travaux Beboka lot 2</i>	%	100%		7%	25%	100	25%	0%	25%	25%
<i>Avancement travaux Marifilaly (1600 ha)</i>	%	100%	4%	30%	75%	100	75%	0%	75%	75%
<i>Avancement travaux Veromanga (160 ha)</i>	%	100%		0%	0%	100	0	0%	0%	0%
PI aménagés	nbre	4		0		3	0	0%	2	50%
Superficie PI nouvellement aménagés	ha	4100		0		2670	0	0%	0	0%
Superficie additionnelle	ha	3900		0		2670	0	0%	0	0%
<b><u>Aménagement des PEC</u></b>									0	
PEC en cours d'aménagement	nbre	4		2		5	0	0%	2	50%
Superficie PEC à aménager	ha	2770		970		3070	0	0%	970	35%
<i><u>Avancement des travaux pour PEC</u></i>										
<i>Avancement travaux PEC Bemarivo Ankirondro (3000 ha)</i>	%	100%		0%					0%	0%
<i>Avancement travaux PEC Bemokotra (820 ha)</i>	%	100%		0%	25%	80	25%	0%	25%	25%
<i>Avancement travaux PEC Behoria (1580 ha)</i>	%	100%		0%		20	0	0%	0%	0%
<i>Avancement travaux PEC Bejangoa (300 ha)</i>	%	100%		0%		100	0	0%	0%	0%
<i>Avancement travaux PEC Potseho (160 ha)</i>	%	100%		0%		100	0	0%	0%	0%
<i>Avancement travaux PEC Bedanoro (210 ha)</i>	%	100%		0%		100	0	0%	0%	0%
<i>Avancement travaux PEC extension Kamoko (150 ha)</i>	%	100%		100%			0		100%	100%
PEC aménagés	nbre	4		1		3	0	0%	1	25%
Superficie de PEC aménagés	ha	2770		150		670	0	0%	150	5%
Superficie additionnelle	ha	1140		150		570	0	0%	150	13%
Longueur canal construit	km			3,4		0			3,4	
Longueur canal réhabilité	km			7,288		0			7,288	

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 2. Etat d'avancement matériel du PTBA

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation2020	% Réal	Quantité	% réal.
Superficie de MPI aménagés	ha	200				50	0	0%	0	0%
<b><u>Premier labour</u></b>										
Superficie labourée						2300		0%	0	
<b>Sous-composante 1.2. Organisation et formation des producteurs</b>										
<b><u>Volet Appui à l'organisation des producteurs</u></b>										
<b><u>Consolidation des OP</u></b>										
OP appuyées	nbre	53	38	38	24	38	25	66%	38	72%
Membres des OP appuyées	nbre	4759	4321	4321	2051		1784	100%	4321	91%
<i>Dont femmes</i>	nbre	849	826	826	324		294		826	97%
<b><u>Constitution des OP</u></b>										
OP constituées	nbre	61	0	12	13	22	3	14%	25	41%
Membres des OP constituées	nbre	10500	0	944	893		298	100%	1837	17%
<i>Dont femmes</i>	nbre	1600	0	150	216				366	23%
<b><u>Formation des OP</u></b>									0	
OP formées	nbre		5	22	26	34	0	0%	26	
Membres des OP formées	nbre		45	227	162	150	0	0%	227	
<i>Dont femmes</i>	nbre		3	21	15	0			21	
<b><u>Visites d'échanges in zone des OP</u></b>							0			
OP participants aux visites d'échanges	nbre		2	6	11	6	0	0%	19	
Membres des OP participant aux visites d'échanges	nbre		45	57	26	75	0	0%	128	
<i>Dont femmes</i>	nbre			7	3		0		10	
<b><u>Visites d'échanges hors zone des OP</u></b>	nbre					0	0			
OP participants aux visites d'échanges	nbre		0	13		0	0		13	
Membres des OP participant aux visites d'échanges	nbre		0	49		0	0		49	
<i>Dont femmes</i>	nbre		0	6		0	0		6	
<b><u>Volet Appui à l'éducation nutritionnelle</u></b>									0	
Fokontany touchés par l'éducation nutritionnelle	nbre	100	101	145	65	106	0	0%	311	311%
Bénéficiaires formés	nbre	10000	2952	4023	5117	4240	0	0%	12092	121%
<i>Dont femmes</i>	nbre	8000	2056	2910	2856	0	0		7822	98%
Jardins potagers installés	nbre	2200	0	867	880				1747	79%
Bénéficiaires de jardin potager	nbre	2200	0	867	880				1747	79%

## Appendice 2. État d'avancement matériel du PTBA

[illegible]

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 2. Etat d'avancement matériel du PTBA

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation2020	% Réal	Quantité	% réal.
<u>Agriculture</u>										
CEP encadrés	nbre	620	142	233	244	330	245	74%	864	139%
Nombre de participants aux CEP	nbre	12400	2851	4333	4232	5950	4866	82%	16282	131%
<i>Dont femmes</i>	nbre	3720	748	1354	1156	1780	1782	100%	5040	135%
Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	ha	5900	735,25	1397,21	1470,42	3000	1681,91	56%	5284,79	90%
Semences améliorées distribuées	kg	116900	26450	69039,1	60719,7	60025	49645,25	83%	205854,05	176%
Matériels agricoles distribués	nbre	9350	2495	1603	1713	1700	549	32%	6360	68%
Insecticide distribué (traitement partie aérienne)	l	620	90,3	39,25	116,25	270	52,5	19%	298,3	48%
Insecticide distribué (contre les insectes terricoles)	kg				98,8				98,8	
Fongicide distribué	kg	250	6	0	37,5	30		0%	43,5	17%
<b>CEP apiculture</b>									0	
CEP apiculture encadrés	nbre		0	42	42	50	34	68%	118	
Nombre participants aux CEP	nbre		0	541	414	500	324	65%	1279	
<i>Dont femmes</i>	nbre		0	62	23	150	34	23%	119	
Nombre de ruches complètes distribuées	nbre		0	635	487	1600	375	23%	1497	
Nombre ruches peuplées	nbre		0	262	188	1600	170	11%	620	
Quantité de miel produite	l		0						0	
<b>CEP porciculture</b>									0	
CEP porciculture encadrés	nbre			10	5	20	4	20%	19	
<i>Naisseur</i>	nbre			5	3		0		8	
<i>Engraissement</i>	nbre			5	2		4		11	
Nombre participants aux CEP	nbre			50	25	100	19	19%	94	
<i>Dont femmes</i>	nbre			24	11	30	5	17%	40	
Nombre de cheptels distribuées	nbre			101	81	330	66	20%	248	
<b>Visite d'échanges</b>									0	
Visites réalisées	nbre		1	4	4	9	0	0%	9	
Participants aux visites	nbre		16	65	72		0		153	
<i>Dont femmes</i>	nbre		0	31	17		0		48	
<b>Appui au développement de l'agro-écologie et de reboisement</b>									0	
<u>Diffusion des techniques d'agriculture de conservation</u>									0	
CEP agriculture de conservation encadrés	nbre	130	0	32	73	80	23	29%	128	98%



**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 2. Etat d'avancement matériel du PTBA

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation202 0	% Réal	Quantité	% réal.
Nombre de participants aux CEP	nbre	1300	0	372	793	800	227	28%	1392	107%
<i>Dont femmes</i>	nbre	420	0	96	315	240	60	25%	471	112%
Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	ha	650	0	63,84	137,21	200	41,87	21%	242,92	37%
Semences de culture principale distribuées	kg	32500	0	2138	1485	4000	860,5	22%	4483,5	14%
Matériels distribués	nbre	390	0	14	28	80	22	28%	64	16%
Insecticide distribué	l	130	0	15	11				26	20%
<u>Reboisement et arboriculture fruitière</u>									0	
Nouveaux pépiniéristes formés	nbre	26	39	0	18				57	219%
Jeunes plants produits en pépinière	nbre	645000	75000	152122	151375	150000	0	0%	378497	59%
Jeunes plants reboisés	nbre	645000	4950	67660	111415	200000	144772	72%	328797	51%
Bénéficiaires reboisement et arboriculture fruitière	nbre	29250	654	6092	8660	13000	12445	96%	27851	95%
<i>Dont femmes</i>	nbre	13460	239	1981	3381	3900	3604	92%	9205	68%
<b><i>Sensibilisation et éducation environnementale</i></b>									0	
Réunions de sensibilisation environnementale tenues au niveau scolaire	nbre	230	0	21	66				87	38%
Nombre de thématiques diffusées			0	11	3				14	
Participants aux réunions de sensibilisation	nbre	1040	0	1833	2849		930		5612	540%
<i>Dont femmes</i>	nbre	420	0						0	0%
Nombre d'établissements scolaires touchées	nbre	26	0	21	49	35	32	91%	102	392%
Nombre d'encadreurs formés	nbre	52	0	2	31	0	36		69	133%
Réunions de sensibilisation environnementale tenues au des producteurs	nbre		0	31	115				146	
Nombre de thématiques diffusées	nbre		0	11	3				14	
Nombre de participants aux réunions de sensibilisation	nbre		0	866	3479				4345	
<i>Dont femmes</i>					1213				1213	
<b><i>Développement de solutions énergétiques alternatives</i></b>									0	
Animateurs en foyers améliorés formés	nbre			15	290		0		305	
<i>Dont femmes</i>	nbre			8	252		0		260	
<i>Dont jeunes</i>	nbre			0			0		0	
Foyers économiques diffusés	nbre	5000		410	1574	3000	1113	37%	3097	62%
Bénéficiaires de foyers améliorés	nbre	5000		322	1052	1500	977	65%	2351	47%
<i>Dont femmes</i>	nbre			73	793	450	860	191%	1726	
<i>Dont jeunes</i>	nbre			61	469		380		910	

## Appendice 2. État d'avancement matériel du PTBA

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 2. Etat d'avancement matériel du PTBA

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation202 0	% Réal	Quantité	% réal.
Paysans semenciers installés	nbre	7	2	0	5	3	0	0%	7	100%
Semences produites	kg	250000	40400	29220	49500	15000	3900		123020	49%
<i>Riz</i>	kg		14400	6000	8500	18000	3900	26%	32800	
<i>Haricot</i>	kg		21000	10000	26000	15000	0	0%	57000	
<i>Pois du Cap</i>	kg		5000	10000	10000	5000	0	0%	25000	
<i>Arachide</i>	kg			3220	5000	17000	0	0%	8220	
<i>Maïs</i>	kg				0		0	0%	0	
<u>Accès aux matériels agricoles</u>										
Artisans formés	nbre		2	1	0		0		3	
Mécaniciens formés	nbre		2	0			0		2	
Atelier d'entretien mécanique installé	nbre		0	0	0		0		0	
Hangar pour unités de fabrication de matériels agricoles construit	nbre	5	0	1	2				3	60%
Matériels agricoles produits	nbre		2596	3036	1780		1527		8939	
Matériels apicoles produits			220	10200	770		750		11940	
<u>Boutiques d'approvisionnement en intrants agricoles</u>										
Détenteurs de boutiques formés/recyclés	nbre		15	8	3		0		26	
Boutiques d'intrants installées	nbre		0	2	5		0		7	
<b><u>Volet Microprojets aux plus vulnérables (MPV)</u></b>									0	
Nombre de MPV	nbre	630	98	83	130	80	26	33%	337	53%
Bénéficiaires de MPV	nbre	4700	629	582	942	570	183	32%	2336	50%
<i>Dont femmes</i>	nbre	2350	489	334	607	265	122	46%	1552	66%
<i>Dont jeunes</i>					409		88		497	
<b>COMPOSANTE 2. APPUI A L'ACCES AUX MARCHES ET AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES</b>										
<b>Sous-composante 2.1. Infrastructure de désenclavement, stockage et valorisation des produits</b>										
<b><u>Volet Infrastructures de désenclavement</u></b>										
Piste réhabilitée	km	34	0	4,5		4,2	4,2	100%	8,7	26%
Points critiques traités	nbre			0		4	4	100%	4	
Embarcadère construit	nbre	9	0	0					0	0%
Drague tractable acquise	nbre	1	0	0					0	0%
Etude pont Manamby	nbre					1	0	0%		

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 2. Etat d'avancement matériel du PTBA

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation2020	% Réal	Quantité	% réal.
Ouvrage de franchissement réhabilité	nbre	10	0	0		2	0	0%	0	0%
<b>Volet infrastructure de stockage et de valorisation des produits</b>			0							
Magasins de stockage de produits construits	nbre	12	0	0		3	0	0%	0	0%
GCV construits	nbre	8	0	0					0	0%
Magasins de groupage de lot construits	nbre	4	0	0					0	0%
<b>Sous-composante 2.2. Appui au partenariat OP/OM et Accès aux services financiers</b>										
<b>Volet Organisation professionnelles des producteurs et appui au partenariat OP/OM</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Organisation des producteurs</b>	nbre									
Nombre d'OP commerciales structurées	nbre	48		0	5	13	3	23%	8	17%
Nombre des membres des OP commerciales	nbre			0	43	100	265	265%	400	
<i>Dont femmes</i>	nbre			0	30		92		122	
<i>Dont jeunes</i>	nbre			0	18		116		134	
Bénéficiaires CEP membres des OP	nbre			0	101	100		0%	101	
<i>Dont femmes</i>	nbre			0	15				15	
<i>Dont jeunes</i>	nbre			0	11				11	
Thématiques de formations en commercialisation	nbre			0	2				2	
Participants aux formations	nbre			0	36				36	
<i>Dont femmes</i>	nbre			0	24				24	
<i>Dont jeunes</i>	nbre			0	4				4	
Nombre de visites d'échanges réalisées	nbre	40		0	1	2		0%	1	3%
Nombre de participants aux visites d'échanges	nbre			0	18				18	
<i>Dont femmes</i>	nbre			0	1				1	
<i>Dont jeunes</i>	nbre			0	0				0	
<b>Intermédiation</b>									0	
Nombre d'OM contacté	nbre		1	5	4				10	
OP accompagnées dans le processus de contractualisation avec OM	nbre	48		0	1	8		0%	1	2%
Nombre de membres touchés	nbre			0	75	100		0%	75	
<i>Dont femmes</i>	nbre			0	0				0	
<i>Dont jeunes</i>	nbre			0	0				0	
Contrat OP/OM établis	nbre			0	0	3	1	33%	1	

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 2. Etat d'avancement matériel du PTBA

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	Réalisation 2016-2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	PTBA 2020			Réalisations cumulées	
						PTBA 2020	Réalisation202 0	% Réal	Quantité	% réal.
Producteur ayant contracté avec OM	nbre				153	100	12	12%	165	
Quantité de produits vendus à travers couple OP/OM	T	4900		0	476	1350	300	22%	776	16%
<b><u>Manifestations économiques</u></b>									0	
Participation à des événements économiques	nbre	36	6	4	4	4	0	0%	14	39%
Participants à des événements économiques	nbre		35	46	45				126	
<i>Dont femmes</i>	nbre			3	2				5	
<i>Dont Jeunes</i>	nbre								0	
<b><u>Volet Finance rurale</u></b>									0	
Caisse IMF mis en place	nbre	8		0					0	0%
Nombre membres	nbre	7800	3401	0					3401	44%
<i>Dont femmes</i>	nbre		935	0					935	
Montant total de crédit octroyé	USD		902958	0					902958	
<b>COMPOSANTE 3. GESTION DU PROJET ET SUIVI-EVALUATION</b>										
<b>Sous-composante 3.1. Coordination et gestion du Projet</b>										
Réunions CROS et CNP réalisées	nbre		6	3		1		0%	9	
Visites de terrains CROS et CNP	nbre		0	3		2		0%	3	
Taux de réalisation du PTBA	%	100%		51%		100%		0%		
<b>Sous-composante 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs</b>										
<b><u>Volet suivi évaluation</u></b>										
Situation de référence élaborée			0	0	1				1	
Enquête ROR réalisée	nbre	5	1	2	1	2	2	50%	6	120%
Enquête sondage de rendement réalisée	nbre	30	2	2	2	4	2	0%	8	27%
<b><u>Volet information communication</u></b>									0	
Dépliants, affiches, roll up élaborés	nbre		0	0					0	
Nombre de vidéo produits			0	2			1		3	
Mise à jour site web	nbre		0	1					1	



Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 3. Respect des dispositions de l'accord de financement : Etat d'avancement

Section	Disposition	Objectif/date prévue	État d'avancement/date
<b>Section B.5</b>	Deux comptes désignés libellés en dollar des Etats-Unis (USD) destinés à recevoir les fonds provenant du prêt du Fonds et du don du Fonds fiduciaire ASAP sont ouverts au nom de l'emprunteur auprès de la Banque centrale de Madagascar	Au début du Projet	<b>Disposition respectée.</b> Les deux comptes désignés ont été ouverts conformément aux dispositions de l'accord de financement et les dépôts initiaux ont été reçus le 10 novembre 2016.
<b>Section B.6</b>	L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Projet en monnaie locale pour un montant équivalent à Sept millions sept cents mille dollar des Etats-Unis (7 700 000 USD). Ces fonds représentent la contribution monétaire de l'Emprunteur au financement du Projet sur ses ressources propres internes, ainsi que l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Projet. Un compte de Projet sera ouvert en monnaie locale auprès du Trésor public ou d'un établissement bancaire acceptable pour le Fonds afin de recevoir la contribution monétaire de l'Emprunteur.	Annuellement	<b>Disposition partiellement respectée.</b> Les contributions en numéraire reçues au titre de 2019 relatives aux accords FIDA, ASAP et OFID sont respectivement de 585 millions et 250 millions MGA (330 000 USD). Pour l'année 2020, un montant de 750 millions MGA et 1 milliard MGA ont été inscrits dans la loi de finances initiale 2020 mais en sont plus reprises dans la Loi de finances rectificative (LFR).
<b>Section 7.08</b>	Les procédures de passation des marchés pour l'acquisition de biens, travaux et services, sont effectuées conformément aux procédures indiquées en Annexe 3	En permanence	<b>Globalement conforme selon rapport exercice 2018.</b> Le rapport sur le contrôle interne produit dans le cadre de l'audit des comptes de l'exercice 2018, n'a pas fait état de manquements majeurs.
<b>Section 7.08</b>	L'assurance pour les biens et les constructions doit être financée par les fonds du financement conformément à des saines pratiques commerciales.	Pendant la mise en œuvre du Projet	<b>Disposition respectée.</b> Le contrat d'assurance sur les véhicules a été renouvelé en janvier 2020 avec l'assureur ARO pour une année. L'assurance multirisques et dommages couvre les locaux et biens de l'UGP jusqu'en juillet 2021.
<b>Section 8.03</b>	Rapport d'activités et examens à mi-parcours: a) L'agent principal, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fonds aux exigences du Fonds.	Semestriel & annuel	<b>Disposition respectée.</b> Le rapport d'activité annuel 2019 a été envoyé au FIDA. Les rapports financiers trimestriels (3 <sup>ème</sup> trimestre, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2019, 1 <sup>er</sup> trimestre 2020) ont été transmis à temps au FIDA.
<b>Section 9.03 a) et b)</b>	L'Emprunteur/ Le Bénéficiaire doit: a) faire vérifier, chaque année fiscale les comptes; b) remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale, le rapport d'audit et la réponse à la lettre de recommandation.	30 septembre 2020	<b>Disposition respectée.</b> Le processus de recrutement du cabinet d'audit est en cours, le rapport doit être transmis avant le 30/9/2020.





Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 4: Analyse technique de fond**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes



## **Appendice 6. Analyses techniques**

### **I- Analyse de l'impact du COVID-19 et mesures d'atténuation prises par le Projet**

#### ***1. Impact du COVID-19 sur les activités et les bénéficiaires du Projet***

Les impacts de la pandémie liée au COVID-19 ont été très sensibles au niveau du projet AD2M et sont traduits par les aspects suivants:

##### **➤ Limitation des échanges et de la circulation au niveau mondial**

- Pénurie d'intrants agricoles notamment les engrais, dont la majorité provient de la Chine.
- Rareté des collecteurs et baisse du prix de collecte des produits d'exportation.
- Désistement des opérateurs de marché pour les produits de niches tels que piment.
- Non disponibilité des tracteurs pour les prestations de service de labour mécanisé, prévues par la société BEMACO.

##### **➤ Confinement au niveau national**

- Restriction des déplacements internes:
  - Impossibilité de reprise de chantiers par les entreprises;
  - Retard/difficulté/hausse des coûts d'envoi des matériels/semences;
  - Descente sur terrain impossible des consultants et partenaires du Projet;
  - Pénurie de main d'œuvre agricole, entraînant une hausse du coût de production;
  - Baisse des transactions malgré la libre circulation des marchandises.
- Service minimum au niveau de l'administration centrale:
  - Forte perturbation du processus de passation de marchés (p. ex: suspension sine die pour les appels à manifestation d'intérêt (AMI) et appels d'offres (AO) lancés avant les mesures restrictives nationales, retard de contractualisation de l'Auditeur financier, ...);
  - Perturbation de toutes les activités nécessitant un pilotage institutionnel, à l'instar des SAC et SRAT.
- Baisse de pouvoir d'achat et de consommation des grands centres urbains.
- Forte dégradation des mécanismes de financement formel:
  - Difficulté d'accès au financement formel;
  - Baisse des opportunités d'affaires et d'investissement, donc diminution des marchés financiers et des résultats d'exploitation des IMF;
  - Retrait massif des dépôts, y compris les dépôts à terme non arrivés à échéance;
  - Dégradation du portefeuille de crédit.

##### **➤ Impact au niveau des ménages de la zone du Projet**

- Mévente ou vente de détresse des produits agricoles entraînant un effritement des revenus.
- Baisse du prix des produits vivriers, y compris le riz.
- Difficulté à financer la mise en place et/ou l'entretien des cultures:
- Réduction des superficies cultivées malgré les conditions pluviométriques favorables;

- Négligence des travaux d'entretien cultural.

## **2. Réorientation stratégique de l'intervention d'AD2M**

L'UGP a pris rapidement des mesures pour maintenir autant que possible son niveau d'activité et d'avancement des travaux. Les mesures prises par le Projet sont les suivantes:

- Mise en suspens des nouvelles filières/filières de niche (piment et haricot marbré) et concentration sur les produits de grande consommation.
  - Augmentation des interventions permettant aux paysans d'assurer comme il se doit les prochaines campagnes.
  - Recherche des voies et moyens pour démarrer des travaux de faible envergure, maintenant où les grands aménagements sont pour le moment en instance.
  - Basculement, dans la limite du possible, au niveau régional des marchés devant être passés au niveau national:
- Eclatement des lots de travaux à la portée des PME locales, afin de les pouvoir passer par consultation de prix par affichage.
- Préparation, en vue d'une requête de financement, d'un document RPSF/FIDA (stimulation des pauvres en milieu rural) en vue d'atténuer les effets de la pandémie.

### **Adoption de nouveaux modes opératoires pour avancer certaines activités:**

- Utilisation des NTIC: moins de déplacement et plus de télétravail:
- Utilisation de la visioconférence (réunion de coordination, atelier de validation SAC, ...);
  - Elaboration de PLOF à distance par le SAPLOF et le SRT.
    - Eclatement en petits groupes pour les réunions et formations afin de se conformer aux mesures sanitaires d'hygiène et de distanciation:
  - Formation des CRL au niveau fokontany pour éviter le regroupement au niveau du chef-lieu de la commune;
  - Regroupement par sous-groupe de dix personnes pour les CEP;
  - Approche individualisée par des rencontres des leaders associatifs pour l'appui aux associations.
- Réalisation en régie d'activités dont la mobilisation de prestataires et/ou partenaires n'est plus possible:
- Réalisation en régie par l'équipe du Projet des études des micro-périmètres ASAP;
  - Extraction du miel par l'équipe du Projet avec l'envoi par l'opérateur du matériel l'extraction alors qu'auparavant l'opérateur réalisait lui-même cette opération pour s'assurer de la qualité du produit.
- Possibilité de démarrer une exploitation partielle du GPI de Marifilaly (secteur couvert par le CS1) avec la mise en eau du CS1, moyennant quelques adaptations techniques temporaires en attendant avant l'achèvement total du GPI.

## II- Vue d'ensemble détaillée et progrès enregistrés

AD2M-II est placé sous la tutelle du MAEP. Le Projet couvre 47 communes (consolidation des actions dans 20 communes touchées en phase I et zone d'extension couvrant 27 nouvelles communes dans la phase II), réparties dans 7 districts des régions du Menabe et du Melaky et vise à toucher 57 000 ménages. Il est articulé autour des 2 composantes techniques: (i) Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique; (ii) Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques; et (iii) d'une composante de gestion du Projet.

Globalement, la mise en œuvre des activités prévues a été fortement affectée par les mesures de confinement et de restriction de circulation et de réunion prises par le Gouvernement pour lutter contre la pandémie du COVID-19. Cela a entraîné un fonctionnement limité de l'administration centrale, qui a assuré un service minimum et un net ralentissement des flux économiques et commerciaux. Le processus de passation de marchés a été fortement perturbé, ainsi seulement 7,5% du montant prévu dans le plan de passation de marchés (PPM) a été réalisé.

L'UGP a cependant revu très rapidement ses procédures de travail pour s'adapter aux contraintes sanitaires et pouvoir exécuter certains marchés et des activités en privilégiant celles permettant de renforcer les activités productives des bénéficiaires.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le taux d'exécution financière du Plan de travail et budget annuels (PTBA) au 27 juillet 2020 est de 9% contre un taux d'exécution physique de 30%. L'écart entre les taux de réalisation financière et technique pour les composantes 1 et 2 s'explique par le fait que: (i) certaines activités sont engagées ou en cours, mais non payées encore; (ii) l'équipe du Projet a réalisé directement certaines activités faute de mobilisation de prestataires (études micro-périmètres, etc.).

Composante	Taux d'exécution global PTBA			
	2019		2020 (31/07/20)	
	physique	financier	physique	financier
C1. Systèmes de production performants et résilients	59%	41%	21%	6%
C2. Accès au marché et aux opportunités économiques	44%	35%	38%	22%
C3 Gestion du Projet et suivi évaluation	83%	95%	31%	31%
Total	62%	46%	30%	9%

Les composantes 2 et 3 présentent un taux de réalisation physique assez élevé respectivement de 38% et 30% et un taux de réalisation financière de 22% et 31%. Mais le taux de réalisation global du PTBA reste très faible (9%), car le déboursement de la composante 1, représentant 84% du PTBA total, est très faible (6%).

Les principales réalisations du Projet sont présentées ci-dessous par composante et sous-composante.

### **Composante 1. Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique**

#### **Sous-composante 1.1. Développement d'infrastructures productives résilientes**

**Planification territoriale.** Au niveau communal, 6 SAC sont élaborés et en cours de validation par la Direction de la planification territoriale du Ministère de l'aménagement du territoire et des travaux publics (MATP). La réalisation des 13 SAC restants est suspendue à cause de l'arrêt du processus de recrutement du cabinet de consultation. Les 47 PCD prévus sont élaborés ou mis à jour et validés, dont 30 en 2019.

Au niveau régional, la réalisation du Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) du Menabe au stade d'AMI est suspendue à cause de l'arrêt du processus de passation de marchés.

**Information agro-climatique.** L'acquisition des 5 stations agro-météorologiques n'a pas abouti suite au rejet par la Commission régionale des marchés (CRM). Le Projet a lancé un autre appel d'offres début mars 2020, mais la remise des offres, tombant en période de confinement a été reportée.

**AHA. Au niveau de la zone d'extension,** Pour l'année 2020, le Projet a planifié de réaliser des travaux sur: (i) 4 périmètres irrigués (PI) de 5 170 ha dont 2 670 ha seront complètement terminés; et (ii) 5 périmètres d'épandage de crue (PEC) (3 070 ha) dont 670 ha prévus d'être achevés avant la fin de l'année 2020.

La plupart des chantiers arrêtés au mois de décembre 2019 avec le début de la saison de pluie n'a pas pu reprendre suite à l'état d'urgence sanitaire. L'état d'avancement en date est de: (i) 3 chantiers (1 130 ha) sont achevés, soit 12% des 9 120 ha prévus au total; (ii) 5 chantiers (4 920 ha) démarrés mais non achevés (avancement de 10 à 85% selon les PI); et (iii) 5 chantiers non démarrés dont les marchés sont signés ou les APD réalisées. Sur le fonds ASAP, le Projet a exécuté en régie l'APD de 4 MPI durant la restriction liée à la crise sanitaire, pour 200 ha, dont l'aménagement de 45 ha à achever cette année.

Les délais contractuels sont complètement épuisés pour les travaux sur Beboka lot 2 réalisé par l'entreprise ECSON et Bemokotra par C&ALDO alors que les taux d'avancement sont respectivement de 20% et 10%. La Mission appuie la proposition du Projet de résilier le contrat de ces 2 entreprises et lancer immédiatement un autre appel d'offres.

Dans la zone de consolidation, les travaux confortatifs sont achevés sur les 2 PI de 530 ha et à 50% sur le PI Tsaraotana (750 ha). Une partie des travaux (12) sera probablement achevée avant l'année 2021 et le reste (8) sera terminé pour l'année 2022. La Mission appuie fermement la recommandation de la RMP de prolonger de deux ans la durée de mise en œuvre du Projet pour bien achever les infrastructures et disposer au moins d'une année de mise en valeur des PI.

Des efforts restent à faire pour l'autonomisation des structures de gestion des AHA en particulier pour les OP nouvellement créées. Afin de permettre un désengagement progressif du Projet et d'assurer la durabilité des investissements et en application de la Loi n° 2014-042 du 09 janvier 2015 régissant la remise en état, l'entretien, la gestion, la préservation et la police des réseaux hydro-agricoles, la Mission recommande d'établir une convention pluriannuelle engageant chaque acteur-clé pour la gestion, l'entretien, et la mise en valeur des PI.

Pour les GPI de Demoka et de Vondrove la Mission recommande de préparer les dossiers pour l'inscription de ces deux PI comme périmètre partenaire<sup>1</sup> p auprès de la DRAEP pour pouvoir bénéficier d'un budget pour l'entretien.

Tous les fonds OFID ne seront pas consommés sur le PI de Beboka. Le reliquat disponible devra être reprogrammé sur le financement pour d'autres AHA et le désenclavement dans la zone du Projet, voire des infrastructures post-récolte comme les hangars de stockage ou pour unités de transformation.

## Sous-composante 1.2. Organisation et formation des producteurs

**Appui aux OP.** Dans la zone de consolidation, le Projet a renforcé 29 OP (25 AUE, 2 unions d'AUE et 2 CoGePEC) afin d'améliorer leur niveau d'autonomisation opérationnelle. Les appuis sont focalisés sur le diagnostic de l'état des périmètres après le passage de la saison de pluie et l'accompagnement technique sur les travaux d'entretien.

Dans la zone d'extension, le Projet a appuyé la constitution de 25 OP (14 AUE, 1 Union d'AUE, 9 CoGePEC et 1 Union de CoGePEC). Les appuis sont concentrés sur l'organisation interne, la gouvernance, l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du Plan de travail annuel (PTA), etc.

Le Projet a organisé 26 séances de formation, à l'endroit de 227 participants, et organisé 19 visites d'échanges auxquelles 128 personnes ont pris part.

Type d'appui	Objectif		Réalisation cumulée		Taux de réalisation	
	OP	Membres	OP	Membres	OP	Membres
Consolidation	53	4 759	29	3 124	55%	66%
Constitution	61	10 500	25	1 837	41%	17%
Formation			26	227		
Visite d'échange			19	128		

<sup>1</sup> Les PI partenaires sont des PI dont la totalité ou une partie relèvent de la gestion de l'Etat.

**Education nutritionnelle.** Le volet éducation nutritionnelle d'AD2M-II est mis en œuvre par les Offices régionaux de la nutrition (ORN) du Menabe et du Melaky. L'objectif de ce volet d'améliorer la nutrition de 10 000 ménages dont 5 000 femmes, répartis sur 100 fokontany, est aujourd'hui atteint et dépassé. A la fin juillet 2020, 11 619 ménages (116%) dont 7 042 femmes (141%) répartis sur 311 fokontany (311 %) ont bénéficié des activités nutritionnelles.

En plus du score de consommation alimentaire (objectif d'augmentation de 5%), la Mission recommande la mesure de l'indicateur "Pourcentage de femmes de 15 à 49 ans déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)", indicateur d'effet du cadre logique du Projet avec une cible de 70% et recommandé par le FIDA.

### **Sous-composante 1.3. Appui aux services agricoles efficaces**

Cette sous-composante comprend 4 volets: (i) Sécurisation foncière; (ii) Conseil agricole et appui à la gestion des ressources naturelles; (iii) Appui à l'accès de proximité des producteurs aux intrants et petit matériel agricole; (iv) Microprojets aux plus vulnérables (MPV).

**Sécurisation foncière au niveau local.** Les formations des intervenants (711) dans le domaine du foncier ont été tenues lors de l'élaboration des PCD et des SRAT. L'autonomisation des nouveaux guichets fonciers (GF) reste à assurer. Un processus de redressement en collaboration avec le Service foncier régional de Menabe est en cours. L'autonomie financière des GF par une recette fiscale locale fondée sur une imposition foncière reste à développer. Les agents communaux disposent du matériel nécessaire, sont formés, et ont tenu des ateliers de sensibilisation auprès de la population. Le retard accusé est dû en partie à l'attente de l'émission des Plans locaux d'occupation foncière (PLOF), nécessaires au bon fonctionnement des GF. Les diagnostics socio-fonciers n'ont pas été réalisés, un appel d'offre a été lancé mais le processus reste suspendu. En règle générale les mesures sanitaires liées à la pandémie du COVID-19 ont négativement impactés les opérations de terrain, notamment les missions de reconnaissance locales.

Pour 2020, le nombre de demandes de certificats fonciers (372) excèdent largement le nombre de certificats émis (52). Certains ajustements devront être pris pour atteindre les objectifs d'émission pour cette année (1800). Un net ralentissement des demandes et des émissions de certificats fonciers est observé entre 2019 et 2020. Les questions de genre et jeunesse sont bien intégrées mais le taux de certificats fonciers bénéficiant des femmes (21%) et des jeunes (5%) reste faible. La sécurisation des droits secondaires bénéficie plus largement aux femmes (50%). Les mesures de mitigation de conflits sont efficaces. Les enjeux des droits communautaires et des sans-terres ne sont pas traités par les guichets fonciers qui se focalisent sur la sécurisation des terres non certifiées sur une approche volontaire. Les certificats sont bien accueillis par la population qui ne craint pas des répercussions fiscales. La politique de prix du CF ne semble pas être un frein non plus. Contrairement aux petits papiers, les CF sont reconnus par certaines institutions financières (CECAM, OTIV, TIAVO) qui les acceptent comme collatéral contre crédit, toutefois l'impact sur le marché du foncier reste à démontrer. L'impact de la sécurisation foncière sur l'adoption de mesures d'adaptation au changement climatique n'a pas été observée, bien que les recommandations émissent par le Projet conjoint ILC-IFAD (ASAP2) mettent en exergue une corrélation positive, tout comme les évaluations menées par la Banque mondiale sur leurs activités.

La Mission recommande de mettre en œuvre les diagnostics socio-fonciers pour informer les intervenants sur les questions transversales. En plus des mesures de redressement pour les GF en souffrance, un dialogue avec les services concernés pour accélérer l'émission des PLOF manquants est souhaitable.

**Sécurisation foncière au niveau national.** Le Comité d'orientation et de suivi du Programme national foncier a été dissout après les élections ainsi que la Cellule de coordination de la réforme foncière (CCRF). Le nouveau Fonds national foncier (FNF) a été instauré en janvier 2020 afin de mobiliser des fonds, de les coordonner et d'assurer le suivi de leur utilisation. La redynamisation d'un comité consultatif multipartite est envisagée. Depuis la Lettre de politique foncière adoptée en 2015, deux ébauches de lois sont en cours d'élaboration: la Loi-cadre sur les zones à statuts spécifiques et la Loi relative aux documents détériorés et aux terrains coloniaux. Ces dernières permettront de mieux cadrer la gestion juridique des terrains par les services déconcentrés de l'Etat.

Des processus de consultation inclusifs avec les PTF et les organisations de la société civile (OSC) sont annoncés. D'autres PTF sont actifs dans le domaine du foncier comme la Banque mondiale (Projet CASEF); l'Union Européenne et l'AfD (Programme ARSF); la BAD (projet PICAS); ou USAID

(projets Hay Tao et Mikajy). La plateforme multi-acteurs SNE, soutenue par la Coalition internationale sur le foncier (ILC) et hébergée par l'association SIF (Solidarité des intervenants sur le foncier), promeut également un dialogue national concerté entre les OSC et le Gouvernement sur les politiques foncières.

La Mission recommande que le Projet fournisse dans le cadre du dialogue politique sur la sécurisation foncière les acquis obtenus par le Projet depuis sa phase initiale.

**Conseil agricole et appui à la gestion des ressources naturelles.** Le champ école paysan (CEP) constitue l'instrument principal d'appui-conseil aux producteurs utilisé par le Projet. A date, le Projet a encadré la mise en place de 1 129 CEP soit 132% sur les 850 CEP prévu dans le DCP. Le nombre de bénéficiaires atteint la même proportion (130%) avec 19 047 participants. La superficie de réplication des acquis accuse un taux de réalisation relativement moindre, 5 528 sur 6 550 ha soit 84%. Cela s'explique par la raréfaction des bœufs de trait suite à l'insécurité (vol de zébus).

Type de CEP	Nombre de CEP		Taux de réalisation	Participants		Taux de réalisation	Superficie réplication (ha)		Taux de réalisation
	Objectif	Réalisation		Objectif	Réalisation		Objectif	Réalisation	
Agriculture	620	864	139%	12 400	16 282	131%	5 900	5 284,8	90%
Apiculture	100	118	118%	1 000	1 279	128%			
Porciculture		19			94				
Agriculture de conservation	130	128	98%	1 300	1 392	107%	650	243	37%
<b>Total</b>	<b>850</b>	<b>1 129</b>	<b>132%</b>	<b>14700</b>	<b>19 047</b>	<b>130%</b>	<b>6 550</b>	<b>5 527,8</b>	<b>84%</b>

**Agroécologie et reboisement.** La diffusion de techniques d'agriculture de conservation initiée en 2018 a touché 530 bénéficiaires dont 150 femmes. Les témoignages reçus démontrent la conviction des bénéficiaires de l'impact du couvert végétal sur la fertilité de leurs sols (structure, humidité) qui leur permet d'utiliser les premières pluies – insuffisantes pour pratiquer une culture traditionnelle. Par ailleurs, 257 animateurs en foyers améliorés ont été formés.

**Prophylaxie animale.** Le couloir de vaccination prévu en 2019 a été réalisé, portant le total à 5 sur un objectif de 28, soit un taux de réalisation de 18%. Le déstockage du cheptel bovin et la réticence des éleveurs suite à l'insécurité expliquent ces chiffres.

**Lutte contre les ennemis de culture.** Le Projet a contribué à protéger 4 887 ha dans le cadre de la lutte antimurine. Par ailleurs, le Chargé de la mise en valeur agricole et un agronome des ONGT ont été formés sur la lutte intégrée contre la chenille légionnaire d'automne (CLA) ainsi que 35 agents de terrain.

**Accès de proximité aux intrants et petits matériels agricoles.** L'appui au développement de 7 paysans producteurs de semence (PPS) prévu a été effectif avec une production cumulée de 123 tonnes de semences, représentant 49% de l'objectif de 250 tonnes à la fin du Projet.

Culture	Quantité (t)
Riz	33
Haricot	57
Pois du Cap	25
Arachide	8
Maïs	0
<b>Total</b>	<b>123</b>

Le Projet a construit au total 3 hangars pour la fabrication de matériels agricoles et apicoles dont la production s'élève respectivement à 8 939 et 11 940 unités. Par ailleurs, 7 boutiques d'intrants ont été installés et 26 détenteurs de boutique formés.

**Microprojets aux plus vulnérables (MPV).** Le Projet a appuyé la mise en œuvre de 337 MPV pour 2 336 bénéficiaires, dont 26 au premier semestre 2020. Ces réalisations représentent 53% de l'objectif de nombre de MPV et 50% de l'objectif en termes de nombre de bénéficiaires. Le nombre de femmes bénéficiaires est de 1 552 personnes et celui des jeunes de 407. Tenant compte du fait que



la crise sanitaire se ressent avec plus d'acuité chez les populations vulnérables, il y a lieu d'amplifier le programme des MPV.

	Objectif	Réalisation cumulée	Taux de réalisation
Nombre MPV	630	337	53%
Bénéficiaires	4 700	2 336	50%
Femmes	2 350	1 552	66%
Jeunes		407	

## **Composante 2. Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques**

### **Sous composante 2.1. Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits**

Les principaux produits attendus au niveau de cette sous-composante sont: (i) la réhabilitation de 34 km de pistes rurales; (ii) la construction de 9 embarcadères; (iii) et la construction de 24 bâtiments (stockage, conditionnement).

**Infrastructures de désenclavement.** Les activités réalisées sont l'achèvement de la piste Tsaraotana-Ambatomisay (4,3 km) et le traitement de points critiques sur la longueur totale de 35 km. Les travaux confortatifs du pont Manambolo sont à 20% et ceux du pont Anjahamahasoa en phase de DAO. La Mission invite le Projet en collaboration de la Direction régionale des aménagements du territoire et des travaux publics (DRATTP) à appuyer les communes bénéficiaires des pistes à entreprendre la démarche de l'inscription de ces pistes pour être éligible aux Fonds routier auprès de l'Agence routière nouvellement mise en place.

La construction du pont sur la rivière Manomba, sur la RNT19 au Nord de Maintirano s'avère beaucoup trop chère après vérification des niveaux des crues à passer. Pour ne pas pénaliser la région de Melaky, la Mission propose qu'on affecte une partie de ce budget à la réalisation des pistes d'évacuation des produits du pôle de production de Maintirano<sup>2</sup>.

**Infrastructures de stockage et de valorisation des produits.** Le Projet a prévu de construire 3 magasins de stockage de 100 t chacun à Betanatana et Ankisatry dans le district de Maintirano et à Ankiliabo dans le district de Manja. Suite à la difficulté de réaliser un appel d'offre ouvert à l'échelle nationale, le Projet a soumis une demande d'ANO pour passer à une méthode de consultation de prix par unité fonctionnelle. Sur les 24 infrastructures, prévues aucune n'a encore été réalisée. En tenant compte du temps imparti pour assurer l'autonomisation des comités de gestion, ces investissements devraient être achevés avant la fin 2021 dans la durée actuelle du Projet.

### **Sous composante 2.2. Appui au partenariat OP/OM et accès aux services financiers**

Cette sous-composante comprend les volets: (i) Appui aux organisations professionnelles et au partenariat OP/OM (opérateurs de marché); et (ii) Facilitation de l'accès aux services financiers.

**Appui aux organisations professionnelles.** On assiste à un début de mise en œuvre des recommandations de la RMP relative à la structuration des producteurs dans des institutions locales qui sont appelées à fournir des services économiques. A date, AD2M-II a appuyé: 14 organisations de base, 3 associations, 5 embryons de coopérative et 6 entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) regroupant 400 producteurs dont 122 femmes. 2 formations sur la commercialisation ont été dispensées à 36 participants et une visite d'échange a vu la participation de 18 personnes.

La Mission émet quelques réserves sur l'opportunité de créer des EURL en tant que forme juridique transitoire pour faciliter les accords commerciaux. Elle estime que les statuts d'une EURL ne sont pas alignés avec l'esprit d'association, de représentativité, d'inclusion et d'action collective propres à une organisation de producteurs.

A cet effet, la Mission invite le Projet à continuer à renforcer: (i) la structuration des EAF en OP en ayant recours aux outils développés avec AROPA (DIP, GAIN) et en lien avec l'opérationnalisation de la Stratégie nationale de développement des coopératives; et (ii) la dynamique de prospection de partenariats avec les OM en relation avec la FCCIM. La Mission invite aussi le FDA et AD2M-II à redynamiser leur collaboration en élargissant son champ à tous les services permettant de renforcer la structuration des EAF des régions de Menabe et Melaky.

<sup>2</sup> L'idée de la construction de ce pont avait été retenue lors de la Mission de RMP, à la demande de la région Melaky qui avait accepté de verser le budget des pistes rurales sur le budget de construction du pont.

**Partenariat OP/OM.** Quelques grands opérateurs privés (SAHANALA, Senteur et saveur du monde (SSM), LFL) s'investissent dans les deux régions en nouant diverses formes de partenariats avec les producteurs cibles. SAHANALA intervient selon un modèle de partenariat d'agrégation en fournissant aux producteurs des services d'appui à la production (préfinancement du labour, des intrants, appui-conseil agricole, etc.) et un prix d'achat du maïs compétitif. En 2020, SAHANALA en collaboration avec le Projet vise de réaliser 2 700 ha de maïs en saison pluviale et 1 100 ha en contre-saison (335 t déjà achetées en 2020). LFL a une démarche à plus faible intégration en achetant le maïs par l'intermédiaire de sous-collecteurs sans faire fourniture de services en amont (474 t achetées en 2019).

Dans la filière miel, la société SSM a mis en place une démarche qualité avec les organisations d'apiculteurs promues par le Projet. Cette année à cause de restrictions de déplacement liées au COVID-19, seuls 174 litres de miel ont pu être commercialisés au cours de cette période avec l'appui des agents du Projet. La société BEMACO propose dans le Menabe des prestations de labour et de préparation du sol mécanisés (40 ha réalisés).

Les résultats obtenus avec pour l'heure dans le partenariat avec les OM sont assez prometteurs notamment dans les filières maïs, légumineuses (niébé Black Eyes, pois de Cap, haricot rouge marbré, etc.) et miel.

**Accès aux services financiers.** La RMP avait recommandé de réorienter le partenariat avec les institutions de finance rurale sur l'éducation financière et la finance digitale. La CECAM, seule IMF intervenant actuellement dans le Menabe, a marqué son intérêt pour un partenariat dans le domaine de l'éducation financière. La CECAM est en train de développer la finance digitale et a fait part à la Mission d'un certain nombre de préalables, dont des investissements dans la centralisation du système d'information de la CECAM. Le développement du réseau d'agents tiers assurant les services financiers numériques de proximité est tributaire de cet investissement. Eu égard à la recommandation relative au développement de la finance digitale formulée par l'évaluation du programme-pays du FIDA à Madagascar de 2020, la Mission recommande qu'une réflexion concertée soit menée par l'ensemble des projets financés par le FIDA sur l'opportunité d'appuyer la levée de ces contraintes dans les zones rurales couvertes par CECAM.

CECAM n'a pas encore saisi officiellement le Projet de son retrait des caisses de la Région Melaky depuis le premier semestre 2020, et doit clarifier sa position. AD2M et FORMAPROD, ayant cofinancé le projet d'extension de CECAM au Melaky, doivent examiner avec CECAM les dispositions à prendre quant au sort des investissements matériels consentis et mis à disposition de CECAM, et ce en concertation avec la Direction assurant la tutelle des activités de finance rurale au MAEP. La Coordination nationale de la finance inclusive, ayant accompagné les projets à la conclusion du partenariat, sera associée à la réflexion sur la destination du fonds de crédit, en s'inspirant également de ce qui est prévu pour ceux investis par PROSPERER qui s'approche de son achèvement.

**Appui aux CSA et FDA.** Le Projet a appuyé 10 Centres de services agricoles (CSA) sur les 7 prévus initialement et a abondé le FDA d'un montant total cumulé de 220 millions MGA. Les CSA et FDA des deux régions ont eu l'appui en matériels informatiques de la part du Projet. Les agents des CSA ont en outre bénéficié de formation en agri-business. Devant l'immense besoin en structuration, en particulier dans la région de Melaky, la mise à jour de la convention en cours devra tenir compte de ce constat.

### **III - Mise en œuvre du volet Appui à la commercialisation**

Note préparée par l'UGP

#### **Introduction**

Parti du constat, d'une part, d'opportunités économiques et commerciales locales et sous régionales saisissables, et d'autre part, de l'avantage comparatif de la zone du Projet en termes de diversité agro-écologique et d'étendue des zones cultivables mis en exergue dans le concept note de la phase II du Projet, la stratégie de son volet d'appui à la commercialisation se veut être ambitieux et priorise la recherche et la conquête de nouvelles opportunités de marchés pour les producteurs des deux régions. La prospection tant au niveau national que sous régional a pris du temps. La recherche de réponses aux attentes stratégiques des opérateurs du marché mais également d'adhésion des producteurs, ainsi que l'opérationnalisation de partenariats bénéfiques à la fois aux producteurs et à ces acteurs privés ont demandé de la persévérance. Les partenariats développés sont de divers ordres, allant d'un véritable programme durable d'agrégation touchant le segment amont, c'est-à-dire de la production à travers le développement de services aux producteurs par l'OM, à des simples opérations de collecte de produits.

Ces partenariats touchent différentes filières. La plupart d'entre elles rentre dans la catégorie dite « secondaire » dans le document de projet, c'est-à-dire celles présentant une potentialité agro-écologique démontrée mais qui ne sont pas encore suffisamment développée, et à promouvoir suivant la réponse du marché. C'est le cas par exemple du maïs, pratiqué comme simple culture vivrière alternative mais devenu actuellement une véritable filière de rente. Si la plupart des produits recherchés sont destinés à l'exportation, la demande actuelle en très grande quantité de maïs provient principalement d'unités locales de fabrication d'aliments pour bétail.

La démarche est passée, dans un premier temps, par des contrats de partenariat entre l'OM et le Projet, qui passe par la suite le relais aux producteurs. Les tentatives de partenariats n'ont pas tous donné de résultats probants, mais quelques-unes d'entre elles commencent à donner leurs fruits depuis l'année 2020. Dans le contexte épidémiologique actuel du COVID-19, ce sont ceux noués avec des opérateurs nationaux qui ont eu la chance de mieux se concrétiser. Quant aux mesures d'accompagnement de structuration des producteurs, qui sont évidemment démarrées plus tard en attendant à ce que le modèle de partenariat commercial se précise, on peut dire qu'elles sont au stade préliminaire et seront renforcées à partir de maintenant.

Par filière et opérateur, le contexte des partenariats, l'engagement de l'opérateur ainsi que les actions déjà menées et celles qui comptent être développées sont les suivantes.

#### **Réalisations et résultats des interventions par filière**

##### **a) Filière maïs**

Trois sociétés - SAHANALA, AGRIPRO et LFL - sont positionnées pour le maïs. La première est branchée sur le marché international avec d'autres produits également, et compte exporter à terme les produits collectés, mais alimente dans un premier temps les chaînes de production de provende au niveau national en attendant l'atteinte d'un seuil pour exportation. Les deux dernières visent un approvisionnement conséquent, plus sûr et croissant d'unités de fabrication de provende à Antananarivo, avec un produit sans exigence spécifique de qualité<sup>3</sup>. Par souci partagé de préservation des ressources naturelles, c'est du maïs de contre saison sur décrues qui leur est proposé, les vastes plaines de la dépression de Betsiriry et du Moyen Tsiribihina dudit pôle (Région Menabe), celle de Maintirano ainsi que de la partie occidentale du district d'Antsalova (Région Melaky) sont proposés pour la collaboration.

---

<sup>3</sup> En dehors de sa couleur jaune, son taux d'humidité inférieur à 12% et sa propreté.

### SAHANALA

SAHANALA<sup>4</sup>, opérant principalement dans le Nord-Est sur les filières vanille et épices, a adhéré à ce projet d'extension sur le maïs et offre la possibilité de développer des débouchés importants. Il reconnaît un avantage comparatif de la zone vierge des plaines du pôle de Maintirano, pourtant enclavé mais proche d'un port. Il a démarré la collaboration en 2019 dans les décrues des rivières Demoka et Kimazimazy du District de Maintirano, et ce avec une perspective de croissance, d'extension géographique mais également sur d'autres produits dans les années à venir. Cet opérateur s'investit dans la durabilité, s'engage en position d'agréateur à contribuer au segment amont de la collecte, et développe un mécanisme de fourniture de services aux producteurs. Concrétisés sous forme principalement d'avances de travaux du sol et d'intrants, ceci est assimilable à un service de financement / crédit rural remboursable à la récolte par déduction sur le produit de l'achat du maïs. En effet, il compte encadrer les petits producteurs familiaux sur la traçabilité des produits et appuyer la post-récolte. Face à la déperdition des forces de traction animale, il déploie également des matériels motorisés pour appuyer les producteurs au labour et semis. Cet opérateur avance aussi aux producteurs des semences et produits phytosanitaires, en complément de ceux apportés par AD2M via les CEP.

Les producteurs qui travaillent avec cet opérateur dans les filières de vanille et épices sont fédérés dans une faitière portant le nom de Sahanala, à laquelle les OP de base, à créer dans la zone du Projet autour de la filière maïs, seront rattachées à terme.

SAHANALA s'est fixé comme objectif, en première année, de découverte du terrain, de mise en confiance des producteurs et d'identification de ceux crédibles avec qui il va continuer de travailler. N'ayant pas pu collecter de produits en 2019 faute de fidélité des producteurs ayant pourtant bénéficié d'avances de campagne sous forme de labour et semences. Il a continué ses investissements notamment par l'achat de trois nouveaux tracteurs et a réussi à gagner progressivement l'adhésion des producteurs qui se réjouissent actuellement des services qu'il leur fournit. Ces derniers commencent à comprendre le mécanisme d'avance en nature par l'agréateur.

les résultats quantitatifs obtenus du partenariat des producteurs de Maintirano avec SAHANALA pour la campagne 2019-2020, toujours en cours sont: (i) 1 000 ha de maïs emblavés; (ii) 580 paysans contractés directement par l'opérateur; (iii) 335 tonnes de maïs collectées jusqu'à présent (la collecte se poursuit); et (iv) 3 associations de producteurs formalisées et 2 autres en cours. Le rendement obtenu se situe autour de 1,3 t/ha.

SAHANALA a mobilisé sur terrain un Ingénieur agronome et 2 techniciens agricoles, et a préfinancé aux producteurs 230 ha de labour et 200 ha d'émottage, 19 tonnes de semence, 47 kg d'insecticide terricole et 20 litres d'insecticides contre la chenille légionnaire d'automne (CLA). La contribution d'AD2M a été réalisée à travers les CEP: (i) fourniture de et a apporté 6,3 t de semences, 26 kg d'insecticide contre les insectes terricoles; et (ii) l'encadrement technique des producteurs par les agents de l'ONGT. Le Projet prévoit également cette année la construction de 2 magasins de stockage de 100 t chacun, destinés à usage communautaire.

Il est à noter que SAHANALA confirme son ambition d'étendre jusqu'à 10 000 ha dans 5 ans, et initie à partir de cette année l'extension sur des communes voisines.

### AGRIPRO et LFL

Ayant la même vocation et destination des produits, ces deux sociétés ont une préférence pour le pôle de Betsiriry (District de Miandrivazo) desservi par la RN34 bitumée, mais se distinguent par leurs positions annoncées vis-à-vis de l'appui à la production.

AGRIPRO, dans la même optique que SAHANALA mais dans une moindre mesure d'intégration, affiche une volonté d'appui progressif à la production, mais en fonction du capital-confiance établi avec les producteurs. Dans la première année, elle prévoit l'encadrement technique sur la qualité et l'appui à la lutte contre la CLA. A partir de la deuxième année, elle compte élargir son appui au développement d'un mécanisme de préfinancement en intrants et services, avec les producteurs ou des structures associatives ciblées en année 1. Ayant marqué sa présence sur terrain depuis le début de la campagne agricole, initié la sensibilisation et proposé de projet de contrats aux producteurs,

---

<sup>4</sup> Société anonyme collaborant avec les producteurs dans les aires protégées de catégorie V gérés par l'ONG Fanamby, mais compte aller au-delà. Elle contribue à la valorisation des produits des communautés par l'appui à la production, collecte, transformation et à la commercialisation.

cette société opérant pour le compte du groupe AGRIVET n'a finalement pas poursuivi jusqu'à la collecte pour cette campagne. Le Projet espère la reprise du partenariat pour la prochaine campagne.

Le retrait d'AGRIPRO a laissé champ libre à LFL qui, dans un premier temps et à part la promesse de collecte, ne propose pas d'engagement spécifique pour soutenir le segment de la production. Au cours de la campagne, LFL a finalement: (i) mené une sensibilisation des producteurs regroupés autour des CEP d'AD2M-II, sur les qualités exigées (grain de couleur jaune, bien sec et nettoyé); (ii) mise à disponibilité pour vente au comptant d'insecticide biologique PARAGRI 45 pour lutter contre la CLA; (iii) promotion et contractualisation des simples producteurs en sous-collecteurs; et (iv) contractualisation également avec 18 peseurs en 2019 (en cours pour 2020). Au total, 474 tonnes de maïs ont été collectées en 2019, avec un prix 1 050 MGA/kg, très attractif<sup>5</sup> pour les producteurs.

## **b) Filière miel**

La filière miel remonte timidement la pente après la levée de l'embargo de l'exportation vers l'Union Européenne. Suites aux rencontres initiées à l'occasion de la Foire internationale de l'agriculture d'Antananarivo, la société SSM (Senteur et saveur du monde) a initié son intervention dans les zones déjà à forte concentration de ruches du district de Belo sur Tsiribihina (Région Menabe), et compte s'étendre dans d'autres communes sur les deux régions du Menabe et du Melaky. Cet opérateur tourné essentiellement vers l'exportation reconnaît l'avantage comparatif des ressources mellifères de la zone de Projet, à forte dominance de jujubier. Privilégiant la collaboration de façon individuelle avec les apiculteurs, il: (i) exige la validation des produits à récolter; et (ii) s'occupe lui-même, en temps normal, de l'extraction et du conditionnement des produits en utilisant des équipements adéquats; ainsi que (iii) du transport et stockage, afin de maîtriser le taux d'humidité et d'éviter l'oxydation du produit.

Avec les restrictions de déplacement dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19, SSM a exceptionnellement mis à disposition des producteurs le matériel d'extraction, qui a été opérée sous la supervision des techniciens agricoles du Projet. Cette première opération pilote n'a permis de collecter qu'une quantité symbolique de 174 litres de miel; la deuxième récolte du mois de juillet n'ayant pas pu se concrétiser. Mais elle marque le début d'un partenariat important entre les producteurs et SSM, car il a permis aux apiculteurs de se rendre compte de l'exigence qualitative requise pour ce type de marché. SSM n'a pas non plus pu concrétiser la formation envisagée des apiculteurs aux normes et traçabilité ainsi que sur les bonnes pratiques d'élevage. Cet opérateur a également évoqué la possibilité de préfinancement de ruches et accessoires dans les années à venir.

## **c) Autres filières**

Après une phase exploratoire en 2019, d'autres opérateurs venant essentiellement de la sous-région comme AWT, DANISH et SAMIMEX ont conclu des conventions de partenariat avec le Projet, en vue de démarrer une première opération commerciale au cours de l'année 2020 avec les grains secs (haricot rouge marbré, en cours de réintroduction, et pois du Cap) et le piment bec d'oiseau. L'exigence, de la part de ces opérateurs, d'une formalisation juridique des parties pour les contrats de fourniture a poussé le Projet à promouvoir rapidement en EURL (Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) des producteurs tête de file de leurs organisations restées encore informelles. C'est une forme d'organisation qui peut être provisoire, en attendant la structuration des producteurs vers une forme plus évoluée d'OP à vocation économique.

Ce sont les conventions avec cette catégorie d'OM intéressés par des produits de niches destinés à l'exportation qui ne sont pas encore suivies de réalisation. Dans le contexte actuel d'épidémie et de fermeture des frontières, le Projet a momentanément perdu de contact avec ces opérateurs venant de l'extérieur,

## **Conclusion**

- Pour le maïs, le problème de semence reste toujours d'actualité. En effet, aucune semence de base, nécessaire à la production des semences commerciales n'est disponible au niveau

---

<sup>5</sup> Le prix d'achat se situait autour de 500 MGA/kg avant LFL.

national. AD2M et SAHANALA sont conscients de l'importance de la mise à proximité de la production des semences, mais limités par cette contrainte.

- Le changement climatique limite la crue et rend aléatoire la culture sur décrue et rend aléatoire les prévisions de production.
- Les deux opérateurs pour le maïs, SAHANALA et LFL, qui ont créé une base pour soutenir l'animation commerciale, commencent à avoir des produits collectés. AGRIPRO, encore démarcheur, n'a pas réussi car il n'a ni animateur ni collecteurs et ses collectes sont limités par les besoins d'AGRIVET, son principal partenaire, et risque d'être limité dès qu'AGRIVET a rempli son quota.
- Pour les autres opérateurs, sans antenne locale, les deux côtés (producteurs et OM) n'hésitent pas à changer d'idée dès qu'une condition favorable ou défavorable perturbe le marché: cas de la pandémie du COVID-19 où les OM ne se manifestent plus et les prix fluctuent beaucoup.
- La sensibilisation pour le regroupement des producteurs est facilitée si les opérateurs sont prêts à soutenir.

## **Annexe 1 - Mise à jour de la Note d'impact environnemental, social et climatique**

### **Introduction**

1. Le présent document concerne la mise à jour de la note d'impact environnemental, social et climatique (PESEC). AD2M-II ayant été approuvé par le FIDA avant septembre 2015, la procédure en vigueur est ESAP. La description des caractéristiques du paysage repris dans ce document est celle qui sont en interrelation directe avec la gestion environnementale du Projet.

### **A. Caractéristiques du paysage et questions principales**

#### **1. Contexte socio-culturel**

2. Les deux régions d'intervention d'AD2M-II Melaky et Menabe sont situées dans la partie ouest et moyen ouest de Madagascar. La population est constituée essentiellement de l'ethnie Sakalava, agropasteurs consacrés à l'élevage de zébus (en régression) et au culture vivrière (riz, maïs, manioc), mais il y a également une forte migration de la population du sud et du sud-est qui s'est déjà installée depuis trois générations et qui exploite les terres fertiles sur les plaines et les baiboho. Les contraintes socio-économiques de deux régions sont la faible densité de population, l'insécurité rurale et l'enclavement des zones à forte potentialité agricole. Le Gouvernement est actuellement en cours de mettre en œuvre une politique d'amélioration de la sécurité dans toutes les régions de Madagascar ainsi que l'ouverture des grands axes routiers.

#### **2. Ressources naturelles et leur gestion**

3. De par sa situation géographique, la région Melaky est vouée aux types de sols variés à savoir: (i) la plaine côtière est formée de terrasses inondables à sols limoneux, ou sablo-limoneux et s'achève par la formation de mangrove sur le littoral, la texture devient sableuse au niveau des cordons littoraux favorisant la plantation des cocotiers; (ii) les sols hydromorphes aux apports d'alluvions siliceux, riches en éléments fertilisant sont très propices à la riziculture. Cette unité est favorisée par l'existence des fleuves qui arrosent et déposent des alluvions pendant la saison des crues; (iii) les plateaux calcaires comportent les sols ferrugineux tropicaux bruns rouges. Les réserves en éléments fertilisants de ces unités sont faibles à cause de l'importance de l'érosion différentielle accélérée et le passage répété de feux de brousse. Ils constituent néanmoins des pâturages naturels de plus en plus maigres.

4. Dans la région de Menabe, surtout à Morondava, la nature du sol est à prédominance de sols ferrugineux tropicaux, avec en bordure du littoral du canal de Mozambique de sols halomorphes et des sols minéraux bruts sur la Côte Est de Bemaraha. La plaine de Betsiriry, celle de Belo/Tsiribihina, Morondava, Maharivo et Mangoky sont constitués par des sols d'apport: alluvions brutes ou peu évolués formant les sols de baiboho, et par des sols hydromorphes.

#### **3. Climat**

5. La côte Sud malgache, et particulièrement la province de Toliara est la moins touchée par les perturbations tropicales mais de nos jours commence à devenir de plus en plus sujette à celles-là. L'exception concerne la région du Menabe, en particulier Morondava dont la probabilité de passage de cyclones ou de dépressions tropicales est d'une fois sur deux. Pour la région Melaky, elle est aussi très rarement touchée par des dépressions tropicales importantes. Cependant, ce niveau de risque est élevé pour le district de Maintirano. Ainsi, les régions d'implantation du Projet présentent un risque élevé de passage de cyclone en saison cyclonique.

6. Par ailleurs, les stations météorologiques des deux régions ont enregistré une régression conséquente des précipitations avec une diminution du taux de précipitation moyen allant de 2 000 mm à 1 100 mm pour la région Melaky et de 1 400 mm à 800 mm pour la région du Menabe. Cette situation a été le plus marquée entre la période de 2010 à 2012 où la précipitation s'évaluait à 2 700 mm pour descendre à 1 400 mm pour Melaky, et de 1 900 mm à 1 000 mm pour Menabe; or la situation risque d'encore se dégrader d'après les tendances de la météorologie malgasy.

7. L'évolution de température des deux régions durant ces dix dernières années montrent pour la région Menabe une température moyenne de 26,4°C telle que le minimum s'estime à 20,8°C et le maximum à 31,8°C. Pour la région Melaky, la température maximale est de 31°C et le minimum 20,8°C pour une moyenne de 26°C.

8. D'après les prévisions, une tendance de plus en plus chaude s'annonce dans ces régions avec la possibilité d'une montée flagrante de la température pouvant aller jusqu'à +1,5°C.

## **B. Impacts et risques potentiels du Projet**

### **1. Principaux impacts potentiels du Projet sur le plan social et environnemental**

9. Sur le plan environnemental, le Projet apporte une meilleure maîtrise de l'eau pour les activités agricoles, l'aménagement et la restauration des formations naturelles et développement de l'agroforesterie, l'amélioration générale de la qualité des sols dans les parcelles par l'intensification de l'utilisation des intrants agricoles et ainsi l'accroissement de la production agricole, intensification de l'intégration agriculture – élevage, l'harmonisation des calendriers et la réduction des conflits en matière de gestion des ressources naturelles.

10. Sur le plan social, les impacts positifs potentiels du Projet sont essentiellement l'engagement effectif des usagers d'eau sur les aménagements hydro-agricoles et la création d'emplois directs pour les populations rurales vivant sur le site ou au voisinage à travers l'utilisation de la main d'œuvre locale par les entreprises de travaux. L'amélioration de la production agricole, associée au désenclavement des sites entraînent l'amélioration des revenus de la population rurale et ainsi l'amélioration des conditions de vie en général. En effet, les frais médicaux, l'hygiène et l'assainissement, les frais de scolarisation des enfants sont dorénavant assurés par les revenus agricoles. On note également les retombées telles que la sécurisation foncière, l'amélioration des conditions de l'activité commerciale et une meilleure organisation des filières, l'accès aux informations et actualités locales, nationales et internationales.

11. Les risques potentiels du Projet sont surtout liés aux caractéristiques du paysage, notamment le risque d'érosion hydrique du sol dû à l'ouverture des canaux en terre et à l'exploitation de gisement d'emprunt puisque le sol est de nature très érodable. Conséquent à l'érosion, le risque d'ensablement des parcelles en aval est également très élevé.

12. Au cours de l'exploitation des parcelles aménagées, il peut y avoir une affluence non contrôlée d'immigrants vers les pôles de développement, ce qui présente d'une part un risque de conflits dans la gestion de l'eau d'irrigation, et d'autre part un climat d'inquiétude au niveau des populations riveraines.

13. Par ailleurs, des problèmes environnementaux, tels que la pratique de culture sur brûlis, présentent des menaces pour la durabilité des infrastructures mises en place, notamment par l'accentuation de l'érosion du sol sous l'effet de la mise à nu de la surface. Cette mauvaise pratique est encore d'actualité et a lieu généralement pendant la saison sèche de juillet à octobre. Outre les effets néfastes sur les infrastructures, les activités agricoles en relation directe avec l'environnement, telles que l'apiculture, sont également menacées.

### **2. Changements climatiques et adaptation aux changements**

14. L'effet du changement climatique se fait sentir dans les deux régions Melaky et Menabe tel que mentionné ci-dessus. En effet, le passage de cyclones de plus en plus fréquent provoque une inondation de certaines parcelles cultivées et ainsi la réduction conséquente de la superficie exploitable. Le projet AD2M-II a déjà mis en œuvre la stratégie d'adaptation à de telles situations, notamment la modification de calendrier cultural, l'introduction d'autres cultures adaptées aux conditions hydriques du sol, l'utilisation de semences améliorées, résistantes et de variété adaptée au calendrier cultural.

15. La diminution et l'irrégularité de la précipitation, associés à la tendance d'augmentation de la température provoquent un déficit hydrique du sol surtout dans la région Melaky. Les producteurs constatent la régression de la production agricole telle que le maïs, les légumineuses, les arbres fruitiers. Une étude plus approfondie sur l'impact du changement climatique est nécessaire pour orienter la stratégie d'adaptation, mais le Projet met en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique et à la résilience, en particulier par: la recherche et la promotion d'espèces et de variétés résilientes, la promotion de techniques d'agriculture de conservation, le développement du petit élevage pour améliorer le revenu et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

## **C. Catégorie environnementale et sociale**

16. AD2M-II a été maintenu en catégorie après finalisation du rapport RMP et clarification de la procédure ESAP (et non PESEC) à respecter. Toutefois, des efforts de mise en conformité ont été identifiés pour respecter les procédures environnementales nationales.

## **D. Catégorie de risque climatique**



17. Les deux régions sont de plus en plus sujettes aux phénomènes climatiques extrêmes, tels que le passage de cyclones, la diminution des précipitations, l'augmentation de la température. Ainsi, AD2M-II est classé à risque climatique élevé. L'analyse critique y relative est portée en annexe 2.

### ***E. Caractéristiques recommandées de la conception et de l'exécution du Projet***

#### **1. Mesures d'atténuation sur les plans environnemental et social**

18. A Madagascar, le décret relatif à la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement (MECIE) définit les règles et procédures applicables à l'évaluation environnementale et sociale. L'Office national pour l'environnement (ONE) est l'organe opérationnel, placé sous tutelle du Ministère chargé de l'environnement, qui coordonne l'approbation des EIES et des PGES élaborés et assure le suivi de conformité des PGES avec l'appui de la cellule environnement du Ministère en charge de l'agriculture.

19. La recommandation de la RMP de mettre les travaux réalisés en conformité environnementale a été suivie avec diligence par le Projet. Les fiches de tri pour les 11 périmètres concernés ont été déposées à l'ONE les 30 octobre et 14 novembre 2019, et les catégorisations connues en décembre 2019 et janvier 2020. 2 études ont pu être réalisées par le Projet pendant la saison des pluies, portant le total à 4 (taux de réalisation: 36%) dont 3 intéressent les grands périmètres irrigués (GPI). La pandémie du COVID-19, et l'état d'urgence instauré par le Gouvernement, n'ont pas permis ensuite les déplacements nécessaires pour mener les études nécessaires (EIES, PREE, audit). Par ailleurs, 1 Agrément environnemental a été obtenu (PI d'Ambararata) et 2 Permis environnementaux sont en cours d'obtention (GPI Beboka et Marifilaly).

20. Sur la base des informations partagées, la Mission a élaboré un tableau de bord qui permet de suivre le respect des procédures environnementales et qui devrait faciliter le travail de l'équipe Projet ainsi que des missions suivantes.

21. Les dossiers instruits depuis 2018 sur les périmètres de Beboka et Marifilaly arrivent à leur terme, l'ONE communiquant fin juillet procéder à une dernière consultation du Comité interministériel d'évaluation (CIE) sur les cahiers de charges environnementales.

22. Cependant, les autres dossiers ont été suspendus du fait de l'impossibilité aux consultants recrutés de se déplacer sur le terrain pour mener les études requises (EIES, PREE, audit), dans le respect des normes sanitaires actuellement en vigueur (Interdiction de sortie de la Région de la Capitale où les consultants résident).

23. Du point de vue social, le Projet engage un dialogue réellement participatif avec les AUE à travers différents contrats selon les étapes de développement de l'infrastructure (conception, travaux, gestion). Les outils de ce dialogue mériteraient d'être mieux capitalisés car ils sont plus avancés que ce que l'on rencontre dans d'autres pays. La Mission suggère d'étoffer le document de capitalisation élaboré par la CAPFIDA sur les AUE.

24. **Adaptation aux changements climatiques et atténuation de leurs effets.** L'analyse de risque climatique du fait de son niveau élevé n'a pas encore été réalisée, mais, le Projet a mis en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique et à la résilience, en particulier: la recherche et la promotion d'espèces et de variétés résilientes, la promotion dans les CEP de techniques d'agriculture de conservation, le développement du petit élevage pour améliorer le revenu et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables. Le Projet a demandé à avoir une discussion plus approfondie sur les termes de référence standards qui lui ont été communiqués. La Mission établira le lien avec les personnes ressources au siège du FIDA.

25. **Approche procurant de multiples avantages.** Les activités du Projet concourent à une croissance verte puisque l'objectif global de AD2M-II est de contribuer à ce que les exploitations agricoles des régions Menabe et Melaky améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire. Ainsi, le Projet contribue à la réduction de la pauvreté tout en préservant l'environnement.

26. En effet, pour atteindre ses objectifs, le Projet met en œuvre des approches intégrées, notamment par des conseils agricoles et appui à la GRN, à savoir l'intensification par des techniques agricoles et la diversification des cultures, le développement de l'agro-écologie et le reboisement, la prophylaxie animale, la lutte contre les ennemis des cultures. En outre, des activités d'appui à l'accès de proximité aux intrants et petits matériels agricoles facilitent la mise à disposition des moyens de production à la portée des EAF. La combinaison agriculture-élevage est bénéfique à la sauvegarde de la biodiversité et à l'équilibre éco-systémique pour ne mentionner que la pollinisation des arbres fruitiers par les abeilles des apiculteurs exploitant dans la même zone. Il y a également lieu de mentionner l'importance de la formation dans l'atteinte des objectifs, il s'agit: (i) des CEP auxquels les

EAF acquièrent les techniques agricoles résilientes et préservant l'environnement; et (ii) de l'éducation environnementale au sein des établissements scolaires.

## **2. Incitations à l'adoption de bonnes pratiques**

27. L'analyse des contraintes environnementales, sociales et climatiques dans les deux régions Melaky et Menabe ramène à la conclusion que la mauvaise pratique de culture itinérante sur brûlis et le feu de brousse pour le renouvellement des pâturages mérite d'être traitée dans le cadre du Projet, soit en sensibilisant les agriculteurs à l'intensification de la production sur les parcelles aménagées, et en appuyant le couplage d'activité agriculture – élevage afin d'assurer l'alimentation animale.

28. L'adaptation au déficit hydrique lié à la régression de la précipitation dans les régions conditionne une meilleure gestion intégrée de l'eau qui pourrait être mise en œuvre dans chaque ménage moyennant une formation à travers les CEP. Plusieurs techniques peuvent être développées telles que le paillage, le zéro labour, pour compléter les actions entreprises depuis le démarrage du Projet. Un volet d'appui à la GRN à travers la promotion de l'agro-écologie est en effet mis en œuvre: agriculture de conservation, arboriculture, système de riziculture intensive (SRI, établi à Madagascar), renforcée par des actions de plantation d'arbres, d'éducation environnementale, de protection des sources d'eau, de promotion de techniques agricoles respectueuses de l'environnement (fertilisation naturelle, utilisation de bio-pesticides, etc.). L'environnement et la GRN font également partie des priorités des PCD.

## **3. Processus participatifs**

29. La réglementation nationale exige l'adoption d'un processus participatif dans l'évaluation environnementale et sociale. En effet, dans son article 15, le décret MECIE définit la modalité de la participation du public à l'évaluation environnementale et sociale d'un projet. Il s'agit, soit de la consultation sur place des documents, soit par enquête publique, soit par audience publique. Les résultats de la participation du public à l'évaluation constituent une partie intégrante de l'évaluation de l'EIES. L'ONE décide de l'organisation d'audiences à divers niveaux (local, régional, ou national). Les procédures à suivre sont décrites par les articles 16 à 21 du décret MECIE.

30. Quant aux activités non régies directement par le décret MECIE, AD2M-II met en œuvre l'approche participative à travers les CEP au niveau des producteurs ainsi qu'au niveau du développement des aménagements hydro-agricoles par la mise en place et la responsabilisation d'AUE. Au niveau local et régional, les autorités territoriales décentralisées sont systématiquement intégrées dans la chaîne de décisions. Ces approches constituent d'ailleurs un gage de la réussite du Projet.

## **F. Analyse des solutions de rechange**

31. L'analyse des alternatives du document ESAP initial reste inchangée. En conséquence, l'aspect de protection de l'environnement doit être encore mieux intégré avec une mise en œuvre à l'échelle des méso ou micro-bassins versants pour pérenniser les investissements réalisés dans le bas-fond.

32. Pour faire face au défi qui menacent les zones du Projet, il est essentiel de promouvoir des pratiques de gestion durable des ressources naturelles à plus grande échelle et de résoudre les problèmes de la déforestation et les feux de brousse répétitifs, l'érosion et la dégradation des terres au niveau des bassins versants dans leur intégralité. Ces activités doivent faire appel à l'intervention d'acteurs multisectoriels au niveau régional et national, le Projet peut y jouer un rôle moteur et facilitateur étant implanté dans la zone.

33. La mutualisation du risque par la mise en place d'assurance agricole a été proposée pour que les EAF puisse faire face aux contraintes et aléas tels que les vols et le banditisme, les aléas climatiques et l'enclavement.

34. L'enclavement des pôles à fort potentiel agricole constitue toujours une contrainte majeure au développement des deux régions Melaky et Menabe, il est important de concevoir des infrastructures de désenclavement de manière à faire face aux effets du climat.

## **G. Analyse institutionnelle**

### **1. Cadre institutionnel**

35. Aucune modification n'est opérée sur le cadre institutionnel du Projet: le Comité national de pilotage (CNP) qui veille à l'alignement du Projet sur les stratégies du pays, deux Comités régionaux

d'orientation et de suivi (CROS) s'assurant de la cohérence avec les politiques nationales sectorielles et les priorités régionales, l'Unité de gestion de projet (UGP) basée à Morondava, rattachée au Ministère en charge de l'agriculture.

36. L'ONE détermine le type d'évaluation environnementale et sociale à faire suivant sa catégorisation suite à un "screening" sur la base du descriptif succinct du Projet et de son milieu d'implantation. Ces études prennent la forme soit d'une étude d'impact environnemental (EIE), soit d'un Programme d'engagement environnemental (PREE). L'ONE est en charge des EIES, tandis que la Cellule environnementale auprès du Ministère en charge de l'Agriculture s'occupe des PREE.

37. Au niveau central, le Bureau national du changement climatique, du carbone et de la Red + (BNCCC Red +), rattaché au Ministère de l'environnement est en charge de la conception et de la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le changement climatique.

## **2. Renforcement des capacités**

38. Une plaidoirie sur l'intégration de la gestion environnementale, sociale et changement climatique, dans le cadre du Projet, auprès des décideurs du Projet renforcerait la considération de la dimension environnementale dans la mise en œuvre du Projet. L'UGP sera le moteur de la plaidoirie qui s'adresse aux membres du CNP, des deux CROS et du Ministère chargé de l'agriculture. L'UGP pourra solliciter l'appui de l'ONE et du BNCCC pour disposer des éléments techniques.

39. Le renforcement des capacités des EAF bénéficiaires peut être réalisé dans le cadre du CEP, parallèlement aux techniques agricoles améliorées. Ainsi, on peut introduire un programme de reboisement, la valorisation des déchets agricoles en compostage biologique, la gestion intégrée de l'eau à l'échelle des ménages pour combiner les petites irrigations et les activités ménagères.

## **H. Suivi-évaluation**

40. Comme prévu par le décret MECIE, les PGES incluront un programme de suivi environnemental qui permettra d'évaluer la mise en œuvre des mesures préconisées et de suivre les indicateurs environnementaux liés à l'exécution du Projet. A titre indicatif, les indicateurs environnementaux et sociaux seront la surface de la couverture végétale décapée, le nombre de plants d'arbres implantés, la surface de terre remise en état après exploitation d'emprunt, le débit d'eau prélevée par dérivation, les ouvrages de renforcement complémentaires, le nombre d'emplois créés. Les indicateurs seront identifiés afin de pouvoir apprécier les retombées positives du Projet et la pression sur l'environnement.

## **I. Informations complémentaires**

41. A priori, tous les enjeux environnementaux, sociaux et climatiques doivent être identifiés au cours des études EIES et PREE. Les éventuelles informations complémentaires nécessaires pourraient être la sécurisation foncière des terres aménagées. A noter que cet aspect fait partie intégrante de la composante 1 et des infrastructures développées dans la composante 2.

## **J. Ressources budgétaires et calendrier**

42. Les coûts afférents à la mise en conformité avec les normes environnementales sont intégrés dans le COSTAB proposé par la mission de RMP. Les études EIES/PREE/audits à entreprendre seront terminées ont été replanifiées au cours de cette mission pour refléter l'avancement actuel dû à la pandémie du COVID-19 et vérifier les réalisations possibles d'ici la clôture du Projet.

## **K. Consultations avec les parties prenantes**

43. Grâce à l'excellente organisation de l'équipe du Projet, la Mission a pu rencontrer des groupes de 7 bénéficiaires et plus, et interagir efficacement avec eux.

**Annexe 1.1. Analyse critique de l'environnement et social, questionnaire PESEC, post ESAP**  
(qui s'applique au Projet)

Questions servant à guider les choix dans l'examen critique des questions environnementales et sociales	Oui/non	Observations/explication
<b>Catégorie A: les éléments suivants peuvent avoir des incidences environnementales et/ou sociales négatives, sensibles et souvent irréversibles auxquelles il ne serait pas facile de remédier.</b>		
<b>Développement des infrastructures</b>		
1. Le Projet comprend-il la remise en état et/ou le développement de grands périmètres d'irrigation (plus de 100 hectares par périmètre) <sup>6</sup> ? (Déclaration d'orientation 7)	OUI	Environ 15 périmètres hydro-agricoles seront aménagés, 2 PEC sont abandonnés.
<b>Catégorie B: les éléments suivants peuvent avoir des incidences environnementales et/ou sociales négatives pouvant être facilement corrigées.</b>		
<b>Gestion des ressources naturelles</b>		
2. Les activités du Projet incluent-elles le développement de filières axées sur les ressources naturelles? (Déclarations d'orientation 1, 6 et 12)	OUI	Les filières développées sont essentiellement des filières de l'agriculture et de l'élevage et sont axées sur les ressources naturelles (sol, eau)
3. Le Projet inclut-il des mesures de conservation du sol et de l'eau à grande échelle? (Déclarations d'orientation 1 et 5)	OUI	Les techniques culturales favorisent la conservation du sol, encore à l'échelle de EAF
<b>Infrastructure</b>		
4. La construction ou l'opération du Projet provoquera-t-elle une augmentation de la circulation sur les routes rurales? (Déclaration d'orientation 10)	OUI	Le transport de matériaux de construction pendant les travaux, la circulation des camions collecteurs de produits agricoles augmenteront
<b>Aspects sociaux</b>		
5. Le Projet exigera-t-il le recours à une main-d'œuvre migrante ou à des travailleurs saisonniers (pour la construction, la plantation et/ou la récolte)? (Déclaration d'orientation 13)	OUI	Des ouvriers spécialisés provenant d'autres régions travaillent sur le chantier de l'aménagement hydro-agricole pendant la durée de travaux (allant de 6 mois à 2 ans)

<sup>6</sup> Le seuil de déclenchement, en termes de taille, d'une évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) peut varier en fonction du contexte national et de la fragilité de lieux spécifiques. Certains pays ont adopté des réglementations relatives à la taille minimum d'un projet d'irrigation pour le déclenchement d'une EIES intégrale, qui seront appliquées lorsqu'elles existent. Toutefois, à défaut de normes, il est proposé de retenir une superficie de 100 hectares comme unité de taille pour déclencher une EIES pour un projet d'irrigation.

## Annexe 1.2. Examen critique du risque climatique

	Oui	Non	Explication supplémentaire si la réponse est "oui"*
6. La zone du Projet a-t-elle connu des phénomènes météorologiques extrêmes – inondations, sécheresses, orages tropicaux ou vagues de chaleur ?	OUI		Les régions sont de plus en plus sujettes aux cyclones
7. Les scénarios climatiques élaborés pour la zone du Projet prévoient-ils des changements de température, de précipitations, ou des conditions météorologiques extrêmes qui pourraient avoir un impact négatif sur le Projet, sa durabilité ou son coût sur sa durée de vie?	OUI		La tendance de conditions météorologiques annonce une régression de la précipitation et une augmentation de la température jusqu'à 1,5°C en 10 ans
8. Le Projet comporte-t-il des investissements dans des zones côtières de faible élévation ou des zones exposées aux orages tropicaux?	OUI		Aux cyclones tropicaux
9. Le Projet est-il réalisé dans des zones où des projets de développement rural ont déjà connu, par le passé, des pertes et des dommages importants liés à des phénomènes météorologiques?	OUI		Les parcelles de culture de haricot dans la zone de Miandrivazo sont inondées par le cyclone de l'année 2004. Les surfaces cultivables ont diminué de plusieurs ha
10. Le Projet développera-t-il ou installera-t-il des infrastructures dans des zones où ont déjà été enregistrés des phénomènes météorologiques extrêmes?	OUI		Certains ouvrages d'irrigation seront implantés dans des zones très érodables par les crues
11. Le groupe cible du Projet est-il entièrement dépendant de ressources naturelles (cultures saisonnières, parcelles sous cultures pluviales, stocks de poissons migrateurs) qui ont été affectées au cours de la décennie écoulée par les évolutions du climat ou par des phénomènes climatiques spécifiques?	OUI		La plupart des cultures a souffert de l'insuffisance et du mal répartition de pluies
12. La variabilité climatique affectera-t-elle probablement la productivité agricole (cultures, élevage, pêche), l'accès aux marchés et/ou l'incidence associée des ravageurs et des maladies pour les groupes cibles du Projet?	OUI		Les cultures pluviales sur tanety et sur baiboho dépendent entièrement de la quantité et du calendrier des pluies
13. Des risques d'ordre météorologique ou des conditions climatiques extrêmes auraient-ils un impact négatif sur des étapes clés des filières recensées dans le Projet (de la production aux marchés)?	OUI		Les risques climatiques impactent sur le rendement, la qualité des produits et le calendrier de récolte
14. Le Projet investit-il dans les moyens d'existence diversifiés et sensibles aux aléas climatiques?	OUI		Agriculture et élevage
15. Le Projet investit-il dans le développement institutionnel et le renforcement des capacités des institutions rurales (groupements de paysans, coopératives) dans des zones hétérogènes du point de vue climatique?	OUI		

	Oui	Non	Explication supplémentaire si la réponse est "oui"**
16. Le Projet présente-t-il un potentiel de renforcement de la résilience grâce à l'adoption de technologies vertes à un coût raisonnable?	OUI		La topographie et la nature du sol permettent les cultures diversifiées
17. L'intervention du Projet offre-t-elle des possibilités de renforcer les capacités des populations autochtones en matière de gestion du risque climatique?	OUI		A travers les CEP
18. Le Projet présente-t-il des possibilités d'intégrer les aspects relatifs à la résilience face au climat grâce à une concertation sur les politiques visant à améliorer les stratégies et les politiques concernant le secteur agricole?	OUI		Le Projet s'aligne aux politiques nationales et sectorielles sur l'agriculture face au CC
19. Le Projet a-t-il la capacité d'intégrer des mesures de résilience face au climat sans d'importants coûts supplémentaires (par exemple des codes de construction améliorés; le renforcement des capacités; ou l'inclusion des questions de risque climatique dans les processus d'action des pouvoirs publics)?	OUI		Les normes de construction des AHA se conforment aux normes nationales NIHYCRI intégrant les crues et les inondations
20. Compte tenu des informations disponibles, le Projet pourrait-il tirer parti d'une analyse plus détaillée du risque climatique et de la vulnérabilité, qui déterminerait la population rurale la plus vulnérable, améliorerait le ciblage et recenserait les investissements supplémentaires pour la gestion des risques climatiques?	OUI		Une analyse plus détaillée orientera la stratégie de développement des régions: le choix de culture, les techniques à appliquer, le ciblage, le calendrier cultural

## Annexe 2 – Tableau d'Analyse des partenariats

Nom du partenaire	Détail du partenariat	Savoirs et compétences à transférer / transférés (Gestion des savoirs)	Rôles attendus dans la pérennisation des acquis	Renforcement de capacités à planifier pour pouvoir assurer la pérennisation des acquis
<b>Partenaires institutionnels</b>				
Office National de Nutrition (ONN) et ses deux branches opérationnelles ORN Menabe et Melaky	ONN : Assurer la mise à disposition d'équipes régionales pour la mise en œuvre des activités de nutrition et en assurer le suivi. ORN: Réaliser les activités d'éducation nutritionnelle dans les communes et fokontany définis dans la convention de partenariat.	Jardins potagers, Elevage à cycle court, Education culinaire, Utilisation et consommation des produits agricoles, Hygiène alimentaire, Suivi de score alimentaire	Promouvoir et développer une compétence locale en matière d'éducation nutritionnelle, Concevoir un modèle et outils de communication standard	Identification et formation des nouveaux relais villageois de (type ACN) au niveau des Fokontany et villages d'intervention des nouvelles communes de la zone d'extension, Formation des groupes d'écoute
AFRICA RICE (Antsirabe)	Recherche rizicole, avec un fonds EARISS, en partenariat avec FOFIFA	Identification des nouvelles variétés de riz plus productifs et adaptés aux conditions écologiques et climatiques changeante dans la zone	Capitalisation et transfert des résultats des recherches vers FOFIFA	- Formation des producteurs sur les nouvelles techniques introduites - Transfert de la production des semences de base identifié chez FOFIFA
FOFIFA (Antananarivo et antenne Morondava)	- Recherche adaptative aux conditions d'exploitation des groupes cibles d'AD2M ; - Régénération, reconstitution des semences souches et production ou importation des semences de base.		Promotion de système de culture, de lutte intégrée et des semences adaptées aux conditions agroécologiques dans les zones d'intervention du Projet Disponibilité des semences de base aux paysans producteurs de semence promus par le Projet (arachide, haricot, pois du cap, riz) Assurer la continuité de la régénération, reconstitution et/ou conservation génétiques des semences	
<b>Ministères sectoriels</b>				
Direction générale de la météorologie et ses	Mise en place et opérationnalisation des stations agro météorologiques, analyse et		Partage des prévisions/informations climatique	

Nom du partenaire	Détail du partenariat	Savoirs et compétences à transférer / transférés (Gestion des savoirs)	Rôles attendus dans la pérennisation des acquis	Renforcement de capacités à planifier pour pouvoir assurer la pérennisation des acquis
services régionaux Menabe et Melaky	communication de l'information climatique.			
Direction générale de l'aménagement du territoire et de l'habitat (MAHTP)	Direction ministérielle qui supervise l'Elaboration de planifications territoriales telles que les SAC/SRAT.	Processus d'élaboration des SAC auprès des acteurs	Suivi des exécutions des SAC	
Direction Générale des Services Fonciers (DGSF) et ses trois directions techniques : Direction d'Appui à la Gestion Foncière Décentralisée (DAGFD), Direction des Etudes et Travaux Topographiques (DETT), et Direction des Domaines et de la Propriété Foncière (DDPF) ainsi que ses services régionaux Menabe et Melaky	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation sur les processus de certification foncière et des opérations subséquentes (élus et agents des guichets),</li> <li>- Acquisition de fonds d'images suivi de l'élaboration/validation PLOF,</li> <li>- Appui à l'opérationnalisation des dispositifs de guichet foncier ;</li> </ul>	Les procédures de certification foncière, L'opérationnalisation des dispositifs de gestion foncière de proximité, Le traitement des opérations subséquentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à l'opérationnalisation des dispositifs de guichet foncier,</li> <li>- Numérisation et échange de toutes informations foncières entre les services fonciers régionaux et les CRIF,</li> <li>- Mise en place au niveau régional de la CIRAGFD,</li> </ul>	Formation des agents du Bureau Spécialisé, Formation des collectivités territoriales, des AGF et ACRIF,
DREDD Menabe et Melaky	Appui à l'encadrement des pépiniéristes, sensibilisation environnementale et changement climatique	Sensibilisation et conscientisation des producteurs et auprès des écoles sur la protection de l'environnement et aux enjeux et effets de changement climatique		
<b>Projets/Programmes</b>				
FORMAPROD	Alphabétisation	Alphabétisation des producteurs dans les zones d'interventions		
<b>Organisations des producteurs faitières et régionales/Chambre des agriculteurs (Tranoben'ny Tantsaha – OPR)</b>				
FITAME (Morondava)	OPR au niveau de la région du Menabe, assure l'encadrement de l'apiculture, fournisseur des matériels et intrants apicoles, collecte de miel auprès des		Recherche des partenaires commerciaux et continuité de service aux membres (production de semence du pois du cap, préfinancement des ruches et vente	



Nom du partenaire	Détail du partenariat	Savoirs et compétences à transférer / transférés (Gestion des savoirs)	Rôles attendus dans la pérennisation des acquis	Renforcement de capacités à planifier pour pouvoir assurer la pérennisation des acquis
	producteurs et exportation. Production de semences de pois du Cap.		groupée des miels avec les apiculteurs)	
<b>Partenaires nationaux / régionaux</b>				
FDA Menabe et Melaky	Abondement d'AD2M à ce fonds pour financer en priorité des OP sur les 3 volets suivants : (i) Renforcement des OPR/OPB; (ii) Equipement collectif; et (iii) Investissements hors zone Projet			
APMF (Antananarivo)	Organisme public chargé de la gestion des embarcadères fluviaux.			
WWF	Sensibilisation/Education environnementale et sur le changement climatique.	Formation des leaders/formateurs sur les foyers améliorées		
Office National pour l'Environnement (ONE) (Antananarivo)	Organisme public chargé de l'octroi de permis et/ou agréments environnementaux		Suivi de la réalisation des cahiers de charge environnementale	
CGARD (Center on Geoinformatics Applications in Rural Development)	Projet du MAEP collaborant avec AD2M sur la fourniture d'images aériennes pour le PLOF	Acquisition des photoaériennes par les services techniques du ministère pour l'actualisation du PLOF		
<b>Agences des Nations Unies et partenaires internationaux</b>				
OFID	Financement de l'aménagement et de la mise en valeur du GPI de Beboka			
<b>Secteur privé</b>				
LFL (branche de l'ECLOSIA)	Filiale d'une société internationale, dont la branche agriculture a créé son antenne dans le district de Miandrivazo en vue du développement de la productivité et surtout la collecte de maïs avec les petits producteurs		Poursuite de la collecte du maïs dans le district de Miandrivazo, souhait sur le préfinancement en facteurs de production (semence, insecticide contre les ennemis de culture en particulier)	
SAHANALA	Société pour le développement et la promotion de commerce équitable et contractualisation avec l'organisation des producteurs,		- Production de semence de maïs en vue de la disponibilité local des semences	- Construction des magasins de stockage pour les OP structurés qui travaillent avec eux

Nom du partenaire	Détail du partenariat	Savoirs et compétences à transférer / transférés (Gestion des savoirs)	Rôles attendus dans la pérennisation des acquis	Renforcement de capacités à planifier pour pouvoir assurer la pérennisation des acquis
	Collaboration en cours avec le maïs dans le pôle de Maintirano, avec possibilité de développement d'autres filières comme l'arachide, le pois du Cap, dans d'autres pôles de production.			
BEMACO	Société pour la vente/ location de matériels agricoles motorisés		Inviter BEMACO à implanter une antenne avec des tracteurs à Menabe pour la location des matériels motorisés	
SENTEUR ET SAVEUR DU MONDE (Antananarivo)	Opérateur de marchés intéressé dans la contractualisation d'achat de miel. Il assure lui-même les récoltes et les opérations post-récoltes et envisage un appui à la production	Changement de qualité de miel et promotion de l'utilisation d'extracteur dans la zone du projet	Préfinancement des ruches et d'autres intrants apicoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités des producteurs et ses structures en liaison avec les exigences de SSM</li> </ul>
ATW et DANISH	Opérateur de marchés intéressés dans la contractualisation d'achat de produits agricoles (pois du cap, arachide, haricot marbré, piment)		- Inciter les opérateurs à la mise en place d'antenne national ou régional et à procéder au préfinancement en facteur de production dont les semences tel que prévus	
<b>Autres partenaires</b>				
CODE Menabe	ONG nationale de mise en œuvre des activités du Projet dans le pôle de Manja et d'Ankilizato-Mandabe.		Partenaires du projet dans le pôle de Manja et d'Ankilizato-Mandabe, contribuant à l'encadrement technique, la mise en place et formation des partenaires relais : pépiniéristes communales, atelier de fabrication des matériels agricoles, producteurs des semences, leaders paysans, structuration des producteurs,	
TOKY FAMPANDROSOANA	ONG nationale de mise en œuvre des activités du Projet dans le pôle de Maintirano et le périmètre de Beboka.		Partenaires du projet dans le pôle de Maintirano et le périmètre de Beboka, contribuant à l'encadrement technique, à la mise en place et formation des partenaires relais : pépiniéristes communales, atelier de fabrication	

Nom du partenaire	Détail du partenariat	Savoirs et compétences à transférer / transférés (Gestion des savoirs)	Rôles attendus dans la pérennisation des acquis	Renforcement de capacités à planifier pour pouvoir assurer la pérennisation des acquis
			des matériels agricoles, producteurs des semences, leaders paysans, structuration des producteurs	
MADE Sarl	ONG nationale de mise en œuvre des activités du Projet dans le pôle de Betsiriry-Moyen Tsiribihina.		Partenaires du projet dans le pôle de Betsiriry-Moyen Tsiribihina, contribuant à l'encadrement technique, à la mise en place et formation des partenaires relais : pépiniéristes communales, atelier de fabrication des matériels agricoles, producteurs des semences, leaders paysans, structuration des producteurs	
SARAGNA	ONG nationale de mise en œuvre des activités du Projet dans le pôle de la Rive droite Tsiribihina et de Tsarahotana.		Partenaires du projet, contribuant à l'encadrement technique, à la mise en place et formation des partenaires relais : pépiniéristes communales, atelier de fabrication des matériels agricoles, producteurs des semences, leaders paysans, structuration des producteurs	
URCECAM	Institution de microfinance nationale avec laquelle AD2M-I avait établi un partenariat majeur pour le développement des services financiers ruraux. Après avoir manifesté son intérêt à co-investir dans la zone d'extension d'AD2M-II, CECAM ne souhaite pour le moment développer des services de finance rurale classiques dans la zone d'extension d'AD2M-II.	On peut capitaliser sur les difficultés rencontrées dans la mise en place des caisses dans des endroits peu favorables.	C'est une institution pérenne qui existait déjà avant le projet et qui existera après le Projet.	Appui à la mise en place de la finance digitale pourrait renforcer l'institution
BRL Madagascar	Bureau d'études de contrôle des travaux d'aménagement hydro-agricole.			
CFAMA	Centre de formation rattachée au MAEP qui assure la formation de base et encadrement en	Formation et suivi des ateliers de fabrication des matériels agricoles	Formation/appui sur la conduite, l'entretien et la réparation des matériels motorisés	

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 4. Analyses techniques

<b>Nom du partenaire</b>	<b>Détail du partenariat</b>	<b>Savoirs et compétences à transférer / transférés (Gestion des savoirs)</b>	<b>Rôles attendus dans la pérennisation des acquis</b>	<b>Renforcement de capacités à planifier pour pouvoir assurer la pérennisation des acquis</b>
	machinisme agricole des artisans/mécaniciens promus par le Projet.			
CEFFEL	Centre d'expérimentation et de formation en fruits et légumes rattaché au groupe FIFATA. Il assure la formation et suivi des pépiniéristes appuyés par le Projet.			

### Annexe 3. Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de revue à mi-parcours en juillet 2019

Mesure convenue	Responsabilité	Echéance	Etat d'avancement
<b>Vue d'ensemble du Projet</b>			
1. Confier la réalisation des SAC à un bureau d'études chargé de recruter toutes les spécialités exigées.	CAOP	12/2020	<b>Partiellement réalisé.</b> Le PTBA et le PPM 2020 prévoient le recrutement de cabinets/bureaux d'études pour la réalisation des SAC. L'AMI en vue d'établir la shortlist des cabinets/bureaux d'études est déjà lancé mais le processus est en suspens compte tenu du confinement.
2. Relancer l'acquisition des stations agro-météorologiques par appel d'offre ouvert à l'échelle nationale.	CPM	12/2019	<b>Réalisé.</b> En tenant compte de l'évolution des produits disponibles sur le marché (mondial) qui propose des matériels plus performants mais pas nécessairement plus chers que ceux prévus initialement, des nouvelles spécifications techniques ont été établies avec la Direction Générale de la Météorologie. Le DAO correspondant est ajusté, le processus intégré dans le PPM 2020 et l'appel d'offres lancé le 06 mars 2020, mais la remise des offres qui tombait dans la période de confinement est reportée à une date ultérieure.
3. Lancer l'appel d'offre pour la 2 <sup>ème</sup> tranche des travaux du PI de Vondrove.	CPM	12/2019	<b>Non-réalisé.</b> Immédiatement après la mission de revue, une actualisation de l'étude d'APD est réalisée. Mais avec une autre recommandation qui conditionne le lancement des travaux à la réalisation d'études d'impact environnemental et à l'obtention du permis y afférent, il est actuellement en veille. Cette étude d'impact est réalisée et a été déposée à l'ONE, le 30/10/2019. En se basant des expériences antérieures, le processus est encore long jusqu'à l'obtention du permis environnemental, ne présageant pas un lancement des travaux dans le futur proche.
4. Classer en PI partenaire <sup>7</sup> Demoka-RD car la gestion et l'entretien de la prise dépassent la capacité des usagers.	MAEP	12/2020	<b>Non-réalisé.</b> L'inscription en tant que périmètre partenaire reste encore tributaire de l'effectivité des textes réglementaires et l'instauration effective des FRERHA régionaux. Le processus de soumission pour inscription sera entamé dès satisfaction de ce qui précède, pas seulement pour Demoka-RD mais également pour le périmètre de Vondrove alimenté par le même dispositif de prise au fil de l'eau.
5. Prendre des mesures transitoires pour les terres en cours d'aménagement afin d'éviter les tentatives d'immatriculation de parcelles avant la distribution finale aux bénéficiaires ciblés par le Projet.	MAEP	10/2019	<b>Partiellement réalisé.</b> Une rencontre avec la Direction des Etudes Topographiques et celle des Domaines et de la Propriété Foncière est réalisée en vue d'examiner la faisabilité de la sécurisation provisoire et dans son ensemble des parcelles des périmètres en cours d'aménagement. Cette action intégrée dans la convention spécifique 2020 entre AD2M et la DGSF n'a pas pu se concrétiser dans le contexte actuel de crise sanitaire.
6. Mettre en place le dispositif de collecte périodique des données sur le Score de consommation alimentaire (SCA) dans le Melaky et le Menabe.	ORN	12/2019	<b>Réalisé.</b> Le dispositif de collecte est en place. Il repose sur un tissu d'anciens ACN par Fokontany d'intervention en éducation nutritionnelle. Le coût de réalisation de collecte de données est intégré dans le protocole de partenariat avec les ORN Menabe et Melaky. La collecte proprement dite est en cours pour Menabe et sera lancé dans les prochaines semaines pour Melaky.

<sup>7</sup> Les PI partenaires sont des PI dont la totalité ou une partie relèvent de la gestion de l'Etat.

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 4. Analyses techniques

Mesure convenue	Responsabilité	Echéance	Etat d'avancement
7. Mener une étude sur la performance des MPV en vue d'intensifier les appuis spécifiques à l'endroit des producteurs les plus vulnérables et d'accroître les investissements dans les activités les plus rentables.	CAOP	12/2019	<b>Partiellement réalisé.</b> Le TDR est déjà finalisé pour un AMI pour recrutement de consultants pour cette étude. Entre temps, suite à une discussion avec le département Agro Management de l'ESS Agro, une autre solution privilégiée est le recrutement d'étudiants préparant de mémoires de fin d'études pour mener ce travail. Ceci a l'avantage d'augmenter la taille d'échantillon et ainsi la fiabilité des résultats. La restriction de déplacement dans la crise sanitaire tombait dans l'attente de la fenêtre temporelle de possibilité des étudiants de se libérer des cours en classes, et la descente sur terrain ne s'est pas encore réalisée.
8. Renforcer les actions de plaidoyer en faveur du principe d'équité d'accès à la terre auprès des autorités compétentes (Services régionaux, régions, communes, communautés locales).	UGP	12/2019	<b>Réalisé.</b> C'est un processus continu pour chaque nouvel aménagement de périmètre irrigué. Pour ce faire, l'ONGT de la coordination de Maintirano-Antsalova, où se concentre l'essentiel des nouveaux aménagements, s'est dotée d'agent socio-foncier dédié à cette activité. Des actions de médiation foncière sont systématiquement réalisées pour chaque nouveau périmètre en cours d'aménagement en vue d'une distribution équitable des parcelles. Les agents du projet jouent un rôle de facilitateur mais les décisions appartiennent aux autorités.
9. Valoriser les contributions des bénéficiaires et les comptabilisées dans les rapports financiers.	RAF, ROP	12/2019	<b>Réalisé.</b> Les apports bénéficiaires pour l'exercice 2019 sont enregistrés dans la base comptable, bien qu'ils ne représentent que 1% de la réalisation budgétaire totale du Projet. En effet, les aménagements sont en ce moment en phase de grands travaux à l'entreprise et n'enregistrent pas encore de réalisations de travaux communautaires constituant l'essentiel des apports de bénéficiaires dans le DCP. Les fiches pour l'exercice 2020 sont en cours de collecte en vue de leur validation puis enregistrement au niveau de la comptabilité.
10. Appliquer une stratégie et des instruments de promotion des OP à caractère commerciale.	ROP,	12/2019	<b>Réalisé.</b> Les documents concernant le DIP, GAIN et la Stratégie Nationale de Développement des Coopératives sont acquis au niveau de l'UGP, et déjà partagés au niveau des ONGT en attendant la formation avec le consultant (qui finalisera également la stratégie) actuellement contractualisé mais en attente du dénouement de la crise sanitaire pour descendre sur terrain. Le recrutement de Chargé de commercialisation au niveau de l'UGP est infructueux car le seul candidat qui s'est présenté à l'entretien final n'a pas convaincu la commission de recrutement. Une discussion avec la FCCIM et de son dispositif DAC est également engagée, en vue de l'établissement d'un protocole entre AD2M, d'une part, et la Fédération et les chambres régionales, d'autre part. Quant à la réalisation, le Projet a déjà promu 8 embryons d'OP commerciales (3 embryons de coopérative miel qui ont déjà vendu 174 litres de miel avec SSM, et 5 associations de base en vue de leur fusion en une fédération pour le maïs qui ont déjà vendu 776t de maïs dont 300t avec SAHANALA en 2020 à Maintirano. Les pionniers des EURL pour le haricot marbré sont promus producteurs de semence et préparent la campagne pour l'année prochaine sur cette filière.
11. Réaliser une étude de faisabilité sur la possibilité et les conditions de mise en place d'un service financier numérique dans les zones d'intervention du Projet.	CP	02/2020	<b>Non réalisé, car jugé non pertinent.</b> Compte tenu des expériences antérieures, il est préférable que ce soit plutôt l'IMF partenaire qui se positionne comme porteur de telle initiative, et que le Projet apporte par la suite son appui pour sa réalisation.

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Appendice 4. Analyses techniques

Mesure convenue	Responsabilité	Echéance	Etat d'avancement
12. Prendre attache avec le PACFC pour la mise en place d'un partenariat pour la réalisation des pistes de désenclavement des périmètres hydro-agricoles du district de Manja.	CP	08/2019	<b>Réalisé.</b> Une rencontre entre la DGTP et la Mission de revue a effectivement évoqué cette possibilité, et est relayée aussitôt après au niveau de l'UGP du PACFC. Cette deuxième rencontre nous a permis malheureusement d'apprendre que, suite à une mission des bailleurs de fonds de ce projet, le volet pistes rurales du PACFC en ce qui concerne l'axe RN9 qui va jusqu'à Manja est finalement annulé. Néanmoins, ce dernier dispose d'un fonds destiné à des groupements féminins profitable au secteur agricole, et est ouvert à une collaboration avec une structure ayant une compétence dans le secteur. Cette piste de collaboration et de complémentarité sera approfondie une fois l'équipe opérationnelle du PACFC en place à Manja.
<b>Stratégie de désengagement</b>			
13. Elaborer de manière détaillée la stratégie de désengagement en différenciant les interventions entre les zones de consolidation et d'extension.	RSE	12/2019	<b>Non-réalisé.</b> La programmation du retrait des communes de la zone de consolidation est bien esquissée en fonction des activités encore à y conduire. Les communes, objets de développement d'activités de commercialisation avec des nouvelles filières émergentes identifiées, sont encore maintenues jusqu'en 2021. Il en est de même pour celles où des travaux d'aménagement de micro-périmètres ASAP sont retenus ; un dispositif allégé d'encadrement y sera maintenu. Ces dispositions sont déjà prises en compte dans le montage de projet d'avenant aux contrats des ONGT. Il reste la finalisation de manière détaillée du document demandé.
<b>Gestion des connaissances</b>			
14. Elaborer et mettre en œuvre un plan de capitalisation en privilégiant les produits et études de cas spécifiques pouvant promouvoir l'apprentissage en interne.	CP	12/2019	<b>Partiellement réalisé.</b> Le PTBA 2020 prévoit le recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration du plan de capitalisation. Un appui de la CAPFIDA est déjà sollicité pour cette activité. Le lancement de l'AMI à cet effet est perturbé par la situation sanitaire actuelle.
15. Diligenter l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication (C4D), afin de renforcer les synergies et l'implication des acteurs, partenaires du Projet.	RSE	12/2019	<b>Partiellement réalisé.</b> Les documents C4D sont partagés et discutés avec l'ensemble de l'équipe lors du regroupement en novembre 2019. Un TDR de FORMAPROD pour la contractualisation par entente directe de CERCOM, qui a déjà fait les diagnostics et a produit le manuel pour le compte de CAPFIDA, est partagé par CAPFIDA et le projet adoptera également ce processus au début du 2 <sup>ème</sup> semestre.
<b>Système de suivi-évaluation (SSE)</b>			
16. Effectuer des contrôles périodiques sur la qualité des données de base à partir d'échantillons prélevés au niveau des agents et ONGT.	RSE	10/2019	<b>Partiellement réalisé.</b> Une check liste qualité pour chaque type d'activité est compris dans le système de suivi évaluation du projet. Il est déjà utilisé depuis le dernier trimestre 2019 pour le contrôle auquel les responsables techniques participent également.
17. Mener les enquêtes thématiques nécessaires pour évaluer les effets du Projet.	RSE	06/2020	<b>Non-réalisé.</b> C'est prévu dans le PTBA et PPM 2020 et sera menée à partir du second semestre, comme prévu dans l'échéance de la recommandation.
<b>Exigence du PESEC</b>			

Mesure convenue	Responsabilité	Echéance	Etat d'avancement
18. Régulariser la mise en conformité environnementale des périmètres achevés (audit environnemental) et des périmètres en cours en collaboration avec l'ONE et planifier les études de mise en conformité environnementale et sociale des nouveaux aménagements, conformément au décret MECIE. Assujettir le lancement de tous nouveaux travaux à l'obtention du certificat environnemental <sup>8</sup> .	CP, CSCC / Cellule environnementale MAEP		<b>Partiellement réalisé.</b> L'obligation en matière de mise en conformité environnementale vis-à-vis de la réglementation nationale a été clarifiée avec le SECRU/MAEP et l'ONE le 30 octobre et le 14 novembre 2019. Ce dernier a sorti les catégories de ces 11 périmètres en décembre-janvier 2020. Parallèlement, un AMI a été lancé en octobre qui a permis d'identifier 5 consultants qualifiés pour réaliser ces études d'impacts. Un d'entre eux a réalisé dès le premier trimestre 2020 celle des 2 périmètres dans le district de Manja (Vondrove et Ambararatra), seuls accessibles en cette période de pluies parmi les 11. La restriction de déplacements liée à la crise sanitaire tombée avant que la saison de pluies ne s'achève n'a pas permis la poursuite des études pour le reste des périmètres, et ce jusqu'à ce jour, deux consultants étant déjà contractualisés pour ces études.  Les résultats de l'EIES du périmètre de Vondrove (1 810 ha avec les travaux de 2 <sup>ème</sup> tranche) sont déposés à l'ONE, et ceux du PREE du PPI d'Ambararata au SECRU/MAEP. Pour ce dernier, l'autorisation environnementale vient d'être délivrée au Projet et le cahier des charges environnementales lui est notifié pour mise en œuvre.
19. Assujettir le lancement de tous nouveaux travaux à l'obtention du certificat environnemental <sup>9</sup> .	CP, CIR, CSCC,	Continu	<b>Réalisé.</b> Les nouveaux travaux suivent maintenant la procédure prévue, comme par exemple pour les nouveaux MPI sur financement de l'ASAP.
<b>Gestion et exécution fiduciaire</b>			
20. Ouvrir des sous-comptes mouvementés par signature conjointe parmi les trois signataires: deux régisseurs actuels et Responsable des opérations (ROP), le premier approvisionnement fait à partir des fonds RPI pour un maximum de 140 millions MGA (40 000 USD).	CP / RAF	09/2019	<b>Non-réalisé.</b> La DDP privilégie plutôt la nomination de régisseurs suppléants des comptes actuels du Projet, au lieu de l'ouverture de sous comptes avancés par des ressources des RPI. La concrétisation de cette mesure sera combinée avec l'arrêté de nomination du nouveau RAF en cours de finalisation de recrutement comme régisseur.
21. Recueillir les justificatifs des DTI sur le matériel roulant pour les comptabiliser au titre de la contrepartie mobilisée pour le Projet.	RAF	10/2019	<b>Réalisé.</b>
22. Créer un compte du Projet auprès d'un opérateur téléphonique pour effectuer directement des transferts aux fournisseurs des microprojets et aux agents en mission, avec relevés mensuels.	RAF	09/2019	<b>Partiellement réalisé.</b> Sur proposition ultérieure de la Finance Officer du FIDA passé en mission au pays, l'opérationnalisation de cette recommandation, intéressant en fait d'autres projets du portefeuille, a été remontée au niveau de la CAPFIDA, qui a mené la négociation avec les opérateurs et l'expérimentation au niveau de quelques sites pilotes des autres projets comme le Programme FORMAPROD. La phase test étant passée avec succès, le projet AD2M passera une convention spécifique avec l'opérateur. Entre temps, le projet a continué ses paiements par télé-transfert auprès de cash point.
23. Réactualiser les TdR du CPM et de l'APM.	CP, CPM	08/2019	<b>Réalisé.</b> L'ancienne CIR ayant cumulé la fonction de CPM assure pleinement et uniquement le rôle de CPM, et a eu ses TDR réactualisés avec également ceux de l'APM.

<sup>8</sup> Recommandation formulée par le FIDA après maintien du Projet dans la catégorie environnementale B (Lettre de gestion du 23 octobre 2019) et qui annule les recommandations de la modification.

<sup>9</sup> Seconde mesure contenue dans la Lettre de gestion du 23 octobre 2019 du FIDA.



Mesure convenue	Responsabilité	Echéance	Etat d'avancement
24. Recruter un assistant qui sera chargé de l'exécution des tâches logistiques.	CP, RAF	09/2019	<b>Réalisé.</b> L'analyse des charges importantes de travail de l'Assistant comptable chargé des paiements, par rapport aux tâches purement logistiques, amène le Projet à proposer le recrutement plutôt d'un Assistant comptable prenant part aux tâches logistiques au lieu et place d'un simple assistant logistique. Cette personne est déjà recrutée.
25. Mettre à jour le Manuel des procédures pour refléter les modifications de l'organigramme; les nouvelles dispositions de la Lettre à l'emprunteur, du système national et des méthodes de passation de marchés; la mobilisation de la DRAEP dans les activités de passation de marchés.	RAF, CPM	09/2019	<b>Réalisé.</b> La mise à jour des deux manuels de passation de marchés et de Procédures administratives et financières est réalisée, et ont eu la non objection du FIDA respectivement le 13 et le 26 mars 2020. En effet, <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le manuel de passation de marchés; (i) l'amendement de la Lettre à l'Emprunteur a réhaussé les seuils des méthodes de passation recommandées ainsi que ceux de l'examen préalable du FIDA; (ii) le système national a revu également à la hausse les seuils de contrôle a priori par les Commissions de marchés ainsi que les seuils des procédures de passation de marchés publics; et (iii) la procédure de consultation de prix par affichage, prévue dans le Code national des marchés publics, est également recommandée par la Revue à posteriori des passations de marchés dans le cadre de la revue à mi-parcours pour être utilisée et impliquer la Direction régionale du Ministère de tutelle ;</li> <li>- En ce qui concerne le manuel des procédures administratives et financières, la mise à jour est motivée essentiellement par (i) le changement d'organigramme suite à la suppression de l'unité administrative et logistique et l'intégration de cette fonction au sein de la Cellule devenue administrative et financière; (ii) l'intégration du système national d'appel de fonds et de régularisation budgétaire des dépenses sur fonds d'emprunt, qui manquaient dans la version initiale du manuel; (iii) l'intégration également du mode de paiement par mobile-banking; et (iv) des modifications opérées sur le plan comptable afin de le rendre plus pertinent et plus intelligible.</li> </ul>
26. Soumettre au FIDA pour avis de non-objection le Manuel des procédures de plan passation de marchés mis à jour.	CP, CPM	10/2019	<b>Réalisé.</b>
27. Diligenter l'acquisition des kits solaires avec un matériel adapté et performant ainsi que toutes les garanties nécessaires.	CPM	09/2019	<b>Non-réalisé.</b> Face à la prolifération des matériels solaires bas de gamme sur le marché local, le Projet a opté dans son PPM 2020 l'appel d'offre avec un pré-qualification pour ce type de matériels. La conduite de cette procédure peu courante est actuellement en cours de discussion au niveau de l'équipe du projet et de l'UGPM.
28. Organiser le contrôle à posteriori des marchés par la CNM.	CPM, CAPFIDA	06/2020	<b>Partiellement réalisé.</b> Un protocole est signé dans ce sens entre la CAPFIDA et la CNM. La liste des contrats soumis au contrôle à posteriori est déjà remise à la CNM via la CAPFIDA en vue de l'organisation du contrôle. La formation des membres de la CRM par la CNM n'a pas pu être concrétisée dans le contexte de crise sanitaire.

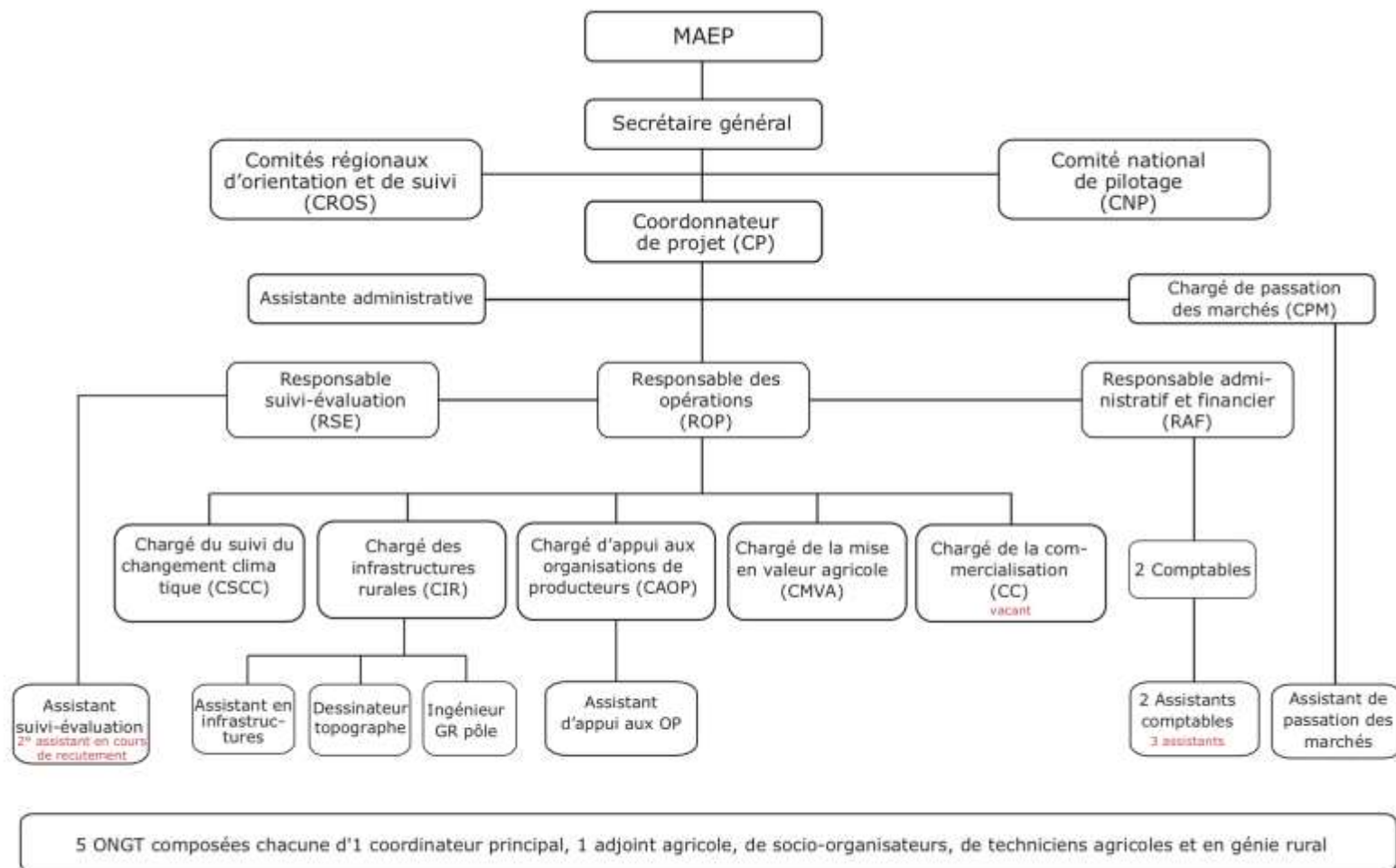
## Annexe 4. Contributions d'AD2M-II au Plan émergence Madagascar (PEM)

### Programme 1. Assurer l'autosuffisance alimentaire

Objectif	Action, mesure ou projet	Indicateur	Unité	Cible du PEM	Contribution AD2M-II
Etendre les superficies rizicoles	Aménager de nouvelles superficies rizicoles	Superficie aménagée	ha	100 000	9 320
	Réhabiliter des superficies hydro-agricoles	Superficie réhabilitée	ha	220 000	
Augmenter la productivité agricole	Vulgariser la technique SRI / PAPRiz	Superficie installée	ha	115 000	11 370
	Etendre la superficie cultivée par des variétés performantes (riz hybride, etc.)	Superficie cultivée	ha	20 000	12 370
	Mettre en place un système d'approvisionnement de semence de qualité performante	Quantité de semence améliorée de riz disponible	t	3 125	37
	Mise en œuvre d'une stratégie de vulgarisation de masse	Paysans adoptants	nbre	70 000	14 750
Promouvoir l'apiculture à grande échelle	Produire des reines à grande échelle (Nombre de reines par ruche: 1)	Ruches disponibles	nbre	26 000	8 000
Appuyer les autres filières agricoles	Developper et redynamiser la filière maïs	Partenariats établis	nbre	5	2
	Mettre en place un système d'approvisionnement de semence de maïs certifiée et performante : IRAT 200, PANNAR et autres semences hybrides	Quantité de semences disponibles	t	200	75
	Renforcer la lutte contre la CLA	Pièges à phéromone installés	nbre	27 500	7 000

## Annexe 6. Organigramme et personnel du Projet

Figure 1: Organigramme du projet AD2M-II



## Liste du personnel au 30 juin 2020

### Liste du personnel d'AD2M-II

N°	Nom et Prénom	Fonction	Dates de fonction	
			entrée	sortie
1	RAKOTONDRATSIMA Andrianaiainasoa	Coordonnateur du Projet (CP)	05/01/2016	
2	ANDRIANTSILAVO Manoamanana	Responsable des opérations (ROP)	05/01/2016	
3	RASOAVOLANANDRIANINA Domoïna	Responsable administratif et financier (RAF)	15/11/2017	
4	ANDRIANARISOA Miadanahanta (M <sup>me</sup> )	Chargée passation de marchés CPM)	22/05/2019	
5	RAZAFINDRATSIMA Alain Hery Lanto	Responsable suivi évaluation (RSE)	05/01/2016	
6	ANDRIANATOANDRO Jean Maximin	Chargé d'appui aux organisations des producteurs et du foncier (CAOP)	05/01/2016	
7	RAKOTOARISOA Doris	Chargé de la mise en valeur agricole (CMVA)	18/07/2018	
8	RAKOTONDRABE Samuel	Chargé des infrastructures rurales (CIR)	12/08/2019	
9	MAHALINIRINA Onitsoa Yolande (M <sup>me</sup> )	Chargé de Suivi du Changement Climatique (CSCC)	27/07/2020	
10	RAKOTONIAINA Andrianjaka	Ingénieur GR pôle	05/01/2016	
11	RANDRIANJATOVO Narindra	Assistant mise en valeur agricole	01/09/2018	
12	RANDRIAMIHAJARIVÉLO Jean Emilien	Assistant passation de marchés	26/10/2017	
13	RAFAMANTANANATSOA Ambinimiary Romuald	Assistant mise en valeur agricole	22/06/2020	
14	RANDRIANTSOA Maminiaïna	Assistant Suivi Evaluation	01/12/2019	
15	RAMAROLAHY Armand	Assistant appui aux organisations des producteurs et du foncier	18/07/2018	
16	RAKOTONDARAMANANA Vonimbola	Assistant infrastructures rurales	16/07/2018	
17	ANDRIAMBELO Jocelyn Christian	Comptable	05/01/2016	
18	RANDRIANJATOVO Hery Liva	Comptable	01/08/2018	
19	RANDRIANARIVO Jean	Assistant comptable	05/01/2016	
20	RANDRIANARIVÉLO Rindra	Assistant Comptable	20/11/2019	
21	RABEARIVONY Sarindra Nirina (M <sup>me</sup> )	Assistant Comptable	01/07/2020	
22	RALAMBOMANANA Herimampionona	Dessinateur topographe	05/01/2016	
23	RESAMPA Olivia (M <sup>me</sup> )	Assistante administrative	05/01/2016	
24	RASOAMANGARIVONY Zélérine (M <sup>me</sup> )	Femme de ménage	05/01/2016	
25	FREDERIC Prosper	Chauffeur	05/01/2016	
26	RAKOTOMANGA Marie Giovanny	Chauffeur	04/01/2018	
27	HARISON Stanislas	Chauffeur	09/07/2018	
28	RAZAFIMAHATRATRA Rémi	Chauffeur	05/07/2018	
29	SALIM Salah	Chauffeur	05/01/2016	
30	RAZAFIMAHATRATRA Solofoaritiana Antonio	Chauffeur	01/06/2018	
31	RANDRIANAIVOSON Jean Emmanuel	Gardien	05/01/2016	
32	ROLLAND Matio	Gardien	01/01/2017	

## Personnel ONGT

Catégorie	CODE Sarl	Toky Fampandrosona	Saragna	MADE Sarl	TOTAL
	Ankilizato, Manja	Maintirano, Bebooka	Ambatolavy (Betsiry et Moyen Tsiribihina)	Rive droite Tsiribihina, Tsarahotana	
Coordinateur	1	1	1	1	4
Coordinateur adjoint	2	1	1		4
<b>S/total Coordination</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>8</b>
SO	8	10	7	6	31
TA	9	11	7	8	35
TGR	2	1	2	0	5
<b>S/total accompagnement bénéf.</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>71</b>
Assistant administratif - comptable	1	1	1	1	4
Chauffeur	2	2	1	1	6
Gardien	2	2		2	6
<b>S/total agents administration</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>16</b>
<b>Total général</b>	<b>27</b>	<b>29</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>95</b>

SO: Socio-organisateur  
TA: Technicien agricole  
TGR: Technicien génie rural

## Annexe 7. Historique du Projet

19 janvier- 4 février 2015	Mission initiale de conception détaillée du Projet
12 – 30 avril 2015	Mission finale de conception détaillée du Projet
16 juin 2015	Approbation du financement OFID par le Conseil d'administration de l'OFID
15 septembre 2015	Approbation du financement FIDA par le Conseil d'administration du FIDA
20 octobre 2015	Signature de l'Accord de financement du FIDA
30 décembre 2015	Date d'entrée en vigueur du Prêt FIDA n° 2000001263 et du Don ASAP n° 2000001262
31 décembre 2015	Achèvement d'AD2M – phase I
04 mars 2016	Atelier de lancement officiel d'AD2M-II à Antananarivo
06 - 07 avril 2016	Atelier de mise en œuvre technique à Antananarivo
16 février 2016	Date d'entrée en vigueur du Prêt OFID n° 1654 P
30 juin 2016	Clôture d'AD2M - phase I
23 septembre 2016	Premier décaissement du Prêt FIDA
11 octobre 2016	Premier décaissement du Don ASAP
12 - 24 mars 2017	1 <sup>ère</sup> mission de supervision du Projet par le FIDA
14 - 15 mars 2017	Atelier de lancement du Don ASAP à Morondava
04 -13 octobre 2017	Mission d'appui du Projet
16 - 31 mars 2018	2 <sup>ème</sup> mission de supervision du Projet par le FIDA
24 juillet – 08 août 2019	Mission de revue à mi-parcours du Projet
27 juillet – 11 août 2020	Mission de supervision à distance du Projet
31 décembre 2022	Prévision achèvement du Projet
30 juin 2023	Prévision clôture du Projet



Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 5: Préparation et planification de la mission, mandat, calendrier et personnes rencontrées**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes





## Appendice 5. Planification et préparation de la Mission, termes de référence, calendrier, personnes rencontrées

### I. Termes de référence de la Mission

#### 1. Contexte et structure actuelle

AD2M phase II, est un projet de mise à l'échelle de la stratégie, des approches et instruments mis en œuvre avec succès au cours de la première phase du projet AD2M-I. C'est un projet de développement rural intégré qui vise l'émergence de « pôles de développement agricole » intégrant la mise en valeur productive avec des moyens et techniques de production résilients, le développement des services agricoles et l'appui à l'accès au marché. Son objectif général est de favoriser l'amélioration durable des revenus et de la sécurité alimentaire des exploitations agricoles des régions de Menabe et Melaky. Ses objectifs spécifiques sont: i) la reproduction à plus grande échelle de systèmes de production des EAF performants et résilients au changement climatique; et ii) le renforcement de l'accès des producteurs à des marchés rémunérateurs dans le cadre de filières prioritaires.

AD2M phase II comprend trois composantes qui sont: (i) Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique; (ii) Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques; et (iii) Gestion du projet et suivi-évaluation.

La composante 1 vise la valorisation durable des systèmes de cultures pratiqués sur les périmètres irrigués, les terres de *baiboho* et de *tanety*. Elle consiste à: (i) étendre les terres aménagées par une meilleure maîtrise d'eau; (ii) augmenter la productivité des terres et du travail tout en préservant les ressources naturelles; (iii) appuyer l'organisation des producteurs; et (iv) améliorer les services d'appui à la production et de sécurisation foncière, de proximité. Cette composante 1 comprend 3 sous-composantes: (i) Développement d'infrastructures productives résilientes; (ii) Organisation & Formation des producteurs; et (iii) Appui aux services agricoles efficaces.

La composante 2 vise à développer l'accès aux marchés, les opportunités économiques et l'approche chaîne de valeur. Cette composante comprend 2 sous-composantes: (i) Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits et; (ii) Appui aux organisations professionnelles, au partenariat OP/OM, et accès aux services financiers.

Avec cette 2e phase, le projet élargit sa zone d'intervention de 19 à 47 communes des régions de Menabe et Melaky. Les groupes cibles sont constitués de 57.000 ménages, dont 22.000 déjà touchés lors de la 1ère phase et de 35.000 nouveaux ménages bénéficiaires. L'Accord de financement a été signé en octobre 2015 et son entrée en vigueur a été prononcée en décembre 2015 pour une durée exécutive de 7 ans. La date d'achèvement du projet est prévue au 31 décembre 2022.

Le Coût prévisionnel du Projet pour la période 2016-2022 est de 56,7 millions USD, dont 34,4 millions USD (60,7%) de prêt FIDA, 6 millions USD (10,6%) de don ASAP, 7,5 millions USD (13,2%) de prêt OFID, 7,7 millions USD (13,5%) de contributions du Gouvernement de Madagascar et 1,2 million USD d'apports des bénéficiaires.

#### 2. Principales conclusions et recommandations de la revue à mi-parcours

La mission de revue à mi-parcours du projet s'est déroulée du 24 juillet au 8 août 2019 et a fait les principales conclusions et recommandations ci-après :

- (i) L'année blanche de 2016 n'a pas été totalement rattrapée du fait de défis majeurs à relever dans la zone du Projet: (i) enclavement prononcé des nouveaux sites d'intervention et difficulté à y

- mobiliser des ressources humaines qualifiées; (ii) détérioration de l'insécurité rurale durant les années 2016 à 2018; (iii) peu de soumissionnaires pour certains appels d'offres ou désistement de sociétés adjudicataires devant les difficultés des sites.
- (ii) Le taux décaissement des tous les financements reçus a été jugés insatisfaisants : 27,6% sur le don ASAP, 28,1% sur le prêt OFID et 21,4% sur le prêt FIDA au 30 juin 2019 ;
  - (iii) Les investissements structurants de la Composante 1 « Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique » sont à un stade d'avancement relativement satisfaisant, mais l'ingénierie sociale autour des investissements ainsi que le respect des procédures de mise en conformité environnementale et sociale (MECIE) devraient être renforcés et accélérés ; le lancement de tout nouveau travaux sera désormais assujéti à l'obtention de certificat environnemental ;
  - (iv) Les activités de formation en techniques agricoles résilientes au changement climatique et d'appuis aux plus vulnérables présentent des niveaux d'exécution satisfaisants et ont été des éléments déterminants de l'accroissement de la productivité agricole ;
  - (v) En revanche, les résultats de la Composante 2 « accès aux marchés et aux opportunités économiques » demeurent faibles ; peu de progrès ont été accomplis en matière de renforcement des capacités et des fonctions économiques des OP. La revue a recommandé l'adoption d'une approche à deux niveaux pour développer les partenariats OP/OM: avec la structuration des exploitations agricoles familiales (EAF) en OP en ayant recours aux outils développés avec AROPA (DIP, GAIN) et le renforcement de la dynamique des partenariats avec les OM en utilisant des dispositifs institutionnels développés par la FCCIM /PROSPERER ;
  - (vi) En matière d'accès aux services financiers où aucune activité n'a été menée. La revue a recommandé la réorientation des activités sur l'éducation financière et sur les services de transactions financières numériques en partenariat avec des institutions de microfinance (IMF) ;
  - (vii) La revue à mi-parcours a également recommandé le retrait de la zone de consolidation à travers un arrêt progressif des activités d'appui à la production d'ici 2021 (Composante 1), tout en poursuivant cependant les activités de valorisation de la production (Composante2). Il y a lieu également de saisir les opportunités du marché tout en gardant un nombre raisonnable de filières prioritaires ;
  - (viii) Face au retard de démarrage du projet et aux différentes contraintes dans l'exécution des travaux d'investissement, et afin de permettre aux populations rurales cibles de pouvoir exploiter pleinement les perspectives offertes par les nouvelles opportunités de marchés et par les investissements dans les aménagements hydroagricoles, la revue a recommandé une extension de l'achèvement et de la clôture du projet de 24 mois. Cependant, à ce jour, le Gouvernement n'a pas encore formulé de requête officielle sur l'extension de la durée du projet.

### **3. Objectifs de la mission**

La mission de supervision à distance à lieu deux ans avant l'achèvement du projet et sera particulièrement focalisée sur les aspects de durabilité, notamment sur les stratégies et les interventions en cours qui accroîtront la durabilité environnementale et sociale des acquis et des résultats après le projet. La mission appréciera également l'impact direct et indirect du COVID-19 aux bénéficiaires et à l'atteinte des objectifs du projet.

D'une manière générale, les objectifs de la présente mission de supervision sont les suivants :

- Evaluer l'état d'avancement des activités du projet dans son ensemble et par composante en lien avec les PTBA 2019 et 2020 ;
- Apprécier l'impact direct et indirect du COVID-19 sur les bénéficiaires et les activités du projet ainsi que les mesures prises par le projet à tous les niveaux;

- Apprécier la mise en œuvre des recommandations de la revue à mi-parcours avec un accent particulier sur les mesures prises pour assurer la conformité avec les procédures nationales de sauvegarde environnementale et sociale et celles du FIDA;
- Apprécier la stratégie de désengagement du projet ;
- Apprécier la qualité de la gestion administrative et financière du projet.

#### 4. Composition de la mission

La mission de supervision travaillera en étroite collaboration avec l'UCP et le Ministère de tutelle. Elle sera composée de :

**Mr Ibrahima Bamba, Directeur-Pays, Chef de mission.** Il sera responsable de la cohérence des recommandations de la mission et coordonnera le travail de la mission. Il sera en charge d'apprécier l'efficacité et l'optimisation des ressources du projet (Value for money) et fera une analyse des initiatives prises par le projet afin d'améliorer l'accès des producteurs et des acteurs des filières aux financements (Accès aux services financiers de la sous-composante 2.2). Sur la base de la contribution des membres de l'équipe d'appui, il sera responsable de la relecture de l'Aide-Mémoire avant sa finalisation et de la validation du rapport de supervision suivant le nouveau format SMRO.

**Mme Rachel Senn, chargée de programme, FIDA.** Elle sera co-responsable de la coordination le travail à distance de la mission. Plus spécifiquement, elle sera en charge d'apprécier la gestion du projet, la gestion des ONG-T et des prestataires, ainsi que la mobilisation de partenariat en vue de la durabilité des acquis du projet. Elle appréciera l'état d'avancement de toutes les activités financées sur le fonds ASAP et fera une supervision de la collaboration avec *Africa Rice*, dans la promotion de variété de riz résiliente aux aléas climatiques, objet de Don spécifique par le FIDA. Elle contribuera à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de supervision (voir Annexe 2).

**Mr Jean-Charles Heyd, Agronome, Chargé de la coordination technique.** Il sera responsable de la rédaction et de la finalisation de l'Aide-Mémoire et du rapport de supervision suivant le format SMRO (voir Annexe 2). Il appréciera les impacts directs et indirects du COVID-19 sur les bénéficiaires et sur le projet, ainsi que les mesures prises par le projet pour les atténuer. Il sera également responsable de la revue de la stratégie de désengagement du projet et plus particulièrement l'appropriation des approches et des activités par les bénéficiaires, les structures relais et toutes les parties prenantes ainsi que l'implication des institutions publiques. Il analysera l'engagement du projet en termes d'appui institutionnel et d'appui au niveau des politiques nationales. Il passera en revue la réalisation des recommandations de la mission de revue à mi-parcours ; fera une analyse du cadre logique pour apprécier l'efficacité du projet et la perspective d'atteinte des objectifs ; et appréciera les innovations apportées ou mises en œuvre par le projet et évaluera le potentiel de mise à l'échelle du projet et de ses acquis en indiquant les acteurs potentiels.

**Mr Fabien Randriambololona, Spécialiste en Infrastructures rurales.** Il sera principalement responsable de la sous-composante 1.1. Développement d'infrastructures productives résilientes; mais également des sous-composantes 1.2. Organisation des producteurs pour la gestion des infrastructures ainsi que de la sous-composante 2.1. "Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits", en collaboration avec les autres membres de la mission. Il appréciera le niveau de réalisation des investissements en infrastructure de base et en aménagements hydroagricoles ainsi que la qualité d'exécution, les caractéristiques techniques, des coûts et des délais de réalisation des investissements. Il évaluera la durabilité des ouvrages mis en place en tenant compte des appuis en renforcement des institutions locales chargées de leur gestion. Il contribuera à l'élaboration de la note PESEC en collaboration avec les membres de la mission et à la rédaction de l'aide-mémoire, du rapport de supervision et de l'Appendice IV (voir Annexe 2).

**Mr Claude Ralijaona, Agronome, spécialiste en professionnalisation des organisations professionnelles.** Il sera responsable des sous-composantes 1.2. « Organisation et formation des producteurs » ; 1.3 « Appui aux services agricoles efficaces » et de la sous-composante 2.2. « Appui aux organisations professionnelles, au partenariat OP/OM, et accès aux services financiers ». Il contribuera à l'appréciation de l'état d'avancement de la sous-composante 2.1. "Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits", en collaboration avec les autres membres de la mission. Il appréciera également la qualité de l'accompagnement technique et organisationnel des producteurs, la pertinence des services fournis aux organisations des producteurs à tous les niveaux, l'amélioration des rendements et de la productivité agricole. Il évaluera ainsi dans quelle mesure les capacités (de gestion, techniques, organisationnelles, éducatives etc.) et le capital social des femmes et des hommes pauvres, au niveau individuel (autonomisation et capital humain) et collectif (autonomisation et développement organisationnel) ont été mises en place, étendues ou renforcées. Il contribuera à la rédaction de l'Aide-mémoire, du rapport de supervision et de l'Appendice IV (voir Annexe 2).

**Mme Audrey Nepveu de Villemarceau, Spécialiste en gestion de l'eau, PMI/FIDA.** Elle sera en charge de l'analyse de l'engagement du projet pour la gestion rationnelle des ressources et de l'environnement et pour améliorer la résilience et l'adaptation des producteurs et des systèmes de production aux changements climatiques. Elle sera responsable d'apprécier la durabilité environnementale et sociale des investissements structurants et des acquis du projet. En collaboration avec les membres de la mission, elle appréciera l'inclusion des plus vulnérables pour bénéficier des interventions du projet et analysera dans quelle mesure les actions mises en œuvre permettent d'assurer la restauration ou la gestion durable des ressources naturelles et de renforcer la capacité des communautés et des institutions à gérer les risques environnementaux actuels et futurs. En outre, elle évaluera le respect des procédures nationales en termes de mise en conformité environnementale et sociale des investissements (Decret MECIE), la réalisation des mesures d'atténuation des impacts et risques environnementaux, sociaux et climatiques recommandées à la conception du projet, et finalisera ainsi la note sur les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC). Elle contribuera à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de supervision et de l'Appendice IV (voir Annexe 2).

**Mr Harold Liversage. Spécialiste en gestion et sécurisation foncière, PMI/FIDA.** Il sera en charge d'apprécier les interventions du projet en matière de sécurisation foncière : appui dans les réformes et les politiques sectorielles, appui institutionnel et accompagnement des producteurs. Il contribuera à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de supervision (voir Annexe 2) en collaboration avec l'équipe du PMI/FIDA (Giulia Barbanente et Jimmy Gaudin).

**Mme Tantely Randrianasolo, spécialiste en suivi-évaluation et gestion des savoirs / CAPFIDA.** Elle appréciera l'opérationnalité du système de suivi-évaluation, et plus particulièrement l'intégration des PESEC dans le système S&E en place ainsi que la participation des bénéficiaires dans les opérations de suivi-évaluation du projet. Elle passera en revue la stratégie de gestion des savoirs en place, notamment le processus d'apprentissage et la valorisation des notes de capitalisations élaborées. Elle identifiera des thématiques et approches qui pourront faire l'objet de capitalisation. Par ailleurs, elle sera en charge des aspects de ciblage et de genre, notamment la capacitation et l'autonomisation des plus vulnérables et des groupes marginalisés. En collaboration avec les autres membres de la mission, elle sera en charge du volet appui à l'éducation nutritionnelle (sous-composante 1.2) et plus particulièrement sur les indicateurs liés à la nutrition dans le cadre logique. Elle contribuera à la rédaction de l'Aide-mémoire, du rapport de supervision et de l'Appendice I (voir Annexe 2).

**Consultant en Gestion Financière** qui appréciera la gestion administrative et financière du programme dans son ensemble, avec des termes de référence plus spécifiques. Il/Elle contribuera dans la rédaction de l'Aide-Mémoire et du rapport de supervision ainsi que les annexes en lien avec la gestion financière et administrative et tout document relatif à la mission (voir Annexe 2).

**Mr Hery Rahaingo, Contrôleur interne de la CAPFIDA.** Il appuiera le/la Consultant(e) en Gestion Financière sur la gestion financière et tous les aspects fiduciaires du projet. Il sera en charge d'apprécier l'état d'avancement du processus d'évaluation des contributions nationales au sein du projet.

**Mr Rado Rakotondralambo.** Spécialiste en passation des marchés, fera une revue de la passation des marchés au sein du projet, à travers des termes de référence spécifiques.

#### **4. Livrables de la mission**

**A la fin de la mission, les membres de la mission produiront conjointement, en concertation avec l'équipe du projet et sous la supervision du Directeur Pays les documents suivants:**

- un aide-mémoire consignant les propositions et conclusions provisoires de la mission, disponible au moment de la pré-restitution virtuelle au projet et de la restitution virtuelle au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et aux partenaires du projet;
- un rapport de supervision rédigé selon le format SMRO agréé par le FIDA.

#### **5. Programme provisoire de la mission**

Compte tenu des restrictions de voyage et des mesures de distanciation en vigueur à Madagascar, l'intégralité de la mission se fera à distance en valorisation la technologie de la communication suivant l'agenda provisoire ci-dessous ou, tout amendement qui sera agréé par le Chef de mission :

Date	Lieu	Activités
27 juillet	Réunions Virtuelles	Réunion de démarrage de la mission entre les membres de la mission
		« Visite de courtoisie virtuelle » auprès de SG
		Réception des documents de l'équipe du projet
28 juillet	Réunion Virtuelle	Présentation des réalisations du PTBA 2019 et 2020 et Etat d'avancement du projet
	Réunion Virtuelle	Finalisation du programme de rencontre avec les bénéficiaires, autorités, partenaires, et équipe du projet (liste, date, heure, méthode et moyen d'interaction, ...)
29 – 31 juillet	Réunion virtuelle, focus groupes et appels téléphoniques	Interaction/rencontre virtuelle avec bénéficiaires, autorités et partenaires en focus groupe ou individuel
		Réunion/rencontre avec les membres de l'équipe du projet (suivant les thématiques)
31 juillet	Réunion virtuelle	Réunion de coordination de la mission (membres de la mission)

03 août	Réunion virtuelle entre les membres de la mission	Mise en commun des constats et des analyses
04 – 06 août	Réunion virtuelle, focus groupes et appels téléphoniques	Interaction/rencontre virtuelle avec bénéficiaires, autorités et partenaires en focus groupe ou individuel  Réunion/rencontre avec les membres de l'équipe du projet - suite (suivant les thématiques)
	Réunion virtuelle entre les membres de la mission	Rédaction de l'Aide-Mémoire et du rapport de supervision
07 août	Réunion virtuelle	Pré-restitution Aide-mémoire
08 – 09 août		Finalisation de l'AM et du rapport de supervision
10 août	Réunion virtuelle	Discussion de la performance du projet et des notations pour chaque indicateur du rapport de supervision avec équipe du projet
11 août	Réunion virtuelle	Restitution de la mission (MAEP, COPIL, représentants des bénéficiaires et partenaires)
14 août		Date de remise du rapport final et de ses Annexes

## 6- Indications pour la mission de supervision à distance

### Introduction

L'Etat d'urgence sanitaire ainsi que les mesures de prévention de l'expansion de la pandémie COVID-19 nous amènent à changer les méthodes de conduite des missions de supervision, tout en garantissant une fiabilité des informations et une objectivité dans les analyses et les conclusions. Ce document est extrait des Directives du FIDA pour la conduite des missions de supervision à distance. Les indications seront adaptées au contexte général du pays, plus particulièrement à la capacité des bénéficiaires et des parties prenantes à interagir avec les membres de la mission à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La mission de supervision à distance a cependant l'avantage d'interagir avec un plus large éventail de bénéficiaires et d'interlocuteurs, qui ne seront plus limités par les visites de terrain et l'accessibilité des sites d'intervention. Cette mission de supervision donnera l'opportunité d'interagir avec les bénéficiaires et parties prenantes aussi bien au niveau national que dans les régions de Melaky et de Menabe.

### Préalable

Tout au long de la mission de supervision, il n'y aura pas de contact physique ni de réunions présentielles entre les membres de la mission, entre la mission et l'équipe du projet, entre la mission et les parties prenantes. Tous les échanges se feront de manière virtuelle ou à travers des appels téléphoniques. Il n'y aura pas non plus de visites de sites. La fluidité de la communication et des informations sera un prérequis afin de garantir l'atteinte des objectifs de la mission. A cet effet, plusieurs points seront à considérer :

**La préparation de la mission.** Etape cruciale pour la réussite de la mission, la préparation inclut/recommande:

- L'envoi par les membres de la mission de la liste des documents et requêtes spécifiques au projet bien avant le démarrage de la mission (22 juillet) ;
- Le stockage et l'accès commun de tous les documents à travers dropbox ou googledrive;
- Le partage de tous les documents relatifs à l'état d'avancement du projet et des thématiques spécifiques (comme les activités financées par ASAP) ainsi que les réalisations des recommandations de la revue à mi-parcours au plus tard le premier jour de démarrage de la mission (au plus tard le 27 juillet) ;
- La liste des personnes que les membres de la mission souhaitent rencontrer ainsi que les thématiques concernées
- Les informations sur les dispositions prises par le projet pour la réalisation des focus groupes et des entretiens avec les partenaires et autorités.
- Chaque membre de la mission et de l'équipe du projet prendra les dispositions nécessaires pour assurer la réalisation des réunions virtuelles planifiées.

**Présentation de l'état d'avancement du projet.** En complément de la présentation (powerpoint) des réalisations et de l'état d'avancement du projet, il est recommandé au projet de préparer d'autres supports de communication/présentation pour permettre une meilleure appréciation des résultats par la mission : présentation visuelle comme un diaporama de photos ou films sur les réalisations, recueil de témoignages des bénéficiaires et des parties prenantes ; etc.

#### **Déroulement de la mission**

D'une manière générale, une mission de supervision à distance reprend le calendrier d'une mission de supervision standard, à savoir : présentation de l'état d'avancement du projet ; rencontre et discussion avec les bénéficiaires et les parties prenantes ; pré-restitution avec l'équipe du projet et restitution finale de la mission au MAEP, COPIL et parties prenantes pour discuter des actions et mesures convenues; édition d'Aide-mémoire et de rapport de supervision avec ses Annexes ; envoi de lettre de gestion au MAEP résumant les principales conclusions et recommandations de la mission.

**Coordination de la mission.** La spécificité de la mission est l'intervention à distance du Chef de mission (Directeur Pays), du responsable de la coordination technique de la mission (Jean-Charles Heyd) et des experts du FIDA, ainsi que l'interaction virtuelle de l'ensemble des membres de la mission bien qu'ils soient tous basés à Antananarivo. Ce contexte présente trois défis majeurs, auxquels les membres de la mission devront faire face : (i) défis dans la planification des rencontres afin d'optimiser le temps aussi bien des parties prenantes, interlocuteurs que des membres de la mission ; (ii) la qualité de la connectivité internet et (iii) un défis dans la mise en commun des analyses et dans la cohérence des recommandations vu que la mission n'a pas l'opportunité des échanges quotidiens en fin de journée, comme pendant les missions sur terrain.

Il est ainsi recommandé de planifier des réunions de coordination et de mise en commun des analyses de manière périodique tout au long de la mission, suivant la disponibilité de chaque membre de la mission. La première réunion de coordination aura lieu le 27 juillet, date de début de la mission.

**Rencontre avec l'équipe du projet.** Après la présentation de l'état d'avancement du projet et afin de faciliter l'organisation de rencontre individuelle ou groupée avec l'équipe du projet, le projet partagera la liste exhaustive de son personnel technique ainsi que leurs attributions respectives.

**Rencontre avec les bénéficiaires du projet.** L'organisation de la rencontre virtuelle avec les bénéficiaires se fera de concert avec l'équipe du projet en tenant en compte du contexte local (restriction des déplacements, connectivité internet, disponibilité des bénéficiaires, etc.), mais également des besoins et objectifs de la mission.

Comme la plupart des bénéficiaires ne sont pas familiers avec les réunions virtuelles, la tenue de plusieurs réunions en focus groupe par thématique est recommandée pour cette mission :

- Une thématique par focus groupe pour une durée maximum de 90 minutes ;
- Envoyer et partager au préalable les grandes lignes des questions aux participants du focus groupe pour qu'ils puissent se préparer, en gardant toutefois une marge dans l'agenda pour les questions spontanées ;
- Focus groupe : 10 personnes au maximum
- Bien gérer le temps.
- La fiche des présences sera assurée par l'équipe du projet et sera par la suite partagée aux membres de la mission.

**Rencontre avec les partenaires et ONG-T.** La rencontre avec les autorités, les partenaires et les ONG-T se fera individuellement ou en groupe suivant le cas. La mission assurera une coordination des rencontres et une optimisation du temps de chaque interlocuteur.

**Pré-restitution au projet.** La pré-restitution des conclusions et recommandations de la mission à l'équipe du projet se fera de manière virtuelle. Plusieurs sessions pourraient être envisagées en fonction de l'intensité des discussions et échanges.

**Restitution au MAEP et aux partenaires.** La restitution au MAEP et aux partenaires se fera également de manière virtuelle

#### **Réunions virtuelles**

Le choix de la technologie pour conduire les réunions virtuelles se fera en concertation avec l'équipe du projet et suivant les limites de chaque outil : Microsoft Team, Zoom meeting, Webinar, skype, whatsapp, etc. Il est cependant essentiel de préalablement partager aux participants le mode d'utilisation de chaque outil avant le démarrage de chaque réunion.



## **II. Calendrier de la Mission**

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

**Appendice 5. Planification et préparation de la mission**

Journée	Horaire	Thème de discussion	Extension/ Consolidation	Village d'origine des bénéficiaires	Lieu de discussion	Participants mission
23-juil	15:00 - 16:00	Réunion de préparation de la mission de supervision				
27-juil	9:00 - 9:20	Visite de courtoisie au Secrétaire général (SG) du MAEP				IB, Rachel, JC
28-juil	9:00 - 11:30	Présentation des réalisations du PTBA 2019 et 2020 et état d'avancement du Projet: Composante 1			Monradava	Toute l'équipe
	14:30 - 16:30	Présentation des réalisations du PTBA 2019 et 2020 et état d'avancement du Projet: Composante 2 & 3				
29-juil	9:00 - 11:00	Filière riz Tsaraotana: gestion des périmètres, AUE, riziculteurs Tsaraotana +boutique d'intrants+ Piste Tsaraotana-Ambatomisay	Consolidation	Antsiraraky et Tsaraotana	Belo	Fabien, Claude, JC
	11:00 - 12:00	AUE+ riziculture Lavaheloka	Consolidation	Antsoha	Belo	Fabien, Claude, JC
	14:30 - 16:00	Filière miel: fabricant ruches, Apicultures et embryon coopérative, vente avec SSM	Extension	Tsianaloka, Tsimafana	Belo	Claude, JC
30-juil	9:00 - 10:30	Production sur décrue: pois du Cap, haricot, Black eyes	Extension	Tsimafana et Bemarivo Ankirondro	Belo	Fabien
sessions parallèles	9:00 - 10:30	Filière haricot: PPS, production avec CEP, EURL et innovation avec l'introduction de motorisation	Extension	Miandrivazo, Tsarafidy Morarano	Miandrivazo	Claude, JC, IB
sessions parallèles	10:30 - 11:30	Microprojet et foyer amélioré	Extension	Tsimafana, Bemarivo Ankirondro	Belo	Tantely, Audrey
	10:30 - 12:00	Filière maïs: production, commercialisation avec LFL	Consolidation	Antsoha, Ambalakida, Antanambao, Analambiby	Miandrivazo	Claude, JC, IB
sessions parallèles	14:30 - 16:30	<b>Réunion thématique Aspects fiduciaires</b>				Holy, Hery
	14:30 - 16:30	<b>Réunion thématique Organisation des producteurs, appui conseil et mise en valeur agricole</b>				Claude, JC
sessions parallèles	9:00 - 10:30	Foncier avec GF et CRIF Andranomainty	Extension	Andranomainty	Miandrivazo	Giulia, Rachel
	10:30 - 12:00	Foncier avec GF et CRIF+ Schéma d'aménagement communal (SAC) Manambina	Consolidation	Manambina	Miandrivazo	Giulia, Rachel, Fabien
	16:45 - 17:45	Réunion interne mission				

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

**Appendice 5. Planification et préparation de la mission**

Journée	Horaire	Thème de discussion	Extension/ Consolidation	Village d'origine des bénéficiaires	Lieu de discussion	Participants mission
31-juil	9:00 - 10:30	Filière maïs à Maintirano: production, agrégation autour de Sahanala, structuration des producteurs et vente des produits	Extension	Ankisatra et Mafaijjo	Maintirano	Tantely, Claude, JC, Rachel, IB
	10:30 - 12:00	Betanatanana: AUE et gestion de l'infrastructure Demoka, production rizicole, reboisement	Extension	Betanatanana	Maintirano	Fabien, Claude, JC
sessions parallèles	14:30 - 16:30	<b>Réunion thématique infrastructures rurales</b>				Fabien
	14:30 - 16:00	Foncier avec GF et CRIF Betanatanana	Extension	Betanatanana	Maintirano	Tantely, Gluila
	14:30 - 16:00	Adaptation au CC: Valorisation rizière à mauvaise maîtrise d'eau, agriculture de conservation et plantation banane batavia	Extension	Andranomainty, Ampihaky, Morarano	Miandrivazo	Audrey, Rachel
01-août	9:00 - 11:00	<b>Réunion thématique Suivi-évaluation, genre, nutrition, ciblage</b>				Rachel, Tantely, Audrey, Claude, JC, IB
03-août	9:00 - 10:30	Production sur décrue: pois du Cap, haricot, black eyes	Extension	Befoly, Ambalalava, Anjolofoay-Fkt Besatroaka	Manja	Fabien, JC, IB
	10:30 - 12:00	Nutrition, CUMA et foyer améliorée	Extension	Ankilimidà et Manja	Manja	Tantely, Audrey
sessions parallèles	14:30 - 16:00	Poriculture: naisseur et engraisseur	Extension	Manja I et II	Manja	Claude
	14:30 - 16:30	<b>Réunion thématique Aspects institutionnels, partenariats, gestion de Projet</b>				Rachel, JC
	16:30 - 18:30	<b>Réunion thématique Aspects environnementaux</b>				Audrey, Fabien, Rachel, JC
04-août	9:00 - 10:30	Entretien avec les deux ORN Melaky et Menabe				Rachel, Tantely
	10:30 - 12:00	Foncier avec GF et CRIF Manja	Extension	Manja	Manja	Jimmy, JC
	14:30 - 16:30	<b>Réunion thématique Aspects fonciers et finances rurales</b>				Jimmy, IB, JC
05-août	14h00	<b>Envoi au coordinateur technique des contributions pour l'aide mémoire</b>				
05-août	16:00 - 17:15	Entretien avec le Directeur général UNICECAM				IB, Rachel, JC
06-août	9:00 - 10:30	Entretien avec DAPA et DRAE Menabe sur le Don-FIDA ALFIS				Rachel, Dr Christiane
	11:00 - 12:30	Entretien avec la Directrice générale du FDA				IB, Rachel, Claude, Tantely
	14:30 - 16:30	Entretien avec les ONGT (partenariat, pérennisation des acquis, réponse COVID)				Rachel

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)

Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

**Appendice 5. Planification et préparation de la mission**

Journée	Horaire	Thème de discussion	Extension/ Consolidation	Village d'origine des bénéficiaires	Lieu de discussion	Participants mission
08-août	9:00 - 14:00	Discussion de l'aide-mémoire avec l'équipe du Projet				
09-août		Envoi de l'aide-mémoire provisoire au gouvernement				
10-août	11:30 - 12:45	Discussion de la performance du Projet et des notations pour chaque indicateur du rapport de supervision				Mission, UGP
11-août	14:30 - 16:30	Réunion de restitution de la mission de supervision (Ministères, CNP, partenaires nationaux)			Antananarivo	Mission

### III. Liste des principales personnes rencontrées par la Mission

Nom et prénom	Institution, localité	Fonction
<b>Antananarivo</b>		
TILAHY ANDRIANARANINTSOA Désir	MAEP/SG	Secrétaire général
RAHARINOMENA Fanja (M <sup>me</sup> )	MAEP/CPAR (Cellule de coordination et d'appui aux projets et aux activités régionales)	Directrice générale
RAHANTAMALA Fanja (M <sup>me</sup> )	FDA	Directrice générale
RAJAONARISON José Serge	UNICECAM	Directeur général
<b>Région du Menabe</b>		
RANDRIAMIARINERA Hajanirina Serge	DRAEP	Directeur
RAKOTONDRATSIMA Andrianiainasoa	AD2M	Coordonnateur (CP)
RASOAVOLANANDRIANINA Domoïna	AD2M	Responsable administratif et financier (RAF)
MAHALINIRINA Onitsoa Yolande	AD2M	Chargé de suivi des changements climatiques (CSCC)
ANDRIANTSILAVO Manoa	AD2M	Responsable des opérations (ROP)
RAZAFINDRATSIMA Alain	AD2M	Responsable suivi-évaluation (RSE)
RAKOTONDRABE Samuel	AD2M	Chargé des infrastructures rurales (CIR)
ANDRIANARISOA Miadanahanta	AD2M	Chargé de passation de marchés (CPM)
ANDRIANATOANDRO Jean Maximin	AD2M	Chargé d'appui aux organisations des producteurs et de la sécurisation foncière (CAOP-SF)
<b>District Manja</b>		
RAZAFINTSALAMA Mahaleo	ONGT CODE Menabe	Coordonnateur
Razafindraibe	Ankiliabo	Producteur pois du cap
Sambine Mampijano	Ankiliabo	Producteur pois du cap
Razakasoavina Andrinaina Joel	Ankiliabo	Producteur de semences pois du cap et Maire
Meissance	Ankiliabo	Producteur haricot rouge marbré
Elanirina	Ankiliabo	Producteur haricot rouge marbré
Zafinambinina Eida	Ankiliabo	Producteur black eyes
Emilienne	Ankiliabo	Producteur black eyes
RAKOTORAHALAHY Jean Baptiste	Beharona	Bénéficiaire nutrition
Razafindrakaly Charline	Beharona	Bénéficiaire nutrition
Fotora	Beharona	Bénéficiaire nutrition
Soanatendrika Rosine	Manja	Promoteur foyer améliorée
Zevy Christine	Manja	Promoteur foyer améliorée
RAKOTONIAINA Nomenjanahary	Manja	Promoteur MPV CUMA
RAMOMA Marie	Manja	Promoteur MPV CUMA
RAKOTONDRABE Andriantiana	Manja	Porciculteur (naiseur)
ANDRIANTSEHENO Ndranto	Manja	Porciculteur (naiseur)
RANDRIAFALIMANANA Fidèle	Manja	Porciculteur (naiseur)
RAKOTONIAINA Aimé	Manja	Porciculteur (naiseur)
RAKOTONIAINA Daniel	Manja	Porciculteur (engraisseur)
RAMIANDRISOARIJAONA	Manja	Porciculteur (engraisseur)
RANDRIAMAMAMPY Richard	Manja	Porciculteur (engraisseur)
RAZAFINTSALAMA Mahaleo	ONGT CODE Menabe-Coordination Manja	Coordonnateur
RAFIDISON Tsiry Tiana	ORN Menabe	Coordonnateur régional

**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)  
Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020  
**Appendice 5. Planification et préparation de la mission**

Nom et prénom	Institution, localité	Fonction
<b>District <u>Belo sur Tsiribihina</u></b>		
RATSIMBAZAFY RAYMOND	CEP riz – PI Manambolo – CR Antsiraraky	Paysan cultivateur
DJADAGNA TAHINA ELYSE HONORE	CEP riz – PI Manambolo – CR Antsiraraky	Paysan cultivateur
REMI BEANDRAZA	CEP riz – PI Manambolo – CR Antsiraraky	Paysan cultivateur
RAHERINJATO OLIVA HARILALAINA	Boutique d'intrants – CR Tsaraotana	Détenteur boutique d'intrants
KAZARY MARTIN	Mairie – CR Tsaraotana (Antsiraraky)	1 <sup>er</sup> Adjoint au Maire
REJIHY JULIENNE	PI Manambolo Antsiraraky – CR Tsaraotana	Trésorière Union Vovonana
DOLIN BEJAMIN	PI Manambolo Antsiraraky – CR Tsaraotana	Conseiller Zone 2
FLORENT	PI Manambolo Antsiraraky – CR Tsaraotana	Président Union Vovonana
RAKOTONINDRINA JEAN BAPTISTE	PI Lavaheloka Ambalavakisiny – CR Antsoha	Président AUE Mamelombahoaka
SOLEIL MANGOALA	PI Lavaheloka Ambalavakisiny – CR Antsoha	Chef périmètre
ZATOVO ALBERT	PI Lavaheloka Ambalavakisiny – CR Antsoha	Délégué de village, agent recouvreur
MAHATAMBATSY JUSTIN	PI Lavaheloka Ambalavakisiny – CR Antsoha	Délégué de village, agent recouvreur
LONGONY JEAN FRANCK	CEP Apiculture, OP/OM Tsimafana - CR Tsimafana	Président Coopérative Tsilanimamy
RANDRIANARIVO JEAN CLAUDE	CEP Apiculture, OP/OM Tsimafana - CR Tsimafana	Membre Coopérative Tsilanimamy
ZAFILAHY TSIMANOKY	CEP Apiculture, Fkt Tsianaloky – CR Tsimafana	Membre CEP, Apiculteur
RANDRIAMANANJARA EMILE	CEP Apiculture, Fkt Tsianaloky – CR Tsimafana	Membre CEP, Apiculteur
BATATA DELPHIN	CEP Apiculture, OP/OM Kiboy - CR Tsimafana	Membre Coopérative Miraisoa
ZAFILAHY FANDAHARA	CEP Apiculture, Fkt Kiboy – CR Tsimafana	Membre CEP, Apiculteur
JOROFELY VICTOR	CEP Black eyes, Fkt Tsianaloky – CR Tsimafana	Membre CEP, Paysan cultivateur
BINASY	CEP Black eyes, Fkt Tsianaloky – CR Tsimafana	Membre CEP, Paysan cultivateur
ODELON	CEP Haricot, Fkt Ampanihy – CR Tsimafana	Membre CEP, Paysan cultivateur
MAHAVITAZY	CEP Haricot, Fkt Ampanihy – CR Tsimafana	Membre CEP, Paysan cultivateur
HAJASOA FLORIA	CEP Haricot, Fkt Ampanihy – CR Tsimafana	Membre CEP, Paysan cultivateur
MANORONGA ROBERT	CEP Pois du cap, Fkt Tsimafana – CR Tsimafana	Membre CEP, Paysan cultivateur
VELONAY	CEP Pois du cap, Fkt Tsimafana – CR Tsimafana	Membre CEP, Paysan cultivateur
RINA Suzety	MPV Cuma, Fkt Tsaratombo – CR Tsimafana	Membre du groupement MIRINDRA
SONY PIERRETTE	MPV Cuma, Fkt Tsaratombo – CR Tsimafana	Chef du groupement MIRINDRA
MOUSSA	MPV Pêche, Fkt Tsimafana – CR Tsimafana	Chef du groupement FANDROSOA
RADALOVELOSOA Nomenjanahary Florine	MPV Non agricole, Fkt Tsimafana – CR Tsimafana	Chef du groupement SOAMAHALOMBA
LAMBO	MPV Caprin, Fkt Ankotrofoty – Bemarivo Ank	Membre MPV, paysan éleveur



**République de Madagascar:** Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)  
Mission de supervision - Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020  
**Appendice 5. Planification et préparation de la mission**

Nom et prénom	Institution, localité	Fonction
MASKY TOENDRAINNY	MPV Caprin, Fkt Ankotrofoty – Bemarivo Ank	Membre MPV, paysan éleveur
RANAIVOMANANA MODESTE	Foyer amélioré, Fkt Mahavelo – CR Bemarivo Ank	Animateur formateur
<b>District Miandrivazo</b>		
RAZAFINDARABE Justin	CR Andranomainty	PPS/EURL haricot
ZOLALAINA Stanislas	CR Andranomainty	Producteurs de haricot
ANDONIAINA Sarah	CR Andranomainty	Producteur de haricot
RAKOTONDRABE Jems	CR Andranomainty	Producteur de haricot
SOUAND Hassany	CR Andranomainty	Producteur de haricot
RANDRIANASOLO Daphnel	CR Andranomainty	Producteur de haricot
RAZAFINDRALAHY Jean Joseph	CR Andranomainty	Producteur de haricot
ANDRIAMAMPIONONA Alfred	ONG MADE SARL	Technicien agricole
RASOANAIVO Setraniaina	ONG MADE SARL	Technicien agricole
RANDRIAMANDIMBIMANANA Alfred	ONG MADE SARL	Coordonnateur
TONGAMISY Paul	DRAEP Menabe	Chef Service régional de l'agriculture
TONGALAZA Santatra Yvon	Ankotrofotsy	Producteur de maïs
RAMANDIMBY Jean Baptiste	Antsoha/CR Ankotrofotsy	Producteur de maïs
MANANAMPY	Ankotrofotsy	Producteur de maïs
TOZAFY	Antanambao/CR Ankotrofotsy	Producteur de maïs
RAFANOMEZANTSOA Jeannot	Analambiby/CR Isalo	Paysan Leader maïs
SOAVY	Analambiby/CR Isalo	Producteur de maïs
RANAIVOMANANTSOA Théodore Donné	ONG MADE SARL	Technicien agricole
ANDRIANIRINA Fidisoa	ONG MADE SARL	Technicien agricole
RAZAFIMAHEFA Claudio	AD2M	Agent foncier
ANDRIAMAHATASY Victor	AD2M	Agent foncier
RAKOTOMALALA Justion	MADE SARL	Socio-organisateur
TAHIRISOA Nicolas	CR Andranomainty	AGF
RAZAFINDRAVAONORO Vololona	CR Andranomainty	AGF
RANDRIAMAMPIONONA Modeste	CR Andranomainty	Maire
RASOLOFOHERINDRAINNY Jean Clovis	CR Manambina	AGF
Randriamidona Roger	CR Manambina	Maire
CLARA Leda	Anosimena	Producteur Agriculture de conservation
RIJA Tsiliso	Anosimena	Producteur Agriculture de conservation
PELA Jean	Anosimena	
RABELSON	Anosimena	Planteur de banana Batavia
RAZAFINDRALAHY Jean Joseph	Anosimena	Producteur Agriculture de conservation
NOMENJANAHARY Bien Aimé	Anosimena	Producteur Agriculture de Conservation
<b>Région du Melaky</b>		
NGADO Fleur	DRAEP Melaky	Directeur
MINOSOA Lala Ranaivo	ONGT Toky Fampandrosoana	Coordonnateur
KOLY	Filière maïs Ankisatsy	Membre OP Vonjy Aina
RAVOLA	Filière maïs Ankisatsy	Présidente OP Vonjy Aina
JEAN CHRISTOPHE	Filière maïs Ankisatsy	Membre OP Vonjy Aina
LEANDRE SOALIA TSIMAGNAHY	Filière maïs Ankisatsy	Membre OP Vonjy Aina
SOANIRINA Noeline	Sécurisation foncière Betanatanana	Demandeur de certificat foncier

**Appendice 5. Planification et préparation de la mission**

<b>Nom et prénom</b>	<b>Institution, localité</b>	<b>Fonction</b>
RAJO NOMENA	Sécurisation foncière Betanatanana	AGF
ANDRIATSIFERANA Hajandrainy Eugène	Riziculture Betanatanana	Membre CEP Soamiray
RANAIVO EDOUARD	Sécurisation foncière Betanatanana	Demandeur de certificat foncier
ZORY	Riziculture et AUE Demoka Betanatanana	Président AUE Fiadanana Demoka
JOCELYN ERNEST	AUE Demoka Betanatanana	Trésorier Union des AUE Demoka
JOBERT	AUE Demoka Betanatanana	Président de l'Union
RAKOTOVOAVY NOELSON	Sécurisation foncière Betanatanana	Demandeur de certificat foncier
RANDRIANJOMA ERNEST	Sécurisation foncière betanatanana	Demandeur de certificat foncier
REMINDRA BERTHIN	AUE Demoka Betanatanana	Trésorier AUE Mahatsara
RAVOLAMIARINJATO FRANCOISE	AUE Demoka Betanatanana	Trésorière AUE Mahavelorano
ZOMBANY ZANANIRINA ELDA	Filière maïs Mafaijjo	Secrétaire OP Soamandroso
RAVONJISON THEOPHILE	Filière maïs Mafaijjo	Membre OP Soamandroso
JOSOA RAZAFIMAHEFA	Filière maïs Mafaijjo	Membre OP Soamandroso



#### IV. Liste des participants à la restitution finale de la Mission du 11 août 2020

Participants (51)					
Tapez pour filtrer...					
JC	Jean Charles Heyd (moi)	📄 🗨	HA	HOLY ANDRIAMIHAJA	✗ ✗
RF	Rachel FIDA (Animateur)	✗ ✗	IB	Ibrahima Bamba, CPM FIDA	✗ ✗
RI	RAHARINOMENA fanja	📄 🗨	J/	Joelisoa / DDP-MEF	✗ ✗
4	44125	✗ ✗	LR	Lucile Razafimpamo	✗ ✗
AR	Alain RAZAFINDRATSIMA	✗ ✗	MA	MANOA ANDRIANTSILAVO	✗ ✗
AR	Alfred Randimby	✗ 🗨	M	Marinà_DAAB_MAEF	✗ ✗
A	Anondraka	✗ ✗	MR	Misa Rakotomalala	✗ ✗
A	ARMAND	✗ ✗	NR	Ndriana Rahaga, CAPFIDA	✗ ✗
C	CELESTIN	✗ ✗	NF	NGADO Fleur Honorée	✗ ✗
CD	CHEF DE REGION MELAKY	✗ ✗	N	Norohasina	✗ ✗
CH	Claude H. Ralijaona Consultant	✗ ✗	OD	Oliva DGR MAEP	✗ ✗
CF	CN FORMAPROD	✗ ✗	O	ONN	✗ ✗
CA	CP AD2M	✗ ✗	OC	Ony_ Csc	✗
CR	Cyrille RANDRIAMAMPANDRY	✗ ✗	PD	Philémon-suivi-evaluation DRAEP ME...	✗ ✗
DM	DAGFD MATP Tiana	✗ ✗	R	RADO	✗ ✗
d	dgnf	✗ ✗	RB	RAKOTOMALALA Bruno/SASPO/DPSE	✗ ✗
Dd	Directeur des domaines LAZA	✗ ✗	RL	RAMAROSON Lantonirina	✗ ✗
DR	Domoina RAF AD2M	✗ ✗	r	randrianaritiana	✗ ✗
	DPSE - MATTP - CPN	✗ ✗	RP	Ratolorantsoa Petera	✗ ✗
DC	Dr Christiane CPAR/MAEP	✗ ✗	RC	RAZAFIMAHEFA Claudio	✗ ✗
FC	Fabien Consultant GR	✗ ✗	SD	Serge DRAEP MENABE	✗ ✗
FR	Fanja RAHANTAMALALA - DG FDA	✗ ✗	TC	Tantely CAPFIDA	✗ ✗
	Giulia Barbanente - FIDA	✗ ✗	TC	Tsiry CR ORN MENABE	✗ ✗
HD	Haja DGR	✗ ✗	V	Velo	✗ ✗
HR	Hery RAHAINGO/CAPFIDA	✗ ✗	WR	Wellina RANDRIAMELSON	✗ ✗
			éc	équipe comptabilité	✗ ✗



Investir dans les populations rurales

## **Madagascar**

---

### **Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 6: Passation des marchés**

Dates de mission: 27 juillet au 11 août 2020

Date du document: 03/09/2020

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5470-MG

Afrique orientale et australe  
Département de la gestion des programmes



## **Appendice 6. Evaluation de l'indicateur de performance de la passation de marchés**

La mission a évalué le plan de passation de marchés et sa mise en œuvre, la conduite du processus de passation de marchés, la gestion des contrats, et l'état des archives. La mission a également procédé à un contrôle a posteriori de quelques contrats passés durant les exercices 2019 et du premier semestre 2020.

La revue s'est appuyée sur les PPM 2019 et 2020, les registres de contrats, et une dizaine de contrats passés durant les exercices 2019 et premier semestre 2020. Suivant les constats observés, la mission a également procédé à un appui pratique aux responsables du projet notamment pour adresser les contraintes engendrées par la restriction et les mesures d'urgence liées au COVID-19.

La capacité de gestion des responsables et la conduite générale de la passation de marchés sont jugées satisfaisantes, et la mission a apprécié la valeur ajoutée apportée par la séparation des deux fonctions de passation de marchés et d'infrastructures, mesure prise immédiatement après la mission de revue à mi-parcours en 2019. Toutefois, l'avènement du COVID-19 et les conditionnalités imposées par l'étude d'impact environnemental ont entraîné un ralentissement de la mise en œuvre du PPM 2020, et par suite un très faible taux d'exécution. On signale également que pour l'exercice 2019, le taux d'exécution est assez faible.

Toutes les recommandations de la revue à mi-parcours et du rapport d'audit 2018 ont été généralement bien suivies, et la CPM et l'APM ont bénéficié de la formation virtuelle organisée par le FIDA (juin – juillet 2020). En mai 2020, les mêmes responsables ont également reçu une formation sur l'utilisation du nouveau format de PPM établi par le FIDA.

Le projet AD2M a procédé à la numérisation des archives 2019 et 2020, ce qui a été très appréciée par la mission, malgré quelques rares éléments manquants dans les archives numérisées. L'opération appelle à une continuité et à une sécurisation des données.

### **Note globale de la performance : 4**

#### **A - Plan de passation de marchés et registre de contrat**

Le taux d'exécution du PPM 2019 est jugé assez faible : 58 % en montant et 15 % en nombre. Parmi les raisons de ce faible taux, on note principalement (i) les conditionnalités techniques liées à l'étude d'impact environnemental, qui a retardé le lancement de certains travaux et l'exécution d'autres contrats et (ii) le traitement au niveau central du processus de passation de marchés par appel d'offres, dont l'éloignement géographique par rapport au siège du projet engendre des délais supplémentaires. On note également la réticence des candidats potentiels à participer aux appels d'offres en raison de l'enclavement des sites de travaux, ayant entraîné des appels d'offres infructueux. Enfin, on signale que la CPM a cumulé le poste de responsable en infrastructure durant plus de la moitié de l'année 2019.

Pour l'exercice 2020, la mission a noté une cohérence satisfaisante entre le PTBA et le PPM 2020, tout en signalant quelques rares petits contrats qui auraient dû être groupés en raison de leur homogénéité. Tous les contrats passés figurent dans le PPM non objecté. La mise en œuvre du PPM 2020 est fortement impactée par les mesures de restriction et de sécurité liées au COVID-19, avec une réalisation de 7 % en montant et 38% en nombre.

Le maintien des mesures de restriction devra conduire le projet à réorienter et redimensionner son PTBA et son PPM pour le second semestre, de façon à optimiser les méthodes de passation de marchés et d'accélérer les délais d'acquisition tout en assurant le respect des règles en vigueur.

Le registre des contrats est bien renseigné et contient toutes les informations requises, mais il est toujours établi manuellement. Afin d'instruire automatiquement le registre, la mission recommande le paramétrage du logiciel de gestion financière et comptable pour assurer une édition automatique du registre de contrat.

**Notation : 3**

### **B - Processus et procédures d'appel d'offres**

La conduite des procédures de mise en concurrence (appel d'offre, consultation de fournisseur, demande de proformas) est généralement conforme à la transparence, et la publication des avis de mise en concurrence est acceptable. Les dossiers de mise en concurrence sont de bonnes qualités. La mission a constaté le respect des dispositions de l'accord de financement, de la lettre à l'emprunteur, ainsi que de la réglementation nationale. Le nombre de réponses et la participation aux appels d'offres sont acceptables et le projet maintient une base de données de prestataires suffisant.

Depuis la formation d'octobre 2019, la mission note que les recommandations émises dans le passé ont été bien suivies, en particuliers, les critères de conformité et de qualification utilisés sont actuellement optimisés pour assurer plus de compétitivité.

La mission note toutefois quelques délais de préparation des offres assez courts ne permettant pas aux candidats de disposer d'un délai suffisant pour préparer leurs offres/propositions, et éventuellement demander des éclaircissements.

Pour assurer une célérité dans la planification des activités pour le second semestre 2020, il est fortement recommandé (i) de traiter la majorité du processus au niveau de la région Menabe, (ii) d'enrichir la base de données des prestataires, en y incluant éventuellement les prestataires de la région Vakinankaratra, et (iii) d'appliquer les mesures exceptionnelles en passation de marchés liées au COVID -19 conçues par le FIDA.

**Notation : 5**

### **D - Processus et procédures d'évaluation et d'attribution des contrats**

Toutes les mises en concurrence par appel d'offres, par consultation de fournisseur ou par demande de proformas reçoivent des réponses en nombre satisfaisant. La mission a noté qu'en générale, la gestion de la phase d'évaluation des offres et d'attribution des contrats est satisfaisante. La capacité des évaluateurs est acceptable et l'évaluation des différents critères de mise en concurrence (préliminaire, conformité, qualification, financière ...) présente de faible risque. En générale, les contrats sont attribués aux candidats ayant répondu à tous les critères.

Toutefois, quelques faiblesses appellent des améliorations, entre autre : (i) l'absence d'une fiche de réception des offres (faisant office de procès-verbal) pour les acquisitions moins concurrentielles (ii) la gestion de la phase d'attribution, sur l'information des candidats non retenus, notamment le non-respect des 10 jours d'attente entre l'attribution provisoire et la signature du contrat.

Tous les marchés de gré à gré sont actuellement prévus dans le PPM et leur signature est systématiquement soumis préalablement à l'ANO du FIDA, ce qui a été appréciée par la mission. Toutefois, il est recommandé qu'en raison de l'absence de concurrence, une note justificative des prix appliqués sur les ententes directes soit systématiquement établie, en s'appuyant sur les prix appliqués sur les anciens contrats, prix sur le marché, prix de référence...

Enfin, la mission a constaté que certains délais d'évaluation des offres et délais de signature des contrats sont très long, pouvant aller jusqu'à plusieurs mois. Il est rappelé que le

prolongement de ces délais constitue un risque sur (i) la validité du prix du titulaire, qui pourrait éventuellement demander une actualisation (ii) le changement de la situation des prestations à exécuter, notamment les travaux et (iii) l'intégrité du processus.

**Notation : 4**

#### ***E - Gestion des contrats et archivage***

Même si la mission n'a pas pu procéder à quelques inspections physiques de la mise en œuvre des contrats, on note une gestion des contrats acceptable : présence des pièces contractuelles dans les contrats, clauses de garanties et des délais de garantie, mandat, description des services/travaux/biens, calendrier de livraison ou d'exécution, spécifications techniques, références bancaires des titulaires, émission des ordres de service, règlement des paiements.

Quelques faiblesses ont été toutefois constatées au niveau du suivi de certaines prestations qui accusent des retards d'exécution, entre autres quelques contrats d'études et de travaux. Cet aspect nécessite un renforcement important étant donné l'enclavement des sites d'intervention du projet qui engendre beaucoup de difficultés pour les prestataires. Il est suggéré au projet de bien optimiser les délais d'exécution à prévoir dans le PPM, en tenant compte de tous les facteurs impactant la mise en œuvre (éloignement, transports, restriction de déplacement, ...)

La mission a bien apprécié la numérisation des archives de passation de marchés, comme recommandée lors de la dernière mission. Le projet a atteint un niveau de numérisation de 100% pour les exercices 2019 et 2020. Les documents principaux sont disponibles (publication, DAO/DCP, différents PV, rapport d'évaluation, ... mais il est recommandé de compléter quelques pièces manquantes, entre autres l'information des candidats, les PV de réception, les preuves de paiement. L'opération appelle à une continuité, une organisation, et une sécurisation des archives numérisées.

**Notation : 4**

#### ***F – Recommandations de la mission***

Action	Responsabilité	Echéance
1. Optimiser les méthodes de passation de marchés pour assurer le traitement de la majorité du processus au niveau régional, pendant la période affectée par le COVID-19	CP / RPM / PRMP	Immédiat et continu
2. Enrichir la base de données des prestataires au niveau des deux régions d'intervention du Projet.	RPM	10/2020
3. Appliquer les mesures exceptionnelles de passation de marchés liées au COVID-19, conçues par le FIDA.	CP / RPM	Immédiat et continu
4. Etablir une note justificative des prix pour tout marché par entente directe.	RPM	Immédiat et continu

#### ***G - Suivi des recommandations de la dernière mission de revue à mi-parcours 2019***

Action	Suivi
1. Soumettre au FIDA pour avis de non-objection le manuel des procédures de passation de marchés mis à jour.	Réalisé
2. Redéfinir les TDR du CPM et de l'APM.	Réalisé – CPM recruté et séparation des fonctions de passation de marchés et d'infrastructures
3. Organiser le contrôle à posteriori des marchés par la CNM.	En veille en raison du COVID-19
4. Numériser les archives de passation de marchés à partir de l'exercice 2019.	Réalisé à 100% Archives 2019 et 1 <sup>er</sup> semestre 2020

### H - Suivi des recommandations du rapport d'audit 2018

Tableau présentant le suivi des recommandations du rapport d'audit 2018 en passation de marchés (rapport d'audit 2019 encore non disponible)

Recommandations	Suivi
Remplir régulièrement la partie « réalisation » du PPM.	Réalisé en partie. Quelques réalisations sont remplies au fur et à mesure de l'avancement des procédures.
Améliorer la planification de façon à ce que les prévisions se rapprochent de la réalité. En cas de prolongation du délai prévu, demander aux candidats soumissionnaires la confirmation formelle de l'acceptation de la prolongation du délai de validité de leurs offres	Appliqué La validité des offres est généralement respectée jusqu'à la signature des marchés. Néanmoins, entre la signature des marchés et l'OS, il peut se passer effectivement un temps relativement long afin de commencer les travaux dans les conditions optimales (période sèche). Des demandes de prolongation de délai de validité des offres sont envoyées aux candidats en cas de prolongation du délai prévu..
Pour les grands travaux, l'équipe du Projet devrait organiser des séances d'informations au cours desquels seraient présentés et expliqués en détails les principales causes de non conformités des offres.	Appliqué Des réunions d'informations sont généralement organisées aux soumissionnaires. Ces réunions seront maintenues pour les appels d'offres avec intégration des principales raisons de non-conformité des offres.
S'assurer que tous les documents constituant le dossier de passation de marchés soient correctement formalisés et classés.	Réalisé ; en plus les archives 2019 et 2020 sont scannées

Recommandations	Suivi
	En ce qui concerne les accusés de réception des lettres d'information pour les candidats non retenus, il se trouve qu'une fois qu'ils savent qu'ils ne sont pas retenus, ils ne sont plus intéressés à récupérer la lettre d'information.
Emettre des instructions pour que les offres (devis) des entreprises soient présentées correctement (facture proforma avec coordonnées, numéros NIF et STAT)	Réalisé Il est dorénavant exigé aux prestataires de fournir leur coordonnées et numéros NIF et STAT dans leurs offres et devis.
Présenter la source de la base de données de la liste restreinte. S'assurer que les copies des accusés de réception des emails de demande de prix soient correctement classées	Réalisé Décision de liste restreinte jointe dans les dossiers de passation de marché, indiquant la source. Les accusés de réception sont exigés dans les demandes de CFN, mais les candidats n'accusent pas réception systématiquement.
Pour des cas similaires (nombre de lots important), augmenter le nombre d'entreprises à consulter.	Appliqué, mais nécessité d'un élargissement de la base de données régionale vu la restriction de déplacement due à la pandémie
Faire approuver la liste de fournisseurs à consulter avant l'envoi des demandes de prix. S'assurer que les copies des accusés de réception des emails de demande de prix soient correctement classées. Pour les envois des demandes et la réception des réponses par email, toujours mettre en copie un Responsable au sein du Projet.	Réalisé Décision de liste restreinte émise systématiquement pour les CFN Demande d'accusé de réception intégrée dans les demandes de CFN, mais les candidats n'accusent pas réception systématiquement Un responsable au sein du Projet est mis en copie pour les demandes
Evaluer les offres financières sur la base du montant hors taxe figurant sur la facture pro-forma.	Depuis la mise en œuvre de la TMP, évaluation TTC